



Spectacles
Juste pour rire
redescend dans la rue
page B5



Formule 1
Pas assez de place
pour deux...
page S6

Cyberpresse

Fry's : le plus mauvais
service aux clients, mais...
page A22

Baseball
5
3
page S7

Dégageons...

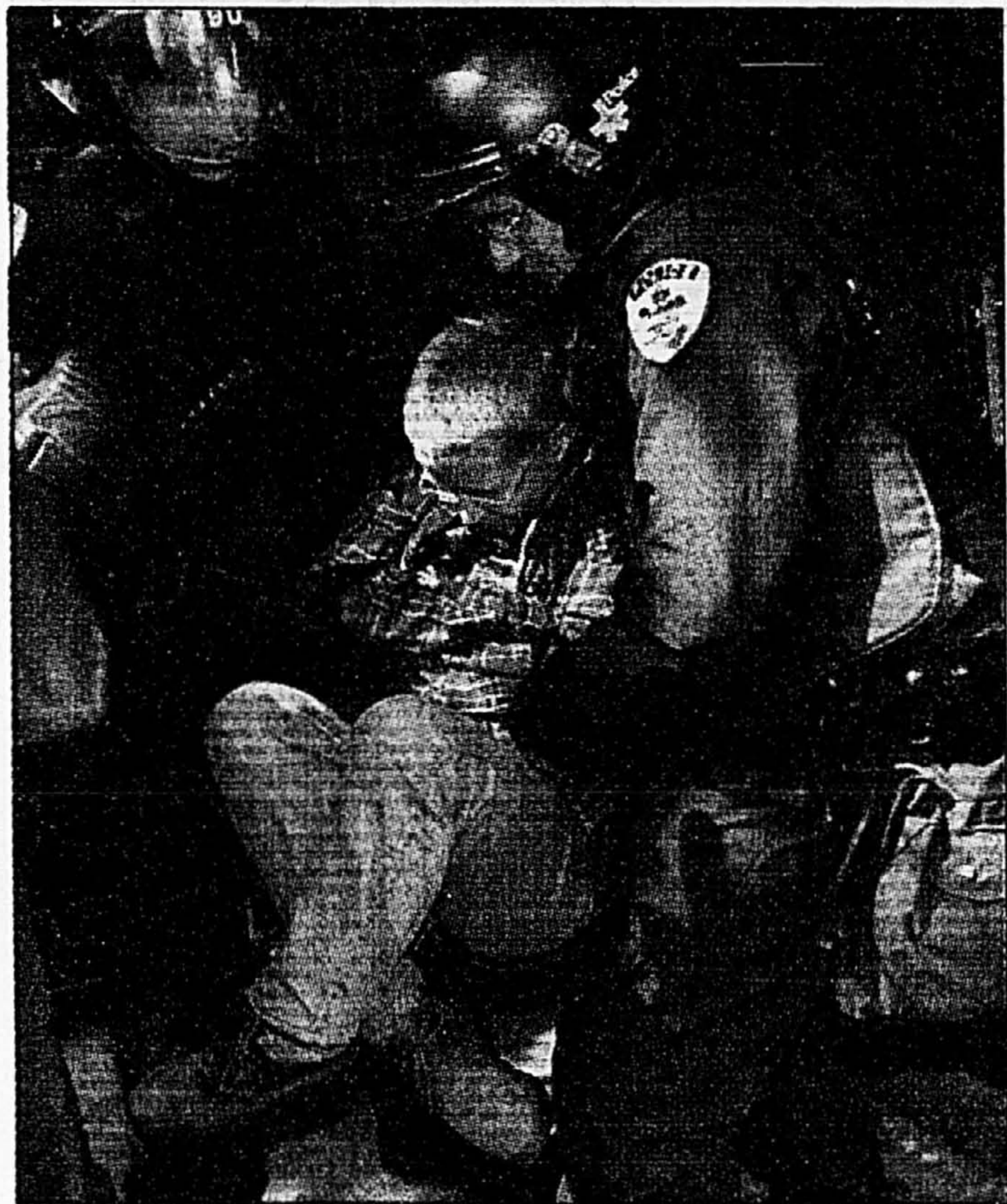


PHOTO REMI LEMÉE, La Presse

Plus de 200 manifestants ont bloqué tous les accès du Centre Sheraton, hier matin, pour empêcher la tenue de la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies et pour réclamer le retrait du Canada des négociations sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Après un long face à face de trois heures, les policiers de l'escouade tactique du SPCUM ont dégagé les accès au Centre Sheraton en procédant à des arrestations massives. Pas moins de 100 personnes ont été arrêtées et seront accusées de méfait et d'entrave au travail des policiers. Suivant le mot d'ordre des organisateurs, les manifestants n'ont opposé qu'une résistance passive aux policiers en se laissant traîner mollement jusqu'aux paniers à salade. Personne n'a été blessé et la manif s'est terminée sans grabuge à 14 h. **A Lire en page A7**

Les Expos érigeront un complexe immobilier près du nouveau stade

Avec cette proposition à la Ville, Claude Brochu abat sa dernière carte

PHILIPPE CANTIN

Au moment où ils cherchent désespérément des appuis financiers à la construction d'un nouveau parc de baseball au centre-ville, les Expos de Montréal proposent d'intégrer au projet un complexe immobilier d'envergure sur la partie du terrain située le long de la rue Peel, entre les rues St-Jacques et Notre-Dame.

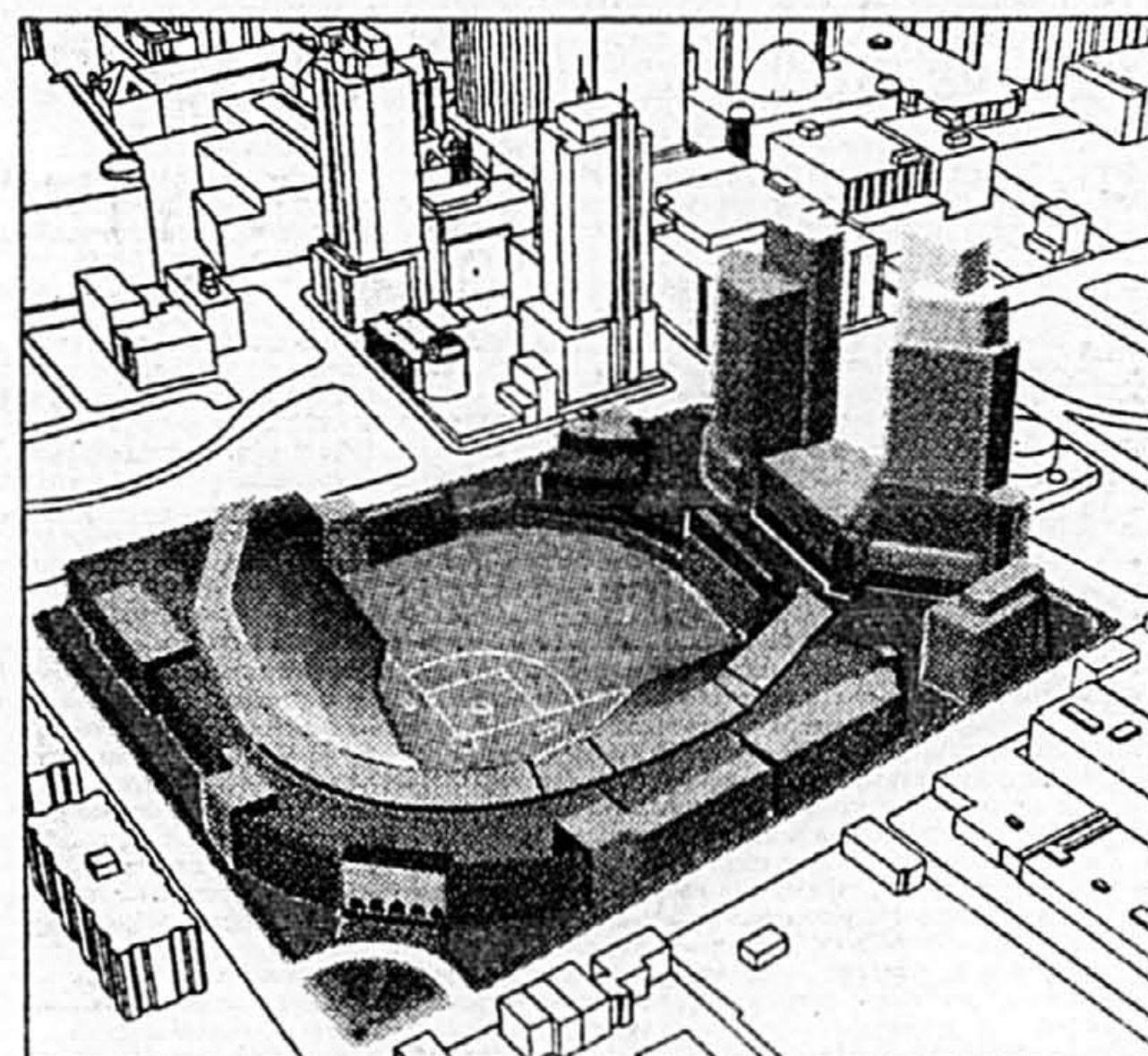
Dans un rapport déposé à la Ville de Montréal la semaine dernière, et dont *La Presse* a obtenu copie, les Expos rendent publics les plans généraux de trois tours de 37, 28 et 9 étages dans lesquelles on retrouverait des habitations, un hôtel, des commerces et des bureaux.

Le document, préparé par les firmes Daniel Arbour et Associés et Beinhaker Architectes, reste muet sur les sources de financement de ces immeubles. Ceux-ci seraient bâtis dans une éventuelle phase II de l'exploitation du quadrilatère formé par les rues de la Montagne, St-Jacques, Peel et Notre-Dame. Aucun échéancier précis n'est formulé.

« Le club de baseball des Expos s'engage à développer en priorité le stade, de même que les espaces publics adjacents essentiels à cette nouvelle expérience urbaine, lit-on, en introduction. La mise en oeuvre du projet immobilier, pour sa part, ira de pair avec l'évolution du marché dans les prochaines années. »

De nombreux croquis illustrent le rapport. Les immeubles seraient situés derrière le champ droit, au-delà d'une rue commerciale piétonne et d'une « grande place », où des divertissements seraient proposés aux amateurs avant les matchs. Des stationnements souterrains sont aussi prévus.

Chez les Expos, hier, on n'a pas voulu commenter ces informations. Mais il est évident que si ce projet se concrétise, il fournirait à la Ville de Montréal des



INFOGRAPHIE La Presse

Selon le projet des Expos, le complexe immobilier serait construit sur la partie du terrain située le long de la rue Peel, entre les rues St-Jacques et Notre-Dame. Il comprendrait trois tours de 37, 28 et 9 étages dans lesquelles on retrouverait des habitations, un hôtel, des commerces et des bureaux.

revenus fonciers importants. Ce qui, bien sûr, pourrait convaincre l'administration municipale d'accorder des dégrèvements pour le nouveau stade.

À moins de six semaines de l'échéance fixée par Claude Brochu pour décider de l'avenir de la concession, les Expos abattent donc leur dernière carte. Le

Voir **LES EXPOS** en A2

Les poulets sont contaminés, mais pas nécessairement dangereux

Selon une enquête de Protégez-vous, 41 % des volailles vendues dans les marchés sont contaminées à la salmonelle

MARIE-CLAUDE GIRARD

Des tests réalisés par le magazine *Protégez-vous* révèlent que 41 % des poulets vendus dans les supermarchés sont contaminés à la salmonelle et 30 % au campylobacter, une autre bactérie susceptible de rendre malade. Plus d'un poulet sur dix serait porteur des deux bactéries.

Les poulets n'en sont pas nécessairement dangereux pour la santé, car ces bactéries sont détruites par une cuisson appropriée. L'in-

dustrie et les inspecteurs des agences gouvernementales considèrent normal que les poulets soient contaminés par ces bactéries puisque celles-ci sont présentes dans le système digestif des volatiles, et donc dans les excréments, les plumes et la peau. Conséquemment, on ne mesure jamais systématiquement la quantité de salmonelle ou de campylobacter, ni à l'abattage, ni à l'inspection.

L'équipe du magazine a recueilli 154 échantillons dans différents commerces de la région de Mont-

réal. Toutes les marques ont été inspectées y compris celles des magasins de produits naturels et les marques maisons des supermarchés.

Autre résultat étonnant : 13 % des oiseaux présentaient une contamination fécale ou une flore totale dépassant les limites acceptables à la CUM. Là encore, les poulets ne sont pas nécessairement dangereux. Il s'agit plutôt d'indices pour mesurer la

Voir **LES POULETS** en A2

Le coût d'utilisation d'une voiture est resté stable depuis 1993, selon le CAA-Québec

MARIE-ANDRÉE AMIOT

L'automobile coûte-t-elle aussi cher qu'on le dit ?

Selon le CAA-Québec, qui effectue chaque année des recherches sur les véritables coûts de possession et d'utilisation des voitures, et dont les données vien-

nent tout juste d'être publiées, le prix véritable n'a pas augmenté depuis 1993. En fait, dans certains cas, il a baissé.

À preuve, une sous-compacte de type Civic ou Golf, qui coûtait un peu moins de 7000 \$ par année en 1993, a été évaluée à 6162 \$ cette année. « Principalement par-

ce que les coûts de l'essence et de l'entretien sont moins élevés, explique Claude Martin, porte-parole du CAA. Dans le cas des sous-compactes par exemple, il en

Voir **LE COÛT** en A2

■ Autre texte en page A10

«J'étais prêt à toffer jusqu'à la fin»

La tempête de la semaine dernière à Ottawa n'a pas refroidi David Levine

VINCENT MARISSAL

du bureau de La Presse, OTTAWA

Tombé bien malgré lui dans la marmite de l'unité canadienne depuis qu'il a été nommé pdg du nouvel hôpital fusionné d'Ottawa, il y a trois semaines, David Levine s'est présenté hier devant ses nouveaux employés avec calme et assurance, affirmant qu'il a plus que jamais l'intention de remplir son mandat de trois ans.

Les mains dans les poches, l'air très décontracté, l'actuel délégué du Québec à New York a rencontré hier en début d'après-midi une horde de journalistes, parmi lesquels s'était infiltré un seul opposant à sa nomination.

Tout un contraste avec la semaine dernière, lorsque, au même endroit, des centaines de citoyens d'Ottawa en colère se pressaient pour crier leur colère au conseil d'administration qui a choisi cet ancien candidat péquiste pour gérer le futur hôpital géant.

La contestation, qui a atteint son paroxysme lors de cette assemblée plutôt disgracieuse, n'a pas refroidi David Levine. Au contraire, il en-



PHOTO PC

David Levine

trera en fonction dès le 15 juin, soit un mois et demi plus tôt que prévu, et il compte d'ici là passer au moins deux jours par semaine à

Voir « **J'ÉTAIS** » en A2

584

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces	- affaires C9	Bridge C21	Feuilleton C20	Opinions B3
- index C16	Arts et spectacles B4 à B7	Décès C22	Horoscope C17	Politique B1
- immobilier C16 à C18	- horaire spectacles B6	Économie C1 à C15	Le monde C24	Tabloïd Sports
- marchandises C18	- horaire télévision B6	Éditorial B2	Loteries A2, A23	- Réjean Tremblay S5
- emplois C18, C19	- télévision B5	Êtes-vous observateur C16	Mots croisés C17, S10	
- automobile C19 à C21	Bandes dessinées C19		Mot mystère C20	

ÉDITORIAL

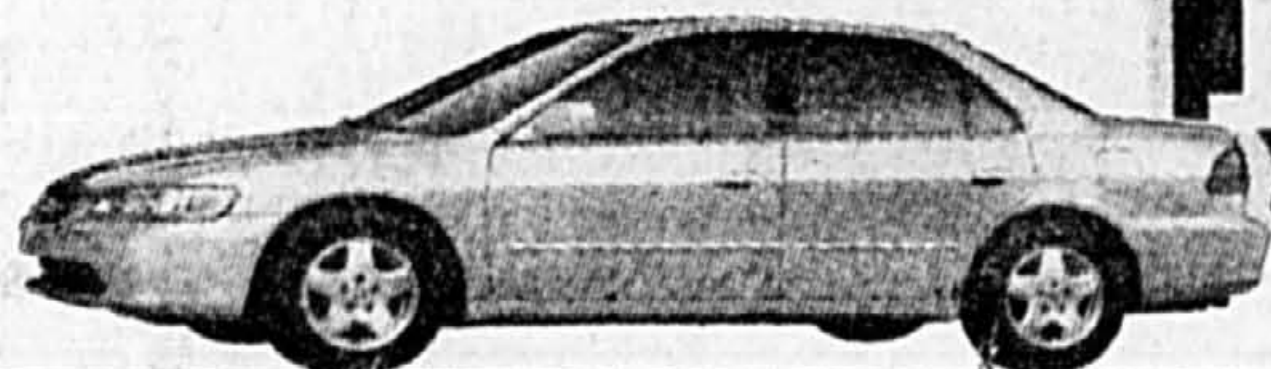
Les Irlandais et le changement
- Frédéric Wagnière
page B2

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 21 min. 8
Cahier Sports, page 16



Tous les détails de l'offre en page A 21



BERLINE ACCORD 1998

268\$ par mois, location 48 mois TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Suites de la une

Les Expos érigeront un complexe immobilier près du nouveau stade

LES EXPOS / Suite de la page A1

complexe immobilier, s'il suscitait l'intérêt des développeurs, donnerait du poids aux arguments du président de l'équipe, selon qui le nouveau parc dynamiserait cette section du centre-ville de Montréal.

Les Expos détiennent une option d'achat sur ce terrain appartenant à la Société immobilière du Canada, un organisme relevant du gouvernement fédéral. Jusqu'à l'automne 1995, le CN en était propriétaire.

L'idée de greffer des immeubles à un stade sportif n'est pas nouvelle. Les Compagnies Molson et le Canadien Pacifique planifient

toujours la construction de deux tours de 50 étages afin de compléter l'aménagement du terrain où sont situés le Centre Molson et la gare Windsor. En 1992, ce projet avait été évalué à 280 millions. Ronald Corey, le président du Canadien, avait soutenu que si l'autorisation de construire ces tours n'était pas accordée, l'amphithéâtre ne serait pas bâti. Le fait qu'on attende toujours sa mise en chantier, deux ans après l'ouverture du Centre Molson, illustre clairement les difficultés de mener à terme des initiatives semblables.

Plus tôt cette année, un autre projet majeur de développement a été évoqué pour le centre-ville de Montréal, celui de la Cité inter-

nationale. Parrainé par la Caisse de dépôt et placement, il prévoit des investissements frisant le milliard de dollars. La construction d'un hôtel de 400 à 770 chambres est notamment envisagée au coin des rues Bleury et Viger.

En termes de mètres carrés, le projet des Expos prévoit un partage sensiblement égal entre les espaces commerciaux et résidentiels. Ce quartier est actuellement recherché par les entreprises. Le taux d'occupation des immeubles à bureaux du secteur Square Victoria est un des plus bas à Montréal, s'établissant à 3,1 % à la fin de 1997.

Les propositions des Expos représentent une nouvelle donnée dans le dossier de l'avenir de l'équipe, qui devrait être tranché

le 30 juin prochain. Le coût du nouveau parc de baseball est estimé à 250 millions. Les Expos veulent en financer la construction par la vente de droits sur les sièges aux entreprises (100 millions) et une participation de l'État (150 millions).

À ce jour, l'organisation n'a cependant recueilli que 40 millions auprès de la communauté des affaires. Quant aux gouvernements, leur attitude demeure empreinte de prudence. Même si M. Brochu soutient que ses discussions avec Québec et Ottawa progressent correctement, la position officielle du gouvernement Bouchard demeure celle exprimée par le premier ministre en juin dernier: « On ne construit pas de stade quand on ferme des hôpitaux. »

Les poulets sont contaminés, mais pas nécessairement dangereux

LES POULETS / Suite de la page A1

fraîcheur et les conditions de conservation des produits.

Ces derniers résultats ont toutefois fait sursauter le secrétaire de la Fédération des producteurs de volaille du Québec, Serge Deschamps. « Ce qui est inquiétant, c'est les 13 % de poulets qui seraient insalubres. Nous allons analyser comment on est parvenu à ces chiffres. » M. Deschamps rappelle que l'industrie de la volaille a mis en place un nouveau système de gestion de la qualité, le HACCP (Hazard Analysis and Critical

Control Point) qui sera en opération d'ici la fin de l'année. « Les producteurs accordent la plus grande importance à la salubrité. Ils s'assurent de respecter des normes élevées », ajoute-t-il.

Le magazine souligne que la responsabilité de régler le problème revient au consommateur. On doit bien cuire le poulet et éviter de mettre la chair crue ou les ustensiles qui ont servi à l'apprêter en contact avec d'autres aliments qui ne seront pas cuits. La manipulation, tant par le boucher que par le particulier, peut aggraver les risques d'intoxication.

Par ailleurs, les tests ont indiqué que les bactéries fécales et la flore totale (des micro-

organismes révélant les conditions de conservation) étaient moins nombreuses dans les produits refroidis à l'air que dans ceux refroidis à l'eau. La technique de refroidissement utilisée de même que la coupe — poulets entiers ou poitrines désossées — ne changeraient rien à la présence de salmonelle et de campylobacter.

Il n'existe pas de tests rapides qui permettraient de détecter facilement la présence de salmonelle, confirme le Dr Richard Lemay, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. « Par contre, on s'assure que le traitement et la chaîne de refroidissement respectent des normes strictes. »

« Ce n'est pas un problème nouveau. L'industrie a déjà fait beaucoup pour y remédier », note pour sa part Christine Vézina, surintendante à l'inspection des aliments à la CUM. Mais vous imaginez les coûts s'il fallait tester chaque carcasse, alors que les usines en traitent des milliers à l'heure? s'interroge-t-elle. Et à quel endroit faudrait-il faire le test, l'aile ou la cuisse? Car la présence de bactéries peut varier d'un endroit à l'autre. Le meilleur test, selon Mme Vézina, reste le thermomètre à viande inséré dans la partie la plus charnue du poulet, en évitant de toucher l'os. S'il indique 74 degrés Celsius ou plus, les bactéries devraient être « cuites ».

Le coût d'utilisation d'une voiture est resté stable depuis 1993, selon le CAA-Québec

LE COÛT / Suite de la page A1

coûtait en 1993 presque 11 cents du kilomètre pour les coûts variables. Cette année, le prix est de sept cents. »

Les autres types de voitures, les compacts par exemple (Jetta, Contour), coûtent 7824 \$ par année, les intermédiaires (Taurus, Accord) sont à 8955 \$, tandis que le coût des modèles standard comme les Concorde ou les Grand Marquis est évalué à 11 537 \$. Quant aux minifourgonettes (Carravan, Aerostar), elles coûtent 9478 \$.

Néanmoins, ce sont d'énormes montants quand on songe qu'ils représentent une va-

leur brute de l'ordre de 11 500 \$ à 18 000 \$ de revenu annuel (selon un taux d'imposition de 40 %).

« Le rabatement des coûts tient au fait que les frais variables (essence, entretien, pneus) ont baissé ces dernières années, confirme M. Martin. Mais les frais fixes tels les assurances et l'immatriculation sont restés stables ou ont légèrement augmenté. » « Mais ces coûts, quels qu'ils soient, sont des sommes que la plupart des gens sont prêts à assumer sans même fléchir, affirme M. Michel Trudel, du ministère des Transports. Et même quand on leur fait la preuve qu'il existe des alternatives moins coûteuses et presque aussi pratiques, la plupart des gens ne

sont pas prêts à le reconnaître. C'est la loi de l'insignifiance, une loi qui dicte que le temps que l'on consacre à une activité est invariablement proportionnel à la somme d'argent qu'elle exige! »

Pourtant, les alternatives existent!

Évidemment, elles ne touchent pas les familles habitant hors des grands centres. Sur tout s'il y a de jeunes enfants et que les adultes travaillent loin de leur domicile, ajoute M. Trudel, mais pour une famille résidant en ville, il est probablement plus économique et pratique de ne pas posséder d'automobile et de transférer cette part de budget vers le recours aux taxis, au transport en commun et même aux véhicules de location. »

Par exemple, M. Trudel calcule que cinq courses en taxi à 8 \$ chacune pendant 48 semaines coûtent 1920 \$. Une voiture de location à raison de deux jours par mois pendant 11 mois coûte 1650 \$. Si on loue pour des vacances de trois semaines, il en coûte 1600 \$ environ. La carte autobus-métron, quant à elle, revient à 500 \$ environ. En tout, il en coûte un peu moins de 6000 \$ pour ce cocktail de solutions.

« Ce sont des sommes qu'il faut déboursier de façon ponctuelle et les gens ont l'impression qu'il leur en coûte plus cher que le prix à payer pour une auto, affirme M. Trudel. Pourtant, quand on fait le décompte, c'est ce type de cocktail modal qui est le plus économique! »

«J'étais prêt à toffer jusqu'à la fin»

«J'ÉTAIS» / Suite de la page A1

Ottawa pour rencontrer le personnel des trois hôpitaux et pour se chercher une maison.

Jamais, affirme David Levine, les pressions de ceux qui réclamaient sa tête ne l'ont amené à remettre son choix en question.

« J'étais prêt à toffer jusqu'à la fin, répond-il, après un moment d'hésitation, j'avais le goût de cet emploi, j'avais le goût de travailler ici et depuis que je suis arrivé ici, ce matin, j'ai l'impression de retrouver un métier qui me plaît énormément. »

M. Levine est arrivé dans la capitale fédérale dimanche pour une brève visite de 48 heures. L'accueil est chaleureux, aussi bien dans la rue que dans l'hôpital, et aucun employé ne lui a manifesté le moindre signe de désapprobation, affirme-t-il.

Sûr de lui, David Levine soutient que sa meilleure arme pour faire taire les critiques est nulle autre que lui-même. « Que les gens viennent me rencontrer et discuter avec moi », lance-t-il.

Même chose avec le gouvernement ontarien, poursuit M. Levine, qui ne semble pas avoir été ébranlé par les propos du premier ministre Mike Harris, selon qui il aurait été préférable d'engager un étranger qu'un Québécois séparatiste à ce poste.

« J'espère rencontrer la ministre (de la Santé, Elizabeth Witmer) et je suis certain que l'on va pouvoir travailler ensemble », dit-il.

Malgré la tension des dernières semaines et la véhémence de certaines critiques dont il a été l'objet, M. Levine a gardé son sens de l'humour.

« Jusqu'à date, je me sens bienvenu, a-t-il

indiqué. Hier soir (dimanche), nous sommes allés dans un restaurant de la rue Somerset et le propriétaire est venu nous voir avec deux bouteilles de Veuve Cliquot, en nous faisant le grand salut, alors j'ai été très bien accueilli. »

Au Civic Hospital, les employés rencontrés hier semblaient eux aussi favorables à leur nouveau patron.

Jack Kitts, chef du service d'anesthésie, et Linda Schumacher, vice-présidente du service des soins infirmiers, ont indiqué avoir été agréablement surpris par la connaissance de M. Levine des enjeux régionaux.

Et ses affiliations politiques? « Ça ne me concerne pas, ça ne change rien au travail qu'il doit faire », rétorque Mme Schumacher.

David Levine dit comprendre la réaction de ses opposants, mais il l'associe aux bouleversements qui sous-tendent la prochaine fu-

sion et non à ses croyances politiques.

Parlant de politique, M. Levine refuse même d'aborder la question.

« Je n'embarque dans aucune discussion politique, je suis dg d'un hôpital », a-t-il tranché.

Sur le front politique, le Bloc québécois a ramené le sujet sur le tapis des Communes en présentant une motion de félicitations au conseil d'administration, mais la majorité libérale s'est opposée au dépôt de cette motion.

Malgré une certaine accalmie du mouvement anti-Levine, la bataille n'est pas terminée, jurent certains groupes.

L'organisation Alliance for the preservation of english Canada (APEC), un groupe ontarien opposé au bilinguisme, menace de poursuivre le combat avec plus d'intensité dans les jours qui viennent.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détaillants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 4-5-6

à quatre chiffres : 2-3-7-1

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants :

à Montréal : Centre des donateurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30 ;

■ à Montréal : Bell Québec (Tour Bell), hall d'entrée, 700, rue de la Gauchetière Ouest, de 9 h à 16 h. Objectif : 150 donateurs ;

■ à Montréal : Tour de la Bourse, Place Victoria, hall d'entrée, 800, Place Victoria, de 9 h 30 à 16 h. Objectif : 125 donateurs ;

■ à Contrecoeur : organisée par les Chevaliers de Colomb conseil 2848, salle Donais, 600, rue Lajeunesse, de 14 h à 20 h. Objectif : 110 donateurs ;

■ à Gatineau : Centre hospitalier des vallées de l'Outaouais, pavillon Gatineau, policiers de la SQ et de Gatineau métro, la Coop des techniciens ambulanciers de l'Outaouais et la Banque Royale, cégep de l'Outaouais - campus Félix-Leclerc, 820, boul. La Gappe, de 14 h à 20 h. Objectif : 375 donateurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Sur deux roues

■ Quelques jours avant le 14^e Tour de l'île, nous faisons une incursion dans le vestiaire de deux mordu de vélo, dans la jeune vingtaine, qui bouffent quelques centaines de kilomètres par semaine. Il s'agit de François Trépanier, agent de sécurité à La Presse, et de Annie Gariépy, membre de l'équipe nationale de vélo. À lire demain dans le cahier Mode sous la plume de Viviane Roy.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Le gouvernement Bouchard prétend que la réforme de la santé est un succès. Êtes-vous d'accord?

Trouvez-vous scandaleux le fait que Jacques Duchesneau ne renonce pas à sa pension d'ancien policier s'il est élu maire de Montréal?

A cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 60 %
Non: 40 %

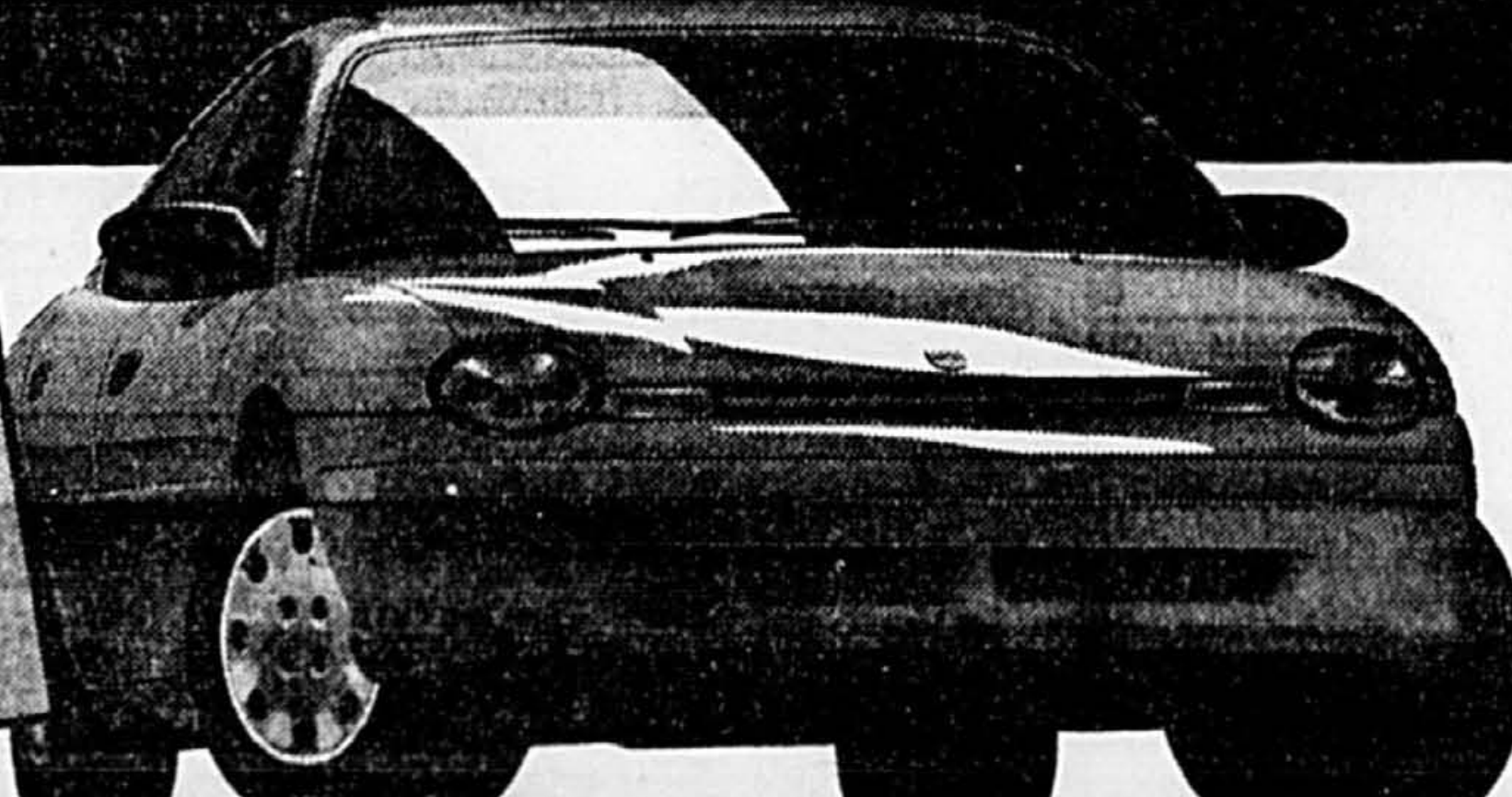
NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

NEON 1998

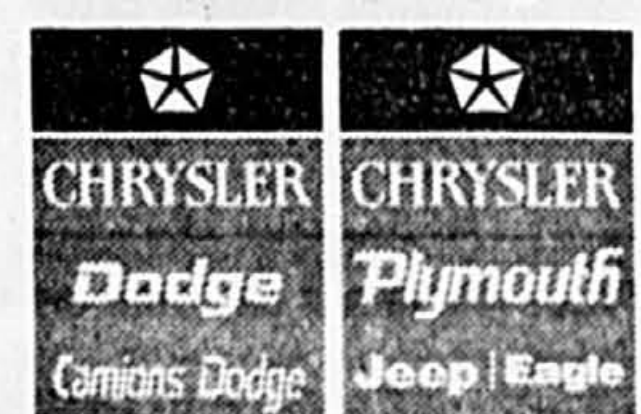
«... dans l'ensemble, un équipement très complet...»

- Revue Road & Track

Pour seulement
169\$*
par mois
Taxe sur le climatiseur, transport et préparation inclus.



Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.



Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.
www.chryslercanada.ca

* Tarif mensuel établi d'après un modèle 1998, avec l'ensemble 22D. Comptant initial de 2 485 \$ ou échange équivalent. Location, terme de 36 mois. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'accident de kilométrage après 61 200 km, au taux de 9 c le km. Rabais du fabricant inclus. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et avoir à commander.

Le mot du jour

feu, e

■ Feu, au sens de défunt, est invariable s'il est placé devant l'article défini ou l'adjectif possessif.
— Feu ta tante.

Mais le mot varie en genre et en nombre s'il est placé entre l'article défini ou l'adjectif possessif et le substantif auquel il se rapporte.

— Tes feues tantes.
— Les feus ministres.

Paul Roux



Le Lexique des difficultés du français dans les médias

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

Théâtre Outremont : des professionnels visés s'adressent à la Cour pour suspendre l'enquête

MARTIN PELCHAT

Les professionnels à qui Outremont avait confié la rénovation avortée du Théâtre Outremont s'adressent aux tribunaux afin de faire suspendre et éventuellement annuler l'enquête de la Commission municipale du Québec sur cette affaire.

Une première requête « en évocation et en sursis » a été déposée hier en Cour supérieure par M^c John Nicholl au nom de trois architectes des deux cabinets qui avaient été engagés par la Ville, soit Gagné, Lemieux, Saint-Louis et Jodoin, Lamarre, Pratte et associés. Aujourd'hui, une seconde requête du même type sera présentée par l'avocat Patrick Henry, qui représente le consortium d'ingénierie Soprin-Socon.

En mars, Outremont a déposé une poursuite de 4,2 millions contre ces firmes. La Ville allègue que les professionnels n'ont pas respecté leur contrat et ont commis des fautes, erreurs et négligences.

Outremont a acquis le Théâtre Outremont, un immeuble patrimonial de l'avenue Bernard, pour en faire une salle de production de spectacles. Entrepris en juillet 1995, les travaux ont été interrompus par la Ville en mars 1996, en raison de dépassements de coûts maintenant évalués à 4,5 millions.

23 témoins menacés de blâme

La Commission municipale du Québec a entrepris en novembre 1996 une enquête sur cette affaire et a clos sa preuve à la fin de 1997 après 44 jours d'audiences. Les commissaires Gaétan Cousineau et

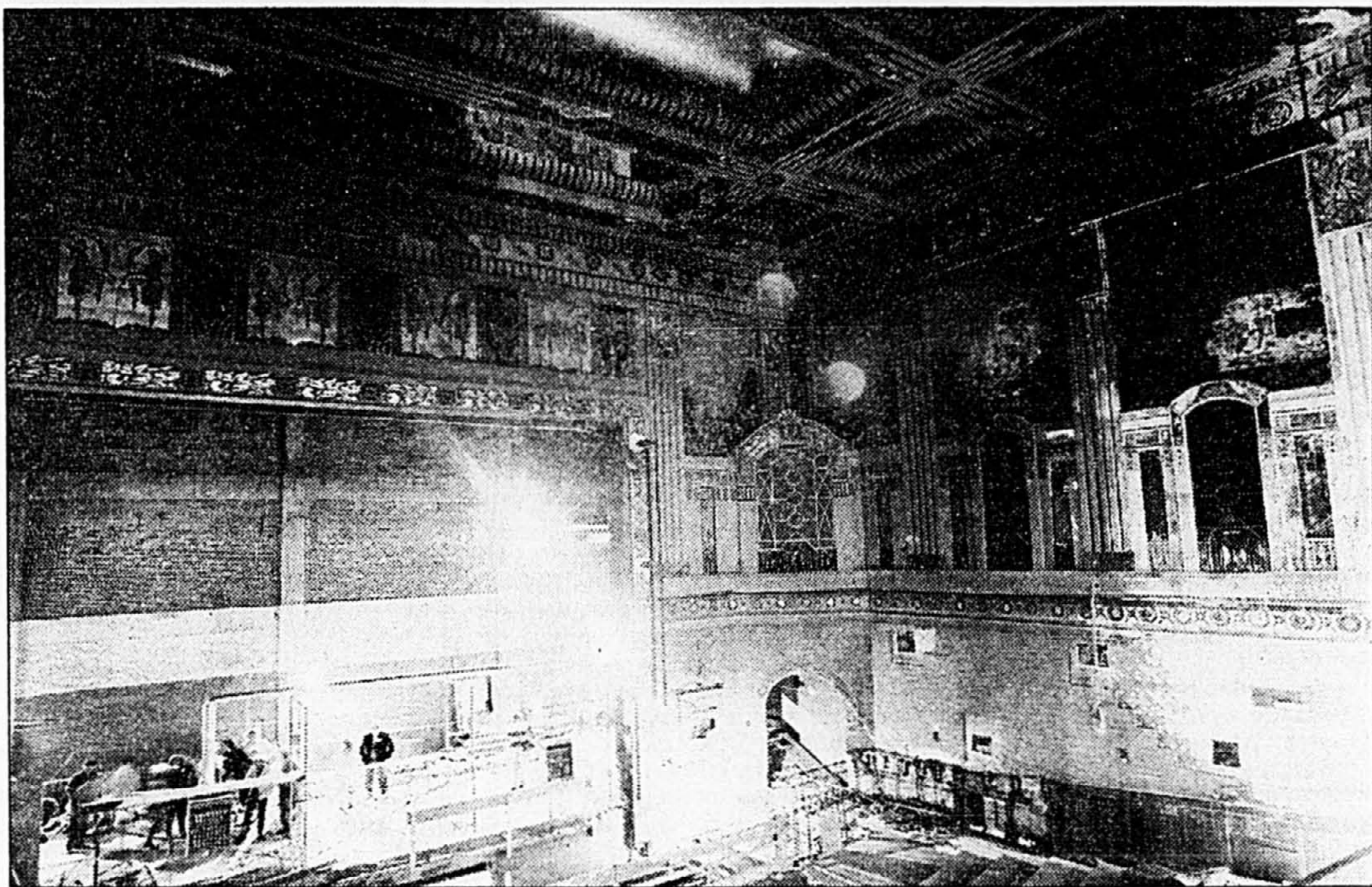


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Une vue de l'intérieur du Théâtre Outremont, dont la rénovation inachevée a déjà dépassé de 4,5 millions les coûts prévus. La municipalité a déposé une poursuite contre des firmes impliquées.

Pierre Delisle ont depuis avisé 23 témoins qu'ils pourraient être blâmés dans le rapport final d'enquête.

Tel que le requiert sa loi, la Commission a aussi avisé ces témoins qu'ils pourraient se faire entendre lors d'audiences supplémentaires, cette semaine et la semaine prochaine, afin de répondre aux critiques qu'on s'apprête à leur adresser.

Hier matin, les commissaires ont annoncé qu'ils entendraient les

parties menacées de blâmes à huis clos et individuellement, soit en l'absence de journalistes et des avocats des autres parties. (L'enquête s'est déroulée en présence d'un nombre record d'avocats, soit une quinzaine.)

Ayant préalablement consulté le juge Horace Krever, qui a présidé la Commission d'enquête sur le sang contaminé, M. Cousineau a justifié le huis clos en arguant que ces apartés ne donneraient pas lieu à la présentation de preuve nouvelle et que la Commission ne voulait

pas ternir ses réputations à une étape où ses conclusions ne sont pas encore définitives.

Les avocats des professionnels ont aussitôt avisé la Commission de leur intention de s'adresser aux tribunaux. Ils affirment que les reproches contenus dans les lettres de blâmes sont sans fondement et ils s'opposent à ce que les audiences soient individuelles, de crainte que certains témoins en blâment d'autres sans que ces derniers ne puissent rétorquer.

D'autre part, ils affirment que la

Commission n'a pas le pouvoir de blâmer des « tiers » comme les professionnels, mais uniquement les élus municipaux et l'administration de la Ville. Ils estiment que les commissaires ont outrepassé leur juridiction et remettent même en question le décret gouvernemental qui a fixé le mandat de la Commission.

L'avocat de Soprin-Socon, Patrick Henry, reconnaît qu'une conséquence des démarches des professionnels pourrait être de mettre fin aux travaux de la Commission de façon définitive. Mais les droits individuels priment, dit-il.

« On ne tient pas absolument à faire casser l'enquête, soutient M^c Henry. On aimerait bien que toute la lumière soit faite. Mais on ne veut pas que ça soit fait au détriment des droits de l'individu. » « Ce que la Commission avait dit dans son alloucation de départ, c'est que ce n'était pas un procès », poursuit-il.

L'avocat des architectes, John Nicholl, reproche en outre aux commissaires de procéder « à la mitraille » dans leurs intentions de blâmes. Selon lui, il y en a pour toutes les parties, y compris la Ville. « Ce qui ressort, c'est qu'ils s'apprêtent à blâmer quasiment tout le monde », dit-il.

M^c Nicholl s'explique mal en outre comment la Commission peut vouloir blâmer les professionnels sans avoir entendu de témoins-experts.

« Ils n'ont rien entendu de ça. »

Les deux requêtes en sursis seront entendues demain. D'autres parties ont aussi l'intention de s'adresser aux tribunaux. Deux enquêtes précédentes de la Commission municipale, à Boisbriand et Saint-Lin, ont pris fin en queue de poisson après que la Cour supérieure eut déclaré les commissaires inhabiles à siéger. La Cour d'appel délibère dans ces deux affaires.

Simard se croyait sous filature après le meurtre

YVES BOISVERT

Aimé Simard savait qu'il avait fait de grosses erreurs pendant et après le meurtre du Rock Machine Jean-Marc Caissy, le 28 mars 1997. Trois jours plus tard, ses collègues des Rockers (associés aux Hells Angels) étaient convaincus qu'il était suivi par la police. La pression avait monté passablement...

Simard, 30 ans, a poursuivi hier pour une quatrième journée son témoignage au procès de cinq Rockers ou associés. Daniel St-Pierre, 35 ans, Pierre Provencher, 48 ans, Stephen Falls, 34 ans, Gregory Wooley, 26 ans, et Patrick Pascone Ménard, 19 ans, sont accusés d'avoir complété avec Simard pour assassiner Caissy et d'avoir été complices du tueur.

Le soir du meurtre, Simard avait eu la mauvaise idée de déposer l'arme du crime dans un casier du Pro Gym, un gymnase non loin du local des Rockers, dans l'est de Montréal. Il voulait le reprendre plus tard. Mais le concierge du gymnase a coupé le cadenas le soir même, voyant qu'il n'y avait plus personne au gymnase. L'arme a été remise à la police et Simard n'a jamais pu la récupérer.

Falls demandait à Simard de retrouver cette arme. Il lui demandait également de vérifier s'il y avait une cassette vidéo de ses gestes dans le vestiaire qu'aurait pu enregistrer une caméra de surveillance du gymnase. Simard a fait des démarches et n'a trouvé ni cassette, ni arme.

Le comptable agréé Bernard Ratelle à nouveau accusé

YVES BOISVERT

Une série de 80 accusations criminelles de fraude, complot et usage de faux viennent d'être déposées contre Bernard Ratelle pour avoir contribué à soustraire 333 000 \$ de la caisse de l'Assurance-emploi.

Ratelle, un comptable agréé de 45 ans condamné à plusieurs reprises pour avoir incité frauduleusement des gens à faire faillite, dirige la firme de « consultants financiers » Ratelle et Associés, aux 8552 et 8554, rue Saint-Denis, à Montréal. Il recrute ses clients par des annonces dans le *Journal de Montréal* et par la bouche à oreille. Il trouve divers moyens de les « redresser » financièrement...

Le 31 mars, une réunion a lieu dans un restaurant de la Rive-Sud entre Simard, Falls, Provencher, Wooley et un dénommé Kenny Bédard. Il y a de la nervosité dans l'air. Les quatre autres sont convaincus que Simard est sous filature de la police. Ils pensent que la police est à ses trousses. Falls, qui avait remis une deuxième arme à Simard après la tuerie de la première, décide de la lui retirer. Il lui demande de lui remettre la liste des Rock Machine à tuer que St-Pierre lui avait fournie, ainsi que « tous les documents compromettants ». Le groupe s'est séparé.

Une semaine et demie plus tard, le 11 avril, Simard est en voiture avec St-Pierre. Ils reviennent de Châteauguay et quittent l'autoroute pour faire le plein. Les policiers les arrêtent pour le meurtre de Caissy. On saisit sur Simard un billet de 5 \$ où sont inscrits, en code, les noms de cinq Rock Machine à abattre.

Simard a expliqué au jury que son ami Dany Caine lui avait déjà dit qu'en cas d'arrestation, il devait faire affaire avec l'avocat Pierre Panaccio. Il n'aurait rien à payer : « l'organisation » s'en chargerait. Simard a contacté M^c Panaccio quelques fois, mais avant même sa comparution, il a décidé qu'il n'avait plus besoin d'avocat : il deviendrait délateur.

M^c François Brière poursuivra ce matin pour une cinquième journée l'interrogatoire de son témoin-clé, au palais de justice de Montréal.

Au terme d'une vérification de routine, des enquêteurs auraient découvert une vaste opération frauduleuse dont Ratelle était la tête dirigeante.

En gros, il s'agissait pour lui de faire fabriquer de faux relevés d'emploi attestant qu'une personne avait travaillé à un endroit. Ratelle facturait 200 \$ et le client recevait frauduleusement des prestations d'assurance-emploi. Les actes auraient été commis entre le 12 mars 1990 et le 5 juillet 1995.

Deux femmes travaillant avec Ratelle, sa soeur, Suzanne Ratelle, 41 ans, et Isabelle Fillion, 38 ans, sont accusées de trois et cinq infractions liées à la même affaire.


MAIL CHAMPLAIN
CARREFOUR LAVAL
PLACE STE-FOY


AILES

LES AILES DE LA MODE

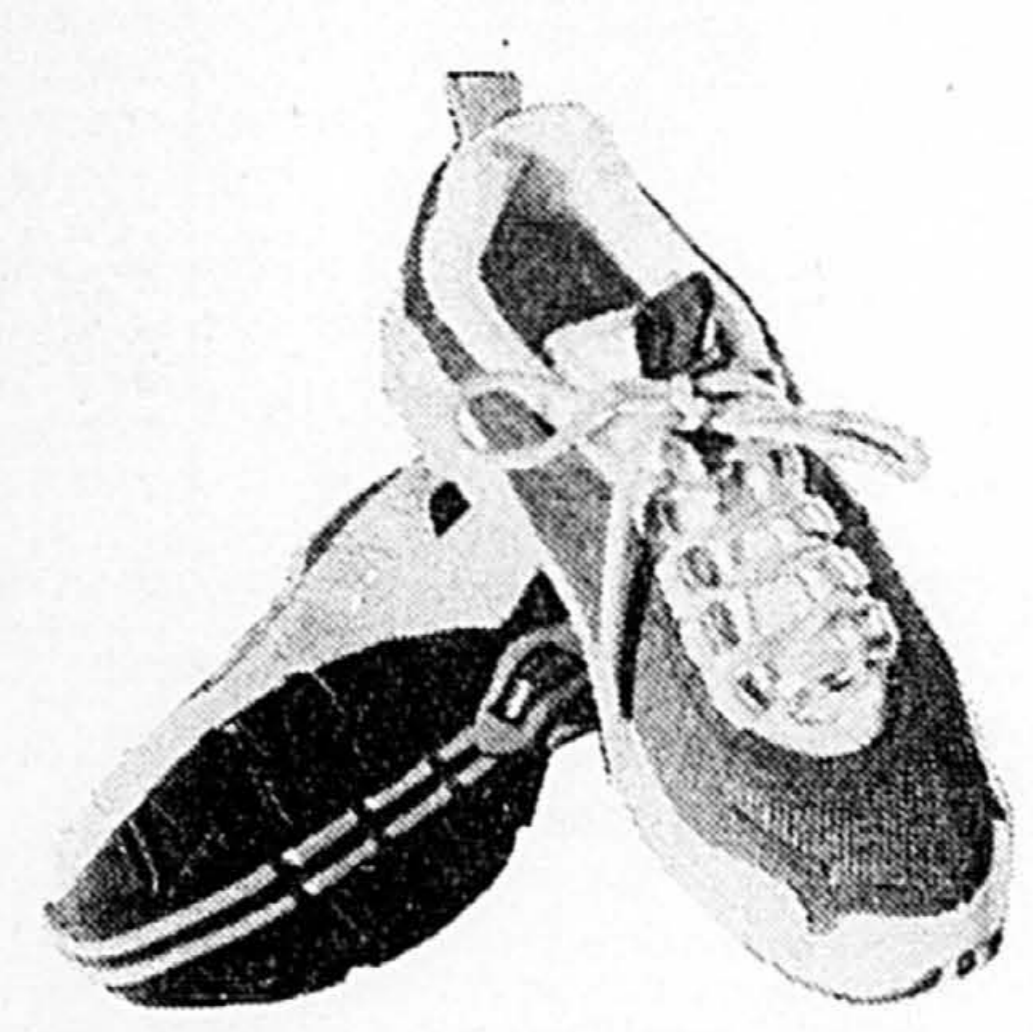
L'été en Tommy

Blouson micro-nylon pour homme, 129,99 \$ (courant 175 \$). Offert en plusieurs couleurs.






Sportifs branchés, à vos marques, prêts, partez ! Souliers d'entraînement tricolores pour homme, 99,99 \$.



Complices des sportifs

Duo eau de Cologne vapo, 100 ml, 65 \$ et lotion pour le corps, tube de 100 ml, 23 \$.



Les patients abandonnés n'en revenaient pas

Le docteur Kounde refuse d'expliquer pourquoi elle a livré des patients à eux-mêmes

LILIANNE LACROIX

« La médecine n'est pas qu'un métier avec lequel on gagne sa vie. Le côté vocation doit être présent et il l'est chez l'immense majorité de nos membres. Mais il est évident qu'un climat de morosité s'est installé chez les médecins omnipraticiens à cause des problèmes d'accessibilité aux services, de quotas et de complications de toutes sortes. »

Refusant de commenter l'incident de vendredi dernier, alors que le Dr Elizabeth Kounde quittait abruptement la clinique où elle travaillait, laissant en plan des patients consternés, le Dr Ronald Dutil, président de la Fédération des médecins omnipraticiens, tenait toutefois à souligner la situation difficile dans laquelle se retrouvent actuellement nombre de médecins de famille. « Comme chez les autres travailleurs de la santé, il y a beaucoup de grogne chez les médecins. Mais ceux-ci ne veulent surtout pas faire payer cela à la population. »

Jointe hier au centre hospitalier Sacré-Coeur, le Dr Kounde refusait sèchement de commenter l'incident de vendredi et d'expliquer les raisons qui l'ont poussée à abandonner ainsi des patients qui atten-

daient déjà ses soins depuis deux heures.

Vers 23 heures, décidant que son quart de travail avait assez duré, le Dr Kounde, seul médecin en poste à ce moment, décidait de quitter tout bonnement la clinique médicale Maisonveuve-Rosemont. Cédant aux supplications des autres patients et des gens qui les accompagnaient, elle acceptait toutefois de voir un bébé de quatre mois souffrant d'une otite.

« Je ne comprenais pas trop ce qui se passait, je n'en revenais pas, explique la mère de l'enfant, Mme Sengul Celik. Les autres patients ont supplié qu'elle voit mon enfant et elle a accepté. Avec lui, elle s'est montrée gentille et il va mieux aujourd'hui. »

Visiblement outrée que sa collègue soit partie, même si celle-ci avait poursuivi son travail pendant une bonne demi-heure de plus que prévu pour réduire un peu la file d'attente, le Dr Kounde a quitté en refusant de traiter les deux autres patients qui restaient. « De toutes façons, je n'aurais plus voulu être vue par elle, j'étais assez secouée », admet Mme Sylvie Meloche, qui s'est fracturé un doigt lors d'une séance de karaté et qui a dû se débrouiller avec les moyens du bord pour l'immobiliser jusqu'au lendemain matin.

« Le médecin se foutait complètement de nous, déclare sa soeur, Ginette Meloche. Si nous ne l'avions pas suppliée, elle n'aurait même pas vu le bébé que sa mère berçait depuis deux heures pour

l'empêcher de pleurer. Elle était fâchée contre l'autre médecin et s'en est prise à nous. C'est un manque total de professionnalisme. »

Tous refusaient toutefois de diriger leurs critiques vers la clinique : « Les employés n'en revenaient pas non plus et ont tout fait pour nous aider, explique Sylvie Meloche. Le lendemain matin, on nous a fait passer dès notre arrivée. »

« On n'a jamais eu de problème là. C'est une clinique habituellement très efficace », estimait M. Pierre Gauvreau, qui y accompagnait son épouse, affligée d'un mal de gorge et d'oreilles.

Directeur de la clinique, M. Marc de Bellefeuille n'avait aucune explication à fournir pour justifier l'incident. « En fait, je ne comprends pas, déclarait-il, hier, dans une entrevue téléphonique à CKAC. Ce sont là des événements extrêmement regrettables. »

Selon lui, la collègue du Dr Kounde devait quitter à 22 h, mais était restée une demi-heure de plus pour dépanner. Il était entendu que le Dr Kounde devait rester jusqu'à ce que le dernier patient ait été vu. « La politique est claire. Enfin, elle semblait claire pour tout le monde. En huit ans, on n'a jamais vu cela », disait M. De Bellefeuille.

Le Dr Roch Bernier, président du Collège des médecins, a refusé de commenter l'incident en évoquant le fait qu'une enquête avait été instituée par le syndicat. Soulignons que, même en l'absence de plainte, le syndicat peut enquêter sur une situation ou un incident qui semble anormal.



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Mme Sylvie Meloche a attendu en vain de faire soigner un doigt fracturé.

Cerveau-direction



- Moteur de 120 ch, 16 soupapes
- 2 coussins gonflables
- Radio cassette AM/FM

COROLLA
229\$ par mois / location 48 mois*
0\$ COMPTANT
 TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

COMPTANT**	MENSUALITÉS
0\$	229\$
850\$	209\$
1600\$	191\$

Financement à l'achat

4,8% jusqu'à 60 mois
 sur tous les modèles

CRÉDIT TOYOTA

Programme de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurance et taxes en sus. *Offre valable sur les modèles Corolla BR12EM-AA 1998 neufs, loués et livrés au plus tard le 31 mai 1998. Premier versement de 263,74\$ et dépôt de garantie de 275\$ exigibles au moment de la livraison. Franchise de 96 000 km; frais de 10¢/km excédentaire. ** Taxes en sus ou échange équivalent. † Programme de financement à l'achat de 4,8% sur tous les modèles 1998 en inventaire: Tercel, Passéo, Corolla, Camry, Célica, Avalon, Sienna (modèles CE seulement), RAV4, 4Runner, Tacoma et T-100. Véhicule aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire

TOYOTA

www.toyota.ca

Le service de qualité Toyota

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ

plein

Livré avec le plein d'essence

BOUCHERVILLE
Toyota Duval
655-2350

BROSSARD
Brossard Toyota
445-0577

CANDIAC
Candiac Toyota
659-6511

CHAMBLY
Chambly Toyota
658-4334

CHATEAUGUAY
Châteauguay Toyota
692-1200

GATINEAU
Toyota Gatineau
568-0066

HULL
Hull Toyota
776-0077

ÎLE PERRÔT
Île Perrot Toyota
453-2510

JOLIETTE
Joliette Toyota
759-3449

LACHINE
Spinelli Lexus Toyota
634-7171

LACHUTE
Lachute Toyota
562-6662

LAVAL
Chomedey Toyota
687-2634

LAVAL
Vimont Lexus Toyota
668-2710

LONGUEUIL
Longueuil Toyota
674-7474

MONT-LAURIER
Lexus Auto
623-3511

MONTRÉAL
Alix Toyota
378-9191

MONTRÉAL
Chassé Toyota
527-3411

MONTRÉAL
Houle Toyota
351-5010

MONTRÉAL
Lexus Toyota Gabriel
748-7777

MONTRÉAL
Toyota Centre-Ville
935-6354

MONTRÉAL
Toyota Pie IX
329-0909

POINTE-CLAIRE
Fairview Toyota
694-1510

REPERTIGNY
Repertigny Toyota
581-3540

ST-EUSTACHE
Toyota St-Eustache
473-1872

ST-HYACINTHE
Angers Toyota
774-9191

ST-JEAN
Déry Toyota
359-9000

ST-JÉRÔME
Toyota St-Jérôme
438-1255

ST-LÉONARD
St-Léonard Toyota
252-1373

STE-AGATHE
Toyota À Ste-Agathe
326-1044

STE-THERÈSE
Blainville Toyota
435-3685

SHAWINIGAN
Mauricie Toyota
539-8393

SOREL
Automobile Pierre Lefebvre
742-4596

TERREBONNE
Automobiles L.G. Lévesque
471-4117

THURSO
Auger & Frères
985-2218

TROIS-RIVIÈRES
Trois-Rivières Toyota
374-5323

VALLEYFIELD
G. Couillard Automobiles
373-0850

VERDON
Woodland Toyota
761-3444



Les dentistes veulent revenir au régime de deux visites par enfant par année

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

L'Ordre des dentistes du Québec estime que le gouvernement québécois devrait revenir au régime de deux visites annuelles gratuites chez le dentiste, par enfant de moins de dix ans, de façon à maintenir les améliorations remarquables de la santé bucco-dentaire observées au cours des 20 dernières années.

Une enquête épidémiologique a démontré que le nombre moyen de dents ayant subi la carie a diminué de 66 pour cent chez les jeunes de 13 et 14 ans passant de neuf caries en 1977 à trois en 1996-1997.

En 1977, les enfants de ce groupe d'âge avaient en moyenne cinq caries à faire traiter. En 1996-1997, on ne retrouve plus qu'une carie par cinq enfants.

En outre, au chapitre du nombre de dents extraites, de 1,6 dent en moyenne par enfant en 1977, on ne retrouve plus qu'une dent extraite par 100 enfants en 1996-1997.

Lors d'une conférence de presse, hier, le président de l'Ordre des dentistes, Robert Salois, a attribué l'amélioration de la santé bucco-dentaire des enfants québécois à l'utilisation généralisée des fluorures dans les pâtes dentifrices, au programme de gratuité des services dentaires pour les enfants, instauré en 1974, et au programme public de prévention bucco-dentaire dispensé en milieu scolaire.

Deux changements dans ce programme public risquent de provoquer une détérioration de cette bonne situation, a soutenu M. Salois, particulièrement chez les jeunes vivant dans un ménage où le revenu annuel se situe à moins de 30 000 \$ par année mais dont les parents ne sont pas assistés sociaux (pour lesquels les services dentaires sont

gratuits). Depuis 1992, les services curatifs ne sont gratuits que chez les enfants de moins de dix ans (plutôt que jusqu'à 14 ans inclusivement). Les moins de dix ans ont également droit à un examen gratuit par année, plutôt que deux, depuis janvier 1997.

Le dentiste Jean-Marc Brodeur, professeur en médecine sociale et préventive et président de l'Association des dentistes en santé communautaire du Québec a mené une étude pour connaître l'impact sur la santé bucco-dentaire des jeunes des mesures gouvernementales.

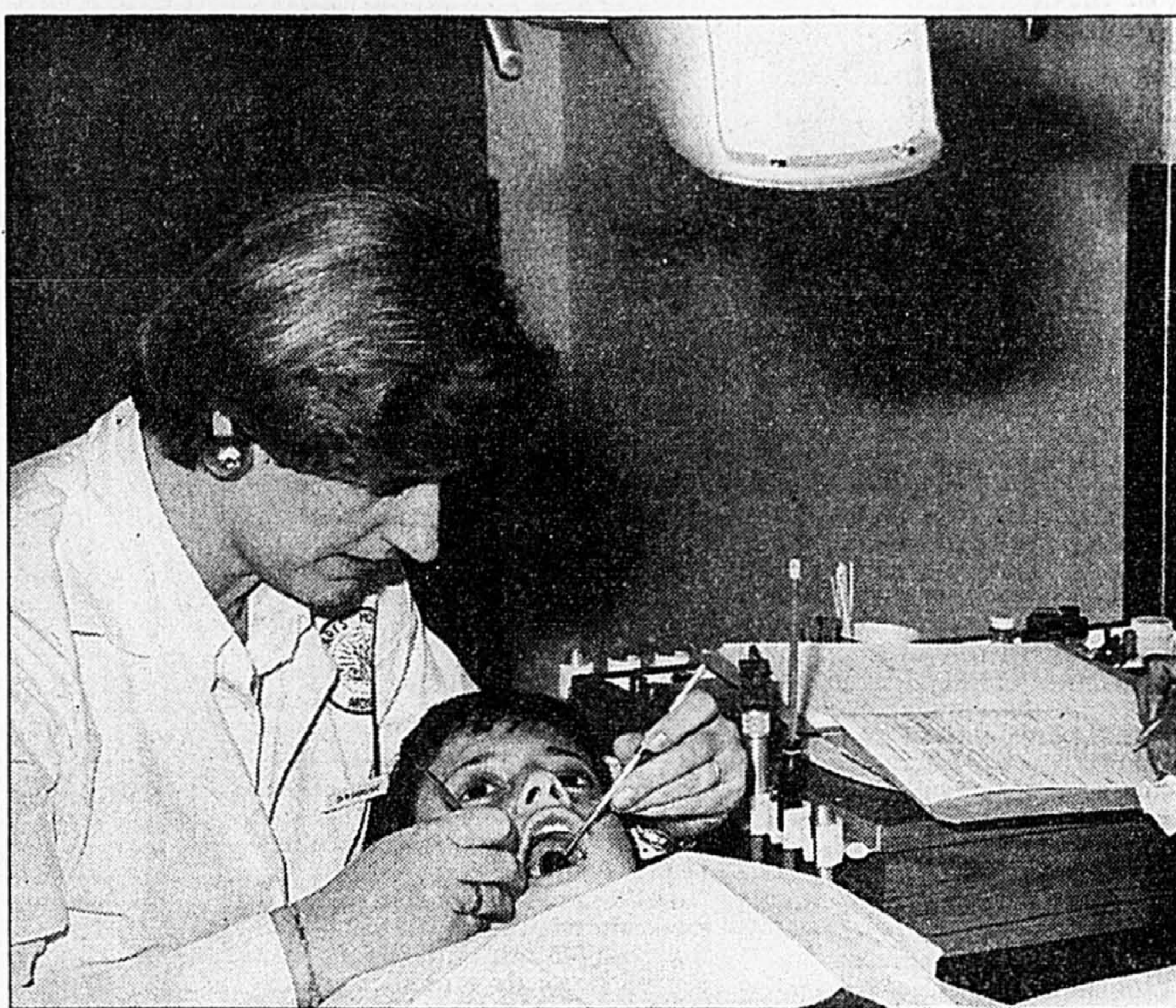
Il a noté une diminution de la proportion des jeunes de 14 ans ayant rendu visite à leur dentiste au cours de la dernière année. Ce pourcentage est passé de 85 pour cent en 1989-1990 à 79 pour cent en 1996-1997. Cette baisse est plus marquée chez les familles les plus pauvres (disposant d'un revenu annuel de 30 000 \$) où 63 pour cent des écoliers de 14 ans avaient consulté le dentiste en 1996-1997.

M. Brodeur a également découvert que chez les plus pauvres, une dent par deux enfants a besoin de traitement comparativement à une dent par six ou sept enfants chez ceux dont les parents ont un revenu annuel de plus de 30 000 \$.

Le président de l'Ordre demande au gouvernement de revenir aux deux visites gratuites par année en faisant le pari qu'en ce faisant, il épargnera au chapitre des traitements.

« L'examen au six mois a été fondamental pour le succès qu'on a eu », a fait valoir M. Salois.

Le nombre de dentistes au Québec augmente d'environ 80 par année et s'établit à 3650 à l'heure actuelle, un sommet.



Deux visites annuelles gratuites chez le dentiste, par enfant de moins de dix ans, permettraient de maintenir les améliorations remarquables de la santé bucco-dentaire observées au cours des 20 dernières années, soutiennent les dentistes.

Voici pourquoi Para Service d'Urgence a adopté Fido.

Dans son métier, Claude Gauthier n'a pas une minute à perdre. Coordonnateur en mesures d'urgence, il doit pouvoir communiquer souvent et rapidement avec ses collègues. Pour le seconder, il a choisi cinq appareils SCP Fido®. Pourquoi? « À cause du forfait économique de 400 minutes en tout temps pour 40 \$ par mois, de la facturation détaillée, des appels calculés à la seconde près et de la fiabilité de la technologie numérique. »

400 minutes
40 \$ par mois

Claude Gauthier rappelle que, lors de la dernière tempête de verglas, quand les réseaux cellulaires éprouvaient des ennuis, le réseau Fido a tenu bon. C'est rassurant de savoir qu'on peut compter sur Fido pour répondre aux urgences.

Pour plus de renseignements sur les appareils et la carte à puce, le permis SCP, les Services personnalisés, ainsi que les frais d'interurbain et d'itinérance, communiquez avec les Ventes aux entreprises Fido® ou passez au point de vente Fido de votre choix.

Ventes aux entreprises:
1 888 482-FIDO
www.fido.ca

Claude Gauthier
Coordonnateur
Montréal



fido

C'EST VOUS
LE MAÎTRE.

Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal:



fido LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Carrefour Richelieu, Saint-Jean
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme

L'EXPRESS
DU MATIN

Des ordinateurs dans chaque quartier

■ Le MEMO veut créer 21 « ordinateurs » pour permettre à tous les jeunes Montréalais de jouer avec une souris et de pianoter sur un clavier après les heures de classe. Pour réaliser ce projet, une de ses promesses électorales, le Mouvement pour une école moderne et ouverte compte utiliser les 318 millions que le ministère de l'Éducation destine aux écoles pour l'achat de matériel informatique. Il espère aussi obtenir des dons de différentes entreprises. La présidente du parti, Diane de Courcy, a fait cette annonce hier, au Centre de ressources éducatives et communautaires du quartier Ahuntsic, où loge la première ordinateuse, ouverte en février dernier. À ce jour, 66 personnes ont suivi des cours sur l'un des 12 appareils du centre. Les élèves de Sophie-Barrat en ont aussi tiré profit, les plus branchés allant même jusqu'à donner des cours de façon bénévole.

Jacques-Cartier Est Fermé à Longueuil

■ Le Canadien National et la Ville de Longueuil entreprendront jeudi des travaux de réfection sur la voie ferrée longeant le boulevard Jacques-Cartier Est, entre le chemin du Lac et la rue Trans-Canada. Une fermeture de ce tronçon sera donc nécessaire entre 6 h et 16 h 30.

L'oeillet et la sclérose en plaques

■ C'est par un franc succès que s'est soldée la 22e Campagne de l'oeillet de la Société canadienne de la sclérose en plaques, qui se déroulait durant le week-end de la fête des Mères. Porte-parole pour la quatrième année consécutive, le comédien René Gagnon s'est joint aux centaines de bénévoles qui ont offert au public des bouquets d'oeillets en échange d'un don. Leur généreux travail a porté fruit : environ 450 000 \$ ont été amassés, atteignant ainsi l'objectif provincial. Depuis 50 ans, plus de 50 millions ont été investis dans la recherche d'une cure.

Saint-Martin se retire

■ La conseillère municipale du district de Fleury, Colette Saint-Martin, a annoncé hier officiellement qu'elle ne se représenterait pas aux élections de novembre. Élue pour la première fois en novembre 1994, et membre de l'équipe Vision Montréal, elle siège depuis février 1997 au comité exécutif de la Ville, où elle est responsable des dossiers d'urbanisme, des permis et des inspections et des relations avec les citoyens. Sa décision de ne pas solliciter un deuxième mandat a été prise « pour des raisons personnelles et afin de poursuivre d'autres avenues professionnelles », peut-on lire dans un communiqué diffusé hier. Quatre autres membres de l'équipe actuelle du maire Pierre Bourque n'ont pas l'intention de se représenter, soit Saulie Zajdel, Robert Côté, Johanne Lorrain et Maurice Beauchamp.

Prix de l'ACED

■ Diffusé sur Internet par le Centre collégial de formation à distance (CCFD), le cours Introduction à la psychologie a eu le prix d'excellence, catégorie conception pédagogique, lors du 14e congrès de l'Association canadienne d'éducation à distance, qui s'est déroulé du 21 au 24 mai, à Banff, en Alberta. Le mandat du CCFD, qui dépend du cégep de Rosemont, est de concevoir, de produire et de diffuser des cours de formation à distance destinés aux collèges de la province.

Incendie rue St-Denis

■ Un incendie survenu vers 15 h 45 hier au 3433, rue Saint-Denis, près du square Saint-Louis, a causé tout un remue-ménage en pleine heure de pointe. Le feu, qui a pris naissance au sous-sol du restaurant Croissant Plus, s'est rapidement propagé à travers la structure jusqu'au deuxième des trois étages. Environ 90 pompiers, répondant à quatre alertes, ont combattu les flammes, qui ont finalement été maîtrisées vers 18 h 20. Les dommages au bâtiment et à son contenu sont évalués à 160 000 \$. Huit personnes qui vivaient dans des logements au-dessus du restaurant se retrouvent sur le pavé, mais personne n'a été blessé. La police de la CUM a laissé entendre que l'incendie pourrait être dû à une défectuosité électrique.

Un transfuge de Vision Montréal devient chef de l'opposition

MICHÈLE OUMET

Nouveau Montréal, le parti de l'ex-chef de police Jacques Duchesneau, forme depuis hier l'opposition officielle à l'hôtel de ville et c'est Jack Chardirdjian, un ex-conseiller de Vision Montréal, qui est le tout nouveau chef de l'opposition.

MM. Duchesneau et Chardirdjian affirment qu'ils ne se marcheront pas sur les pieds. « Nouveau Montréal a un chef, a affirmé M. Chardirdjian, c'est Jacques Duchesneau. Moi, je vais faire le travail parlementaire. » M. Duchesneau ne peut pas assumer le rôle de chef de l'opposition, car il ne siège pas au conseil municipal.

M. Chardirdjian, qui a joint les rangs de Nouveau Montréal il y a une semaine et demie, démissionne de son poste de conseiller associé au comité exécutif, mais conserve celui de vice-président du conseil d'administration de la STCUM, ce qui a fait bondir le maire Bourque.

« Qu'il quitte l'administration, c'est son droit, mais qu'il reste à la STCUM, c'est complètement contraire à l'éthique! » a affirmé M. Bourque qui en a profité pour souligner que M. Chardirdjian recevait 26 000 \$ pour siéger à la STCUM. « Il ne peut pas rester, car c'est là que toutes les grandes orientations en matière de transport sont adoptées. »

Fort des six conseillers qu'il a réussi à recruter, Nouveau Montréal a ravi le titre d'opposition officielle au RCM, qui ne compte plus que deux conseillers, Michel Prescott et Richard Théorêt. Le parti de M. Duchesneau aura droit à de nombreux privilèges, mais il ne pourra pas toucher le généreux budget de 122 340 \$ attaché au poste, car il n'était pas un parti dûment constitué lors des élections de 1994.

Il reste quatre réunions du conseil d'ici les élections du 1er novembre. M. Duchesneau a hésité avant d'accepter le rôle d'opposition officielle. Nouveau Montréal se retrouve maintenant avec deux porte-parole, un au conseil municipal, et un autre à l'extérieur. Pas facile à gérer.

« C'est un risque, a reconnu M. Duchesneau, lors d'un bref point de presse qui a eu lieu à l'extérieur de l'hôtel de ville, une heure avant la séance du conseil. On a évalué tout ça et on va travailler avec les six conseillers pour évaluer les questions. C'est un risque, mais qui ne risque rien n'a rien. »

Le conseil municipal avait des allures surréalistes, hier soir. Jack Chardirdjian, qui a appuyé toutes les politiques de Pierre Bourque pendant quatre ans, a demandé des comptes au maire sur la question des finances, faisant hurler de rire



PHOTO ANDRÉ FORGET, La Presse

L'ex-chef de police Jacques Duchesneau, de Nouveau Montréal, et Jack Chardirdjian, un ex-conseiller de Vision Montréal qu'il a désigné comme nouveau chef de l'opposition, devant l'hôtel de ville, hier.

les conseillers qui trouvaient la situation pour le moins incongrue. « Qu'il attende un mois avant de poser sa question! » a lancé M. Bourque. Ce sera plus crédible. »

Conseiller discret, M. Chardirdjian n'est à peu près jamais intervenu au conseil municipal. Il devra, comme chef de l'opposition, se montrer plus loquace. Michel Prescott, qui a occupé ce poste pendant à peine trois semaines, le temps d'un conseil, a affirmé que M. Duchesneau s'était trouvé « un chef qui sort du lit du maire. Depuis quatre ans, il a dit oui à tout ce que le maire Bourque a décidé. »

Martin Lemay et Pierre Goyer, deux conseillers d'Équipe Mont-

réal, le parti de Jean Doré, ont aussi critiqué le choix de Jacques Duchesneau. « Comment peut-on devenir chef de l'opposition officielle alors qu'il y a trois semaines, M. Chardirdjian faisait encore partie intégrante de l'administration Bourque, administration qu'il devra maintenant surveiller et critiquer? ont-ils dit. Il ne peut pas se dédouaner de ses quatre dernières années en un coup de baguette magique. »

Jacques Duchesneau, qui a sagement suivi la séance du conseil du haut du balcon réservé aux citoyens, était scandalisé par l'inefficacité de la machine administrative. « Je suis estomaqué de voir com-

ment les problèmes soulevés par les gens qui se présentent au conseil ne sont pas réglés. Par exemple, 900 personnes veulent un stop et on s'enlise dans des études à n'en plus finir! »

Quant à Thérèse Daviau, elle s'est discrètement faufilée dans la salle du conseil, évitant ainsi les journalistes. Depuis sa démission du RCM le 26 avril, elle n'a accordé aucune entrevue. Jointe à son domicile hier après-midi, Mme Daviau a dit qu'elle ne regrettait pas d'avoir finalement décidé de quitter la vie politique et qu'elle n'avait absolument pas le goût, ni l'intention de donner quelque entrevue que ce soit.

Têtes d'affiche

■ Les professionnels en gestion philanthropique sont présentement rassemblés à l'hôtel du Mont-Gabriel, où se tient depuis hier le deuxième colloque de l'Association des professionnels en gestion philanthropique. Avec pour thème « Le don de communiquer », le colloque s'est ouvert par une conférence de Daniel Lamarre, président et chef de la direction de Télé-Métropole. Des ateliers sur les relations de presse et la publicité, ainsi que sur les communications privées sont au programme. Renseignements : 987-3300, poste 1720.



Aline Bleau

■ Aline Bleau, native de Rivière-des-Prairies, fille d'agriculteur, célèbre aujourd'hui à la résidence Manoir Fleury, son 100e anniversaire de naissance. À son nouveau titre de centenaire Mme Bleau peut ajouter celui de femme d'affaires d'avant-garde, car elle a été propriétaire d'une station service et d'un dépanneur de 1926 à 1950. Elle fut également, ces mêmes années, apicultrice. Personne très sociable et serviable, elle sera fêtée par sa famille et tout le manoir Fleury dont elle est la doyenne.

■ Le deuxième tournoi de golf du Rassemblement des employés techniciens ambulanciers, qui s'est tenu

le week-end dernier, a permis de recueillir environ 7500 \$. Cette somme sera remise à la fondation Rêves d'enfants, une cause qu'endossent les techniciens ambulanciers. Le tournoi qui se tenait au club de golf de Joliette était sous la présidence d'honneur de la comédienne Marina Orsini. Il a été remporté par l'équipe de Firestone, meilleure sur toute la ligne, car employés et employeur ont contribué pour 5000 \$ à cette activité.



André Dion

jeudi 11 juin, à 18 h 30, dans la cour du Vieux-Fort de l'île Sainte-Hélène. Ambiance historique et menu gastronomique seront offerts aux donateurs. Le tout est sous la présidence d'honneur d'André Dion, président et chef de la direction d'Unibroue. Coût : 100 \$. Renseignements : 861-6701.

■ La onzième soirée italienne de la Fondation de l'hôpital Jean-Talon, à laquelle ont participé plus de 300 employés de la Banque de Montréal, et des médecins et employés de l'hôpital Jean-Talon, a permis

de recueillir plus de 9000 \$, grâce en bonne partie à la générosité d'Élio DiLauri, propriétaire du buffet Anna-Maria.

■ Quatre infirmières de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, qui en compte 1500, ont été honorées, lors de la deuxième remise annuelle des prix de reconnaissance Phoenix. Ont été choisies pour leur engagement, leur leadership, leur motivation et leur dynamisme, dans différentes catégories : Hélène Lavigne (hommage carrière), Monique Bernard (clinique), France Choquette (enseignement à la clientèle), qui remporte également, avec Hélène Langlois, le prix de la catégorie formation, pour un projet qui sera proposé pour les prix Persillier-Lachapelle et Innovation 3M.



Louise Fugère

■ Le comité féminin des Chevaliers de Colombe (région 09, district 82) représenté par Françoise Cayer, Diane Leblanc, Marie-Andrée Laplante (présidente-fondatrice) et Louise Fugère (épouse du directeur régional de l'organisme) a remis un don de plus de 4000 \$ à l'organisme Phobies-zéro. Cet argent servira à réaliser et distribuer une brochure d'information à l'intention des membres de l'organisme qui offre un service d'entraide pour les per-

sonnes souffrant d'anxiété, de trouble panique ou de phobies.

■ Deux élèves du Collège de Rosemont se sont partagés la bourse études-sports (600 \$ chacun) pour s'être distingués par l'excellence de leurs performances scolaires et sportives, arrivant ex aequo à ce concours de bourse. Il s'agit d'Ève Bergeron, membre de l'équipe intercollégiale de soccer intérieur, et de Karine Boulay, membre de l'équipe de volley-ball.



Marlo Boivin

■ Premier lauréat de la bourse (1000 \$) du Port de Montréal pour les arts dans Hochelaga-Maisonneuve, Mario Boivin, enseignant et peintre, a été choisi parmi une douzaine d'artistes du quartier Hochelaga-Maisonneuve qui ont participé à ce concours. Le jury était composé du galeriste Michel Bourguignon, président du jury; de Marie-Anick Gagnon, de la CEDEST; Michel Turgeon, directeur des communications à la société portuaire, et Anne Richer, journaliste à La Presse.

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Denis LAVOIE

Montréal métro



PHOTO ROBERT NADON. La Presse

Les policiers du SPCUM n'ont pas chômé et, malgré l'absence d'agressivité des manifestants, ils ont arrêté, un à un, tous ceux qui refusaient de circuler.



PHOTO PC

Les policiers ont érigé des barricades sur les manifestants impassibles qui voulaient empêcher la tenue de la conférence.

Aucun grabuge : 100 arrestations

La Conférence sur la mondialisation des économies retardée par SalAMI

ISABELLE HACHEY

Plus de 200 personnes ont littéralement bloqué tout accès au centre Sheraton de Montréal, hier matin, afin de dénoncer l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), dont l'adoption aurait selon eux des effets dévastateurs sur la communauté locale.

Malgré des arrestations massives, l'« Opération SalAMI » s'est déroulée sans grabuge. Mais les participants à la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies, qui s'ouvrait hier, ont dû poireauter pendant des heures avant de pouvoir entrer — très discrètement — à l'intérieur de l'hôtel, escortés par de nombreux policiers de l'escouade tactique du SPCUM.

Les conférenciers ne sont entrés qu'à 10 h 30, après un face à face de trois heures entre les manifestants et les policiers. Pour dégager le terrain, pas moins de 100 personnes ont été arrêtées et accusées de méfait ou d'entrave au travail des policiers, à qui les activistes ont opposé une résistance passive. L'opération s'est déroulée dans le calme, et personne n'a été blessé.

Afin d'éviter les débordements d'agressivité, les opposants ont reçu une formation de cinq heures sur l'art de la désobéissance civile et de l'action non violente avant de se rendre à la manifestation. Un à un, ils se sont mollement laissés traîner par les agents jusqu'aux papiers à salade. Les derniers activistes ont quitté les lieux à 14 h.

L'AMI est un pacte économique



PHOTO RÉMI LEMÉE. La Presse

Le manifestant Christian-Robert de Massy a tenté d'inciter ce policier de l'escouade tactique du SPCUM à se joindre à lui pour dénoncer la mondialisation des marchés. Mais les joies de la désobéissance civile n'ont pas eu l'heur de tenter le policier, qui est resté totalement impassible.

que tentent de conclure, depuis 1995, les 29 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). En avril, les négociations ont été suspendues pour six mois après que quelques pays, dont la France et le Canada, se furent montrés réticents à certaines dispositions de l'accord. Et après que des activistes français et américains eurent mené de grandes campagnes contre l'AMI, surnommé « Charte des droits des multinationales » par ses détracteurs.

Le but de l'AMI est de laisser le champ libre aux investisseurs étrangers en favorisant la libre circulation des capitaux. Mais ses opposants craignent que son adoption par l'OCDE ne confère des pouvoirs démesurés aux grandes entreprises et ne menace carrément la souveraineté des États signataires. « C'est un accord monstrueux qui va départir les citoyens de leurs droits pour les donner aux multinationales », craint Philippe Duhamel, l'un des organisateurs de

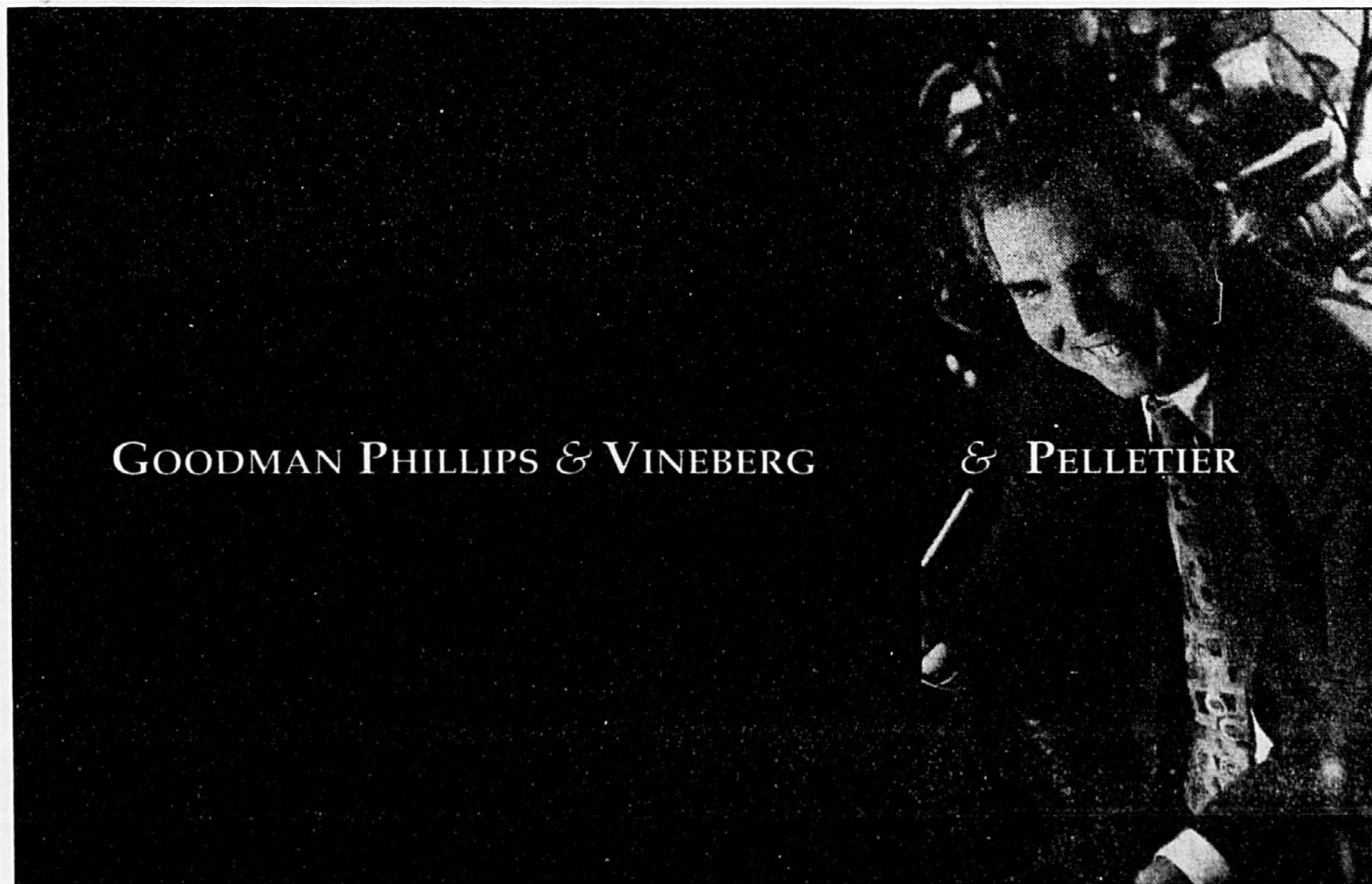
l'Opération SalAMI. « À la longue, c'est très dangereux pour les systèmes de santé et d'éducation publics, dit un conseiller de la CSN, Arthur Sandborn. Des hôpitaux privés pourraient s'ouvrir et, si on essaie de les en empêcher, les promoteurs pourront poursuivre le gouvernement pour perte de profits ! »

Mais pourquoi avoir choisi de perturber la Conférence de Montréal, qui n'abordera pas — directement, du moins — la question de

l'AMI pendant ses trois jours d'ateliers ? « C'est clair que c'est à l'ordre du jour, soutient M. Duhamel. Ici, c'est toujours le même point de vue qui passe : on veut vendre la mondialisation, le pouvoir d'exploiter, partout, sans aucune entrave, sans devoir investir dans les programmes sociaux et sans respecter les normes environnementales. »

Ce n'est pas l'avis des dizaines de conférenciers qui ont fait le pied de grue, dans la matinée, au square Dorchester, à deux coins de rue du centre Sheraton. Plusieurs se sont montrés légèrement cyniques et surtout très embêtés du contretemps. « Ce sont de petits groupes qui ont l'air très marginaux. Cela n'a pas d'importance, sauf qu'ils nous ennuiant », a dit le professeur de science économique André Raynault, ancien député libéral et ex-président du Conseil économique du Canada. « C'est triste, je comprends les jeunes, c'est difficile pour eux. Mais ce n'est pas bon pour la ville de Montréal », a ajouté Jack Person, un diplomate de Washington qui a eu une sérieuse prise de bec avec une manifestante en essayant, en vain, de pénétrer dans l'hôtel.

Les opposants à l'AMI réclament le retrait immédiat du Canada des négociations de l'OCDE. La porte-parole Marilou Grégoire-Blais explique que l'Opération SalAMI a germé dans l'esprit de son groupe après l'occupation par 1000 personnes, en novembre, du Complexe G, le principal édifice gouvernemental de Québec. « On veut une mondialisation de la résistance », dit-elle. Et ce n'est pas fini. La Bourse, les banques, Hydro-Québec et certaines multinationales se trouvent désormais dans le collimateur des activistes.



GOODMAN PHILLIPS & VINEBERG & PELLETIER

Michel Pelletier. Spécialisé en droit de l'environnement. Pour que la chimie soit la meilleure.

Le monde évolue. Nous aussi. Goodman Phillips & Vineberg. Meilleurs que jamais.

GOODMAN PHILLIPS & VINEBERG

Nous parlons affaires.

BEIJING • HONG KONG • MONTRÉAL • NEW YORK
PARIS • SINGAPOUR • TOKYO • VANCOUVER

Un cadeau de 100 millions?

La collection de livres que la Ville s'apprête à donner à Québec vaut aussi cher que la future Grande bibliothèque

ANDRÉ NOËL

La collection de livres que la Ville de Montréal s'apprête à donner au gouvernement du Québec pour la future Grande bibliothèque du Québec (GBQ) vaut entre 75 et 100 millions de dollars, ont appris les conseillers municipaux au cours d'une récente consultation publique.

« Les fonctionnaires du Service de la culture nous ont dit que la

collection valait aussi cher que le coût de construction de la GBQ et pourrait donc atteindre les 100 millions », a dit Helen Fotopulos, vice-présidente de la Commission de l'administration et des services aux citoyens.

« Nous demandons à l'administration Bourque de nous fournir les chiffres précis, a-t-elle ajouté. De surcroît, en vertu de l'entente actuelle entre la Ville et le gouvernement, les Montréalais seraient les seuls à contribuer au budget de fonctionnement annuel de la GBQ par le biais de la taxe foncière. C'est inacceptable. »

La Commission déposera son rapport aujourd'hui sur l'apport de la Ville à la Grande bibliothèque et

sur le plan de développement du réseau des bibliothèques de la Ville. Le rapport a été rédigé après une consultation publique, qui s'est terminée la semaine dernière.

« De nombreux intervenants ont demandé que la Ville de Montréal ne soit pas la seule municipalité à contribuer au financement des frais d'opération de la GBQ, note le rapport. D'autres intervenants ont souligné le manque de leadership de la Ville de Montréal dans le dossier de la GBQ, de même que le peu de pouvoir de négociation qu'elle semble mettre en oeuvre... »

« La Commission croit que les jalons de cette négociation reposent, d'une part, sur une évaluation précise de sa collection de la Bi-

bliothèque centrale, laquelle constitue une richesse documentaire considérable en soi et, d'autre part, sur la contribution des autres municipalités à ce projet, non seulement pour l'implantation de la GBQ, mais également pour les frais d'opération de cette institution. »

Mme Fotopulos craint que les Montréalais ne soient les dindons de la farce dans l'aventure de la GBQ. Ils donneraient leurs livres et contribueraient aux dépenses d'opération, tandis que les citoyens des autres municipalités ne verseraient rien, mais auraient un accès égal aux livres. « Cette entente risque de coûter encore plus cher à Montréal que la vente à rabais de l'Hippodrome », dit Mme Fotopulos.

La Commission demande aussi que « l'Administration municipale s'assure de conserver à la GBQ la gratuité des services actuellement non tarifés offerts aux usagers de la Bibliothèque centrale et du réseau des bibliothèques de quartier ».

Les conseillers membres de la Commission exigent que « l'Administration municipale élabore un plan de développement du réseau des bibliothèques de quartier », en indiquant comment ces dernières seront financées. Puisque l'administration prétend qu'elle pourra faire des économies en collaborant à la GBQ avec le gouvernement, les conseillers souhaitent que ces économies soient réinvesties dans les bibliothèques de quartier.

Pierrefonds manque d'eau

MARTIN PELCHAT

L'usine de filtration de Pierrefonds, qui fournit l'eau potable à cinq municipalités de l'ouest de l'île, a vu la pression d'eau chuter à un niveau jamais vu depuis 21 ans dimanche, quand la fièvre printanière de l'horticulture et la sécheresse ont eu raison des réserves.

Entre 21 h et 22 h, les robinets ne laissaient tomber que quelques gouttes. « Impossible de donner le bain aux enfants », résume le surintendant de l'usine, Léonard Durocher.

On n'avait pas vu de pression aussi faible à la sortie de l'usine depuis 1977, ajoute-t-il. Elle était à 47 livres — comparativement à 83 livres en temps normal — et il faut 43 livres de pression juste pour « monter » l'eau jusqu'au réservoir du boulevard Saint-Charles. « Ça se rend, mais il n'y a plus rien pour les usagers », explique M. Durocher. L'usine dessert une population de 130 000 personnes.

Les usines de traitement d'eau de Pointe-Claire et Dorval ont aussi connu des difficultés avec leurs réserves en ce beau week-end printa-

nier au cours duquel la banlieue toute entière semblait avoir décidé d'un commun accord de s'adonner aux joies du jardinage... et du remplissage de piscines.

Le moment était toutefois mal choisi puisque nous traversons une période de sécheresse. En un peu plus d'une semaine, a noté M. Durocher, le niveau de la rivière des Prairies, d'où l'usine de Pierrefonds pompe son eau, a baissé de deux pieds. « Normalement, ça arrive au mois d'août, mais les gens sont alors en vacances ou s'occupent moins de leur gazon. »

La situation a forcé les municipalités approvisionnées par l'usine à lancer un appel à la modération. À Dollard-des-Ormeaux, Sainte-Genève et L'Île-Bizard, les restrictions habituelles à l'arrosage des pelouses ne s'appliquent qu'à partir du 15 juin. À Pierrefonds et Roxboro, elles sont en vigueur depuis le 15 mai.

Ces règlements prohibent l'arrosage le lundi et le limite à trois jours par semaine, de 20 h à 23 h, en alternance selon les numéros civiques pairs et impairs. Hier, jour

de retour au travail, la situation était toutefois sous contrôle.

Selon M. Durocher, il était manifeste dimanche que les citoyens profitaient du beau temps pour jardiner et arroser fleurs et gazons. Ajoutons à cela les propriétaires de piscines qui plutôt que de traiter leur eau les vident et les remplissent à nouveau. Pourtant, dit le surintendant, « deux tasses de chlore et après trois jours, la piscine est claire ».

« On est dans un pic saisonnier », dit de son côté Mario Quintin, du Réseau Environnement, une association qui propose aux municipalités un programme d'économie d'eau potable et qui fait la promotion auprès des élus de règlements restreignant l'arrosage. « Et avec la vague d'horticulture des dernières années, tout le monde arrose abondamment. »

Selon le Réseau Environnement, seulement 96 municipalités québécoises de plus de 2000 habitants imposent des règles d'arrosage. Dans l'île de Montréal, on n'en compte que très peu. Montréal, qui fournit l'eau potable à plusieurs municipalités, n'a pas de tel règlement.



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

La chapelle du Bon-Secours rouverte

On a procédé hier à l'inauguration du musée Marguerite-Bourgeoys et à la réouverture de la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Secours, dans le Vieux-Montréal, un investissement de plus de 5,5 millions. Construite en 1771 à l'emplacement de la première chapelle érigée en 1675 par Marguerite Bourgeoys, la chapelle actuelle a constamment été modifiée au cours de son évolution.



Le véhicule parfait pour se rendre aux boulevards.

Climatiseur
Garantie 5 ans/100 000 km sur le groupe propulseur
Nouveau moteur V6 de 205 HP
Couple moteur de 214 lbf-pi à 3 000 tr/mn
Deux sacs gonflables de nouvelle génération
Dispositif électronique de passage en quatre roues motrices à la volée
Système de freinage antiblocage aux quatre roues (ABS)

Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
299 \$	3 961 \$
343 \$	2 500 \$
418 \$	0 \$

Isuzu Rodeo 4x4 1998

299\$/mois*

Bail de 36 mois - Avec un versement initial ou échange équivalent de 3 961 \$

Transport, préparation et taxe d'accise incluses.

30 410 \$

ISUZU

Loin devant.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
437-6317

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
672-2500

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
964-1374

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
385-9191

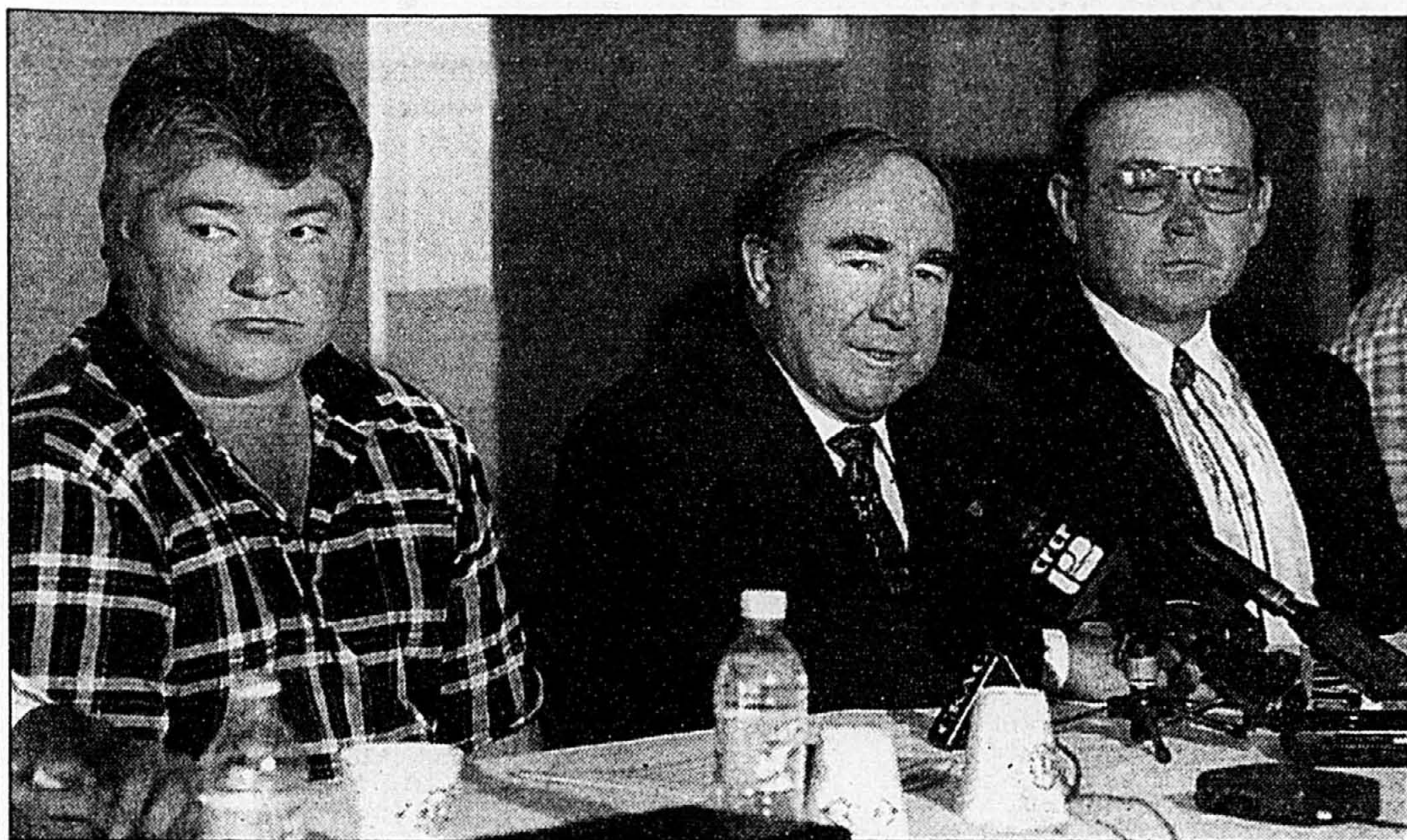
West Island Saturn Saab Isuzu
10 333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
684-3161
(Entre des Sources et autoroute 13)

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
342-2222
(Angle Cathcart et McGill College)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
385-7222
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
385-7222
www.mondial-ssi.com

Modèle Isuzu Rodeo S 1998 de base (15A). *Ces mensualités sont calculées sur un bail LocationPlus de 36 mois et comprennent le transport (650 \$) et la taxe d'accise (100 \$). Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement (selon le tableau ci-haut) plus taxes ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Par ailleurs, le versement initial à payer sera selon l'option choisie. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Isuzu pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et des mensualités convenant à votre budget. † PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Les roues en alliage présentées ici ne sont pas disponibles sur le modèle S.



Philip Jacobs, qui a participé aux négociations entre la Commission athlétique de Kahnawake et la RACJ, Ghislain K.-Laflamme, PDG de la Régie, et Michael Thomas.

De la « boxe mixte » à Kahnawake

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Il y aura finalement des combats « libres » à Kahnawake samedi, a indiqué le promoteur mohawk Michael Thomas lors d'une conférence de presse tenue hier dans la réserve.

L'annonce survient après que le ministre de la Sécurité publique, Pierre Bélanger, eut dévoilé vendredi les grandes lignes d'une entente intervenue au terme de plus d'un mois de pourparlers entre la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) et la Commission athlétique de Kahnawake.

L'entente permet essentiellement la tenue, à Kahnawake ou ailleurs, de combats de « boxe mixte », une version adoucie des combats extrêmes, constituée d'un mélange de boxe, de kick boxing et de divers arts martiaux. Une soirée de « combats libres » devait à l'origine avoir lieu le 2 mai, mais la Commission athlétique avait reporté l'événement à la dernière minute.

La réglementation qui codifiera ce nouveau sport sera adoptée mercredi par le conseil des ministres, a déclaré à Québec la porte-parole du ministre Bélanger, Esther Boily. En attendant, on a dû se contenter des indications des participants à la conférence de presse pour se faire une idée des règles qui prévauront lors du gala de samedi.

« On a voulu se débarrasser de tous les coups vicieux et des coups par en arrière », a expliqué Philip

Jacobs, qui a participé aux négociations entre la Commission athlétique et la RACJ.

Le président-directeur général de la Régie, Ghislain K.-Laflamme a été un peu plus explicite. « En gros, le préambule du règlement mentionne que lorsque le combat se déroule debout, on suit substantiellement les règles du kick boxing, et lorsque le combat se passe au tapis, on suit généralement celles des arts martiaux qui se déroulent au tapis », a-t-il résumé.

Selon M. Laflamme, les règles de la « boxe mixte » permettent d'assurer la sécurité des pugilistes et respectent l'article 83 du Code criminel, qui régit les sports de combat. « La rédaction de l'article 83 est un peu ancienne et nous a amené à faire preuve d'imagination pour pouvoir évoluer vers autre chose que la boxe traditionnelle », a dit M. Laflamme, soulignant que des efforts similaires ont été faits pour le kickboxing dans le passé.

Le PDG de la Régie a précisé que le décret ministériel comportera une liste de 28 actes interdits aux combattants sous peine de disqualification. « Par exemple, il sera interdit de mordre, de griffer, de frapper avec la tête ou de frapper avec le coude au visage », a-t-il illustré, ajoutant que toute blessure entraînera l'arrêt temporaire du combat, qui ne pourra reprendre qu'avec l'accord du médecin chargé de veiller à la sécurité des belligérants.

Selon Philip Jacobs, il y a peu de changements par rapport aux règles appliquées lors du combat extrême de 1996, qui avait résulté en l'arrestation, quelques jours plus tard, de neuf combattants. « On a plutôt clarifié les règles, il y a très peu de changements réels », a-t-il dit. Les combats auront encore lieu dans une cage et dureront 20 minutes, suivies au besoin de dix minutes supplémentaires, au terme desquelles un « grand maître » en arts martiaux déterminera le vainqueur, a dit Michael Thomas. Les arbitres seront également des spécialistes des arts martiaux approuvés par la Commission athlétique.

Les 20 combattants devront aussi porter des gants, a souligné M. Jacobs. Le président de la Commission, Alwyn Morris, n'a d'ailleurs pas écarté la possibilité que son organisme et la Régie travaillent ensemble pour développer un nouveau type de gants conçus spécifiquement pour la boxe mixte. « Comme pour tout nouveau sport, il y aura une évolution de l'équipement », a-t-il prédit.

Des observateurs de la RACJ assisteront à l'événement, a indiqué Ghislain K.-Laflamme.

Sécurité renforcée aux portes de l'école La Dauversière

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Même si les enquêteurs n'ont trouvé aucune arme à l'école secondaire La Dauversière et que les cours y ont repris, un policier et deux nouveaux gardiens de sécurité en défendront les portes toute la semaine.

Vendredi dernier, un appel de « menaces » amenait une vingtaine d'autos de police autour de cette polyvalente du nord de Montréal. C'est une adulte qui a créé toute cette commotion, en annonçant, sans s'identifier, que son fils était parti avec le fusil de son mari pour abattre un directeur. Son ton nerveux et les récentes fusillades survenues aux États-Unis ont vite fait réagir les dirigeants de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). En moins de deux, ils

faisaient évacuer tous les occupants de La Dauversière ainsi que ceux de l'école voisine, Évangéline, que fréquentent les jeunes de première et deuxième secondaires.

« La personne a téléphoné d'une cabine et elle a téléphoné à l'école même plutôt qu'au 911, a déclaré le commandant du poste 10, Pierre Gauvin. On ne sait donc pas de qui il s'agit pour le moment. »

Les directeurs des deux écoles ont d'abord craint la revanche d'un élève expulsé pour son comportement violent, mais ils semblaient rassurés lorsque *La Presse* les a joints hier.

« Le sentiment des gens, c'est plus la déception. La déception de finir l'année ainsi alors que tout allait si bien », a affirmé la directrice de La Dauversière.

Mystique 1998

Sport

25
en stock
Livraison
immédiate

Aucun
comptant
1er paiement
dans 90 jours

299 \$*

* Basé sur le plan auto option 60 mois, 18 000 km par année, 8 c du km excédentaire. Rabais Ford inclus, taxes non incluses.

CHATEAU

AUTOMOBILE

11885, boul. Laurentien,
Montréal
Entre le boul. Henri-Bourassa
et la rue De Salaberry

331-4020

- Climatiseur
- Moteur V6, 24V, 170 ch
- Vitres électriques
- Volant inclinable
- Verrouillage électrique
- Antenne électrique
- Programmeur de vitesse
- Roues sport, 15 pouces
- Phares anti-brouillard
- Radio AM-FM, cassette.

MERCURY
LINCOLN

COURS DE LANGUES ET D'INFORMATIQUE

Pour les jeunes de 9 à 17 ans

Du 6 au 24 juillet 1998
Du 3 au 21 août 1998

Français, anglais, espagnol, informatique

N.B.: Pendant l'année scolaire, nous offrons les cours de langues pour les jeunes le samedi.

- Groupes de 6 à 15 étudiants, plan de formation agréé par la SQDM.
- Inscription continue et tests de classement gratuits pour les cours de langues tous les mercredis de 12 h à 18 h.

Pour adultes

Prochaine session : le 1er juin

Français, anglais, espagnol, informatique vrais débutants, maîtrise du clavier, Windows 95, Word, Excel, Powerpoint, Internet.

Centre-ville 849-8393 postes 709, 719, 1450, rue Stanley, PEEL
Hochelaga-Maisonneuve 255-4651, 4567, rue Hochelaga, VIAU
Du Parc 271-9622, 5550, avenue du Parc (informatique seulement)

LES AGENCES DE VOYAGES BERGERON INC. 273-3301 651-9551

POUR LA 4^e ANNÉE DÉPART DE GROUPE

ESPAGNE = séjour au BAJONDIRILLO sur la Costa del Sol 3 semaines pour le prix de 2 Départ: le 2 octobre 1998 taxes aériennes de 80 \$ en sus Soirée d'information le mardi 2 juin 1998 à 19 h, au Patro Le Prévoist, 7355, Christophe-Colomb (près de Jean-Talon) 264-1147 permis du Québec

Soirée d'information R.S.V.P: 273-3301

Pour ceux qui ont le cœur à l'ouvrage!

Forfait réunion A partir de

60 \$

par personne en occ. double

- Hébergement
- Salon de réunion
- Un*, deux ou trois repas
- 2 services de café
- Équipement audio-visuel de base
- Stationnement intérieur
- Frais de service

Au cœur des Laurentides

HÔTEL Manoir Saint-Sauveur

Entre le boul. Henri-Bourassa et la rue De Salaberry

1 800 361-0505 www.manoir-saint-sauveur.com

Boucles d'oreilles or 18ct. et diamants avec perles des Mers du Sud.

KAUFMANN de SUISSE

BIJOUX ET MONTRES • DEPUIS 1952
2195 RUE CRESCENT, MONTRÉAL, (514) 848-0595
A Palm Beach, FL, 210 Worth Ave.

PLACE BONAVENTURE

LE SALON DU MEUBLE DE MONTRÉAL

THE MONTREAL FURNITURE MARKET

Dimanche 31 mai

Journée portes ouvertes

de 11 h à 21 h
Exceptionnellement ouvert aux consommateurs (Entrée gratuite)

Produit par l'Association des fabricants de meubles du Québec
Tél. (514) 366-0311 • Téléc. (514) 871-9900
C. élec. info@mfmq.com • Site Web: www.mfmq.com

ACCENT L

178 \$/mois

Devenez propriétaire de votre Accent pour 40 \$ de plus par mois**

- 0 \$ comptant
- Championne d'économie d'essence
- Suspension indépendante et beaucoup plus

ELANTRA SE

218 \$/mois

Devenez propriétaire de votre Elantra pour 344 \$ par mois**

- Défecteur arrière • Roues 14" d'alum.
- Phares anti-brouillard
- Michelin P195 / 60R14
- AM/FM CD cassette stéréo
- 850 \$ comptant plus taxes

Metro HYUNDAI

Une ère nouvelle

5008 BOUL DÉCARIE MONTRÉAL

485-0001

* Basé sur une location de 48 mois. Taxes et immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 20,000 km. 0.08 \$ par km additionnel. ** Basé sur un financement de 60 mois avec 1 500 \$ comptant inclus. *** Mise de fonds payables dans un an, sujet à l'approbation de crédit.

Consommation

Louer ou acheter une automobile ?

Avant tout, on doit trouver un bon mécanicien !



Marie-Andrée Amiot

Christian et Micheline, qui ont accepté de nous dévoiler leurs finances et que nous suivons depuis septembre dans le cadre de notre série *Vivre selon nos moyens*, se demandent le mois dernier s'ils devaient remplacer leur voiture de trois ans par un véhicule loué ou acheté. Ils ont opté pour la location à long terme.

Quant à Nathalie et André, ce couple de Laval qui fait également partie du projet et dont la voiture commence à faire des siennes, ils ont choisi de garder leur minifourgonnette de cinq ans malgré des réparations qui commencent à leur coûter cher. Ont-ils bien fait ?

Selon Georges Iny, président de l'Association pour la protection des automobilistes (APA), tout comme dans l'habitation, il est mieux d'acheter que de louer. Et il est souvent plus intéressant de garder ses voitures pendant plusieurs années.

Cependant, pour ce qui est de la location, « si l'on dispose d'un petit budget et qu'on préfère les versements périodiques, généralement moins élevés que dans le cas d'un achat, la location est plus accessible. Et si on a acheté une voiture de bonne qualité et qu'on connaît un mécanicien en qui on a confiance, on peut la garder très longtemps. »

D'abord, la location

Si l'on choisit d'acheter la voiture au terme du contrat de location, la transaction au complet sera généralement plus coûteuse à terme que l'achat, selon une étude faite par l'APA et publiée dans le magazine *Protégez-vous*. Mais pour plusieurs consommateurs, cette façon de faire comporte des avantages.

Cela permet par exemple de changer de voiture plus fréquemment, à tous les deux ou trois ans. La location permet aussi d'étaler ou de réduire le paiement des taxes à

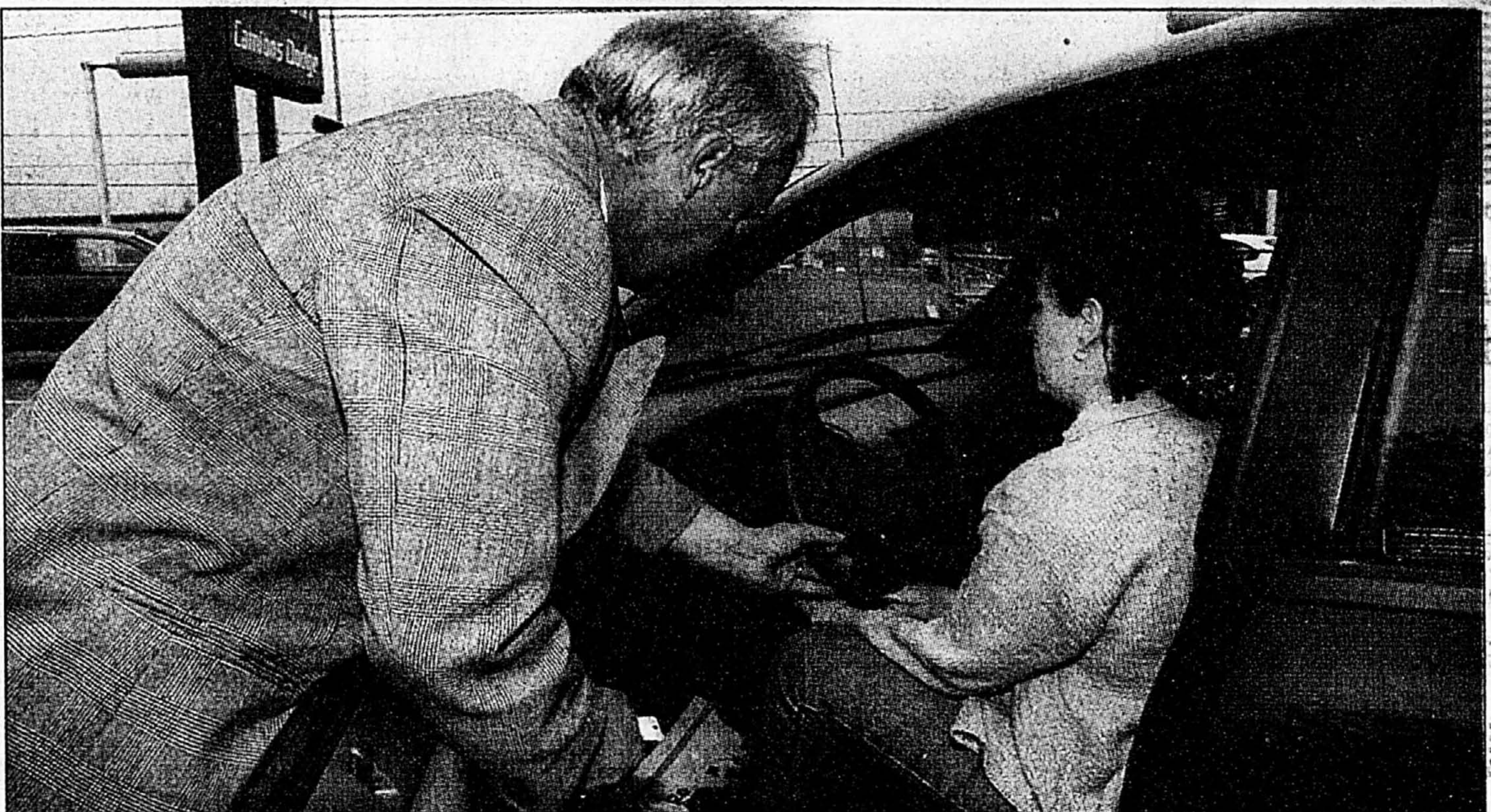


PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Pas facile de choisir une auto. Les voitures neuves exercent toujours un pouvoir de séduction. Ici, Micheline, qui a décidé de louer une Neon 1998, discute avec son représentant Marius Landry.

la consommation. Dans le cas d'un achat, on doit payer l'ensemble de ces taxes au moment où on fait l'achat.

La location permet de s'offrir une voiture plus luxueuse compte tenu des versements périodiques moindres, de l'acompte exigé (qui peut être peu élevé), et de l'étalement des taxes.

Ce sont toutes ces considérations qui ont poussé le couple à adopter l'option location. Et malgré certains problèmes attribuables au montant des paiements, ils sont très heureux de leur choix.

Et l'achat ?

« Non seulement l'achat revient moins cher, mais le propriétaire a plus de latitude pour faire l'entretien et les réparations de son auto, surtout après l'expiration de la garantie du fabricant », affirme M. Iny.

C'est ce qu'a fait le jeune couple de Laval avec le Villager 1993.

« Devant leurs interrogations, je leur dirais de garder leur véhicule, lance M. Iny. En choisissant ce modèle de minifourgonnette, ils ont fait un achat supérieur à la moyenne. »

Selon une évaluation de l'APA, ces modèles constituent le meilleur choix d'ensemble dans cette catégorie. Nathalie et André, qui avaient magasiné avant d'acheter leur voiture qui avait déjà deux ans, peuvent donc se féliciter. « Mais on avait fait nos devoirs », assurent-ils.

Car c'est là que se situe le nerf de la guerre. Georges Iny croit qu'il vaut mieux acheter une voiture qui n'est pas neuve mais qui n'a pas beaucoup servi. « Mais on doit s'assurer qu'elle est de bonne qualité », s'empresse-t-il d'ajouter. Comment ? En consultant les études qui ont été faites par les divers groupes de consommation. L'APA publie un guide de voitures d'occasion dans lequel sont cités les problèmes et les pièces couvertes par

les garanties. Un incontournable pour ceux qui souhaitent conserver leur véhicule quelques années.

Le comptoir à lunch contre l'hôtel quatre étoiles

Le problème n'est pas tant dans l'achat d'une voiture que dans les inspections que l'on doit effectuer et les réparations qui découlent de l'usure normale. « Le problème, c'est que les visites que l'on se sent obligé d'effectuer chez le concessionnaire sous la menace de voir sa garantie annulée, coûtent cher, affirme Georges Iny. On vous impose un menu à la carte fait de toutes sortes de mini-forfaits de moins de 100 \$, mais qui s'accumulent. Prises individuellement, ces interventions sont raisonnables. C'est quand on reçoit la note finale que l'on sursaute ! »

Sa solution ? Fréquenter les comptoirs à lunch où on vous offre une table d'hôte. « On est rassasié et cela ne nous a pas coûté les yeux de la tête ! »

Toutefois, note-t-il, il existe des concessionnaires fiables et des mécaniciens qui ne facturent pas outre mesure. Encore ici, il faut faire ses devoirs et magasiner. C'est ce qu'André a fait. En choisissant son concessionnaire, il s'est assuré d'un bon service et d'une voiture de courtoisie chaque fois qu'il en a besoin. « Un atout important quand notre voiture a un abonnement quasi permanent au garage ! »

Quelques conseils pratiques :
 — Magasinez et ne signez jamais un contrat sur un coup de tête ;
 — Connaissez le prix coûtant des automobiles et des équipements ;
 — Insistez pour faire un essai routier ;
 — N'abordez le sujet de l'auto d'échange qu'une fois le prix de la neuve négocié ;
 — Demandez un contrat et n'hésitez pas à faire changer certaines clauses ;
 — Dans le cas d'une location, fixez le kilométrage annuel sans frais supplémentaires durant la négociation.

CommunAuto

Une des solutions envisagées pour les consommateurs qui veulent louer une voiture à l'occasion est d'adhérer à un organisme comme CommunAuto (Auto-Com à Québec) qui met à la disposition de ses membres une flotte d'autos. Lancé en 1995, le service compte près de 700 membres qui peuvent cueillir leur voiture dans un des sept stationnements répartis à Montréal ou des douze à Québec.

Pour avoir accès aux services, il faut :

— payer des frais d'adhésion de 500 \$, remboursables en cas de désistement ;

— ajouter une cotisation annuelle de 35 \$, 140 \$ ou 350 \$ selon ses besoins anticipés (nombre de kilomètres, fréquence d'utilisation, etc.) ;

— payer 28, 22 ou 15 cents le kilomètre selon les trois forfaits offerts ;

— ajouter des tarifs pour la durée de l'utilisation : 1,50 \$ l'heure avec un maximum de 15 \$ par jour du mardi au jeudi et 2 \$ l'heure,

maximum 20 \$ par jour du vendredi au lundi. L'essence et les assurances sont comprises, mais il faut ajouter les taxes.

Une course de 20 km sur deux heures et demie coûte 9,29 \$. Une semaine de sept jours à raison de 300 km coûte 215,37 \$. Ces montants comprennent l'assurance, l'essence et les taxes.

CommunAuto
 À Montréal (514) 843-4825
 À Québec (418) 523-1788

Choisir une automobile

Le CAA-Québec effectue chaque année des études pour aider ses membres à choisir une automobile. La première année, il faut déboursier 6 \$ et par la suite, il en coûte 69 \$ pour adhérer au Club. Pour tout renseignement, il faut composer le (514) 861-7111 ou le 1 800 463-7232.

L'Association pour la protection des automobilistes (APA), tout comme le CAA-Québec, dévoile les prix de liste des voitures d'occasion et donne des pistes pour négocier l'achat d'une voiture neuve. Au

Coût de possession et d'utilisation d'une automobile

Catégories	Sous-compactes (Accent, Civic)		Compactes (Altima, Corolla)		Intermédiaires (Accord, Taurus)		Standard (Le Sabre, Crown Vic.)		Minifourgonnettes (MPV, Voyager)	
	1998	1993	1998	1993	1998	1993	1998	1993	1998	1993
Quelques modèles (Frais variables par kilomètre) Essence, lubrification, entretien, pneus	.07¢	.11¢	.08¢	.12¢	.09¢	13¢	.10¢	.13¢	.14¢	.10¢
Coûts fixes	4770 \$	4537 \$	6152 \$	5393 \$	7127 \$	6298 \$	9601 \$	8226 \$	7407 \$	6150 \$
Total annuel	6162 \$	6965 \$	7824 \$	8185 \$	8955 \$	9129 \$	11 537 \$	11 201 \$	9479 \$	9228 \$
Par kilomètre (pour un kilométrage annuel de 20 000 km)	.31¢	n/d	.39¢	n/d	.45¢	n/d	.58¢	n/d	.47¢	n/d
(pour un kilométrage annuel de 22 500 km)	n/d	.31¢	n/d	.36¢	n/d	.41¢	n/d	.50¢	n/d	.41¢

Source: CAA-Québec

Infographie La Presse

Malgré les apparences, le coût de possession et d'utilisation des voitures a baissé en cinq ans. Selon une étude faite par le CAA-Québec, les sous-compactes comme celle-ci, qui coûtaient 6965 \$ par année, coûtent maintenant 6162 \$.

CAA-Québec, on part du prix de détail suggéré et les profits que s'approprient les manufacturiers.

L'APA révèle le prix payé par les concessionnaires auprès des fabri-

cants. On offre aussi la liste des concessionnaires avec lesquels l'Association a négocié des prix intéressants. Il en coûte 52 \$ par année pour être membre. On peut joindre l'APA au (514) 522-5555.

Pour ceux qui s'inquiètent du prix de l'essence, on trouve un nouveau site conçu et élaboré par Cossette Interactif pour comprendre les fluctuations de prix. www.prixessence.org

TAUX D'INTÉRÊT DE
4,75%

LA PREMIÈRE ANNÉE
 INCLUANT LE BONI⁽¹⁾

APPELEZ-NOUS
 DÈS MAINTENANT!

1 800 463-5229

On récolte
 ce qu'on sème.

Avec les Obligations
 d'épargne du Québec.

EN VENTE JUSQU'AU
 1^{er} JUIN 1998⁽¹⁾

PLACEMENTS
 QUÉBEC

Notre intérêt à tous
www.placementsqc.gouv.qc.ca

Québec

Laval / Laurentides / Lanaudière

Des policiers de Laval à vélo pour une fondation

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Après avoir amassé 10 000 \$ par diverses collectes, 14 policiers de Laval ont entrepris, hier matin, un périple de près de 1100 kilomètres en vélo qui va les conduire dans 48 municipalités afin de recueillir d'autres fonds pour la Fondation Marie-Soleil-Tougas.

Initiative du sergent-détective Enrick Laufer, l'idée de ramasser de l'argent pour cet organisme a rapidement fait bouillir de neige auprès de collègues de travail, de la direction de la police de Laval et de commanditaires, dont Provigo, qui a installé des boîtes dans 163 de ses marchés d'alimentation afin de ramasser des dons.

« Au cours des dernières semaines, explique le sergent-détective Laufer, les 14 cyclistes (13 hommes et une femme) se sont entraînés fermement afin d'être prêts à pédaler dans différentes conditions météorologiques plusieurs heures par jour. »

Lors des derniers préparatifs vers 8 h hier matin, les enfants des policiers cyclistes se collaient à leur

père comme s'il partait pour toujours. Joé, trois ans, n'en finissait plus de donner des bacs à son papa, Enrick Laufer.

Afin que la randonnée se déroule en toute sécurité, le cortège sera précédé d'une voiture avec gyrophares de la police de Laval, tandis qu'un camion avec divers équipements fermera la marche. Dans chacune des villes visitées, des policiers municipaux locaux viendront escorter le groupe. Bénévolement, des policiers lavallois en uniforme seront dans des véhicules et accompagneront leurs collègues.

Chaque policier cycliste parraine un jeune patient de l'Hôpital général pour enfants ou de l'hôpital Sainte-Justine et porte sur sa chemise un macaron avec sa photo.

Les policiers reprendront la route ce matin après être passés en après-midi devant les deux hôpitaux pour enfants de Montréal, escortés de motards du SPCUM. Ils ont dormi à Beloeil. Ils coucheront ce soir à Sherbrooke. Puis, après avoir passé la nuit de vendredi à Trois-Rivières, les cyclistes rentreront à Laval samedi.



Au départ, le policier Enrick Laufer recevait les derniers adieux de ses enfants, Joé, trois ans, et Cassandra, sept ans.



M. Bernard St-Aubin

Un homme disparu

La police de Laval est à la recherche de Bernard Saint-Aubin, un homme de 57 ans disparu de son domicile depuis le 5 mai.

Mesurant 1m75 et pesant 64 kg, il a les cheveux blancs et les yeux bruns. Au moment de sa disparition, M. Saint-Aubin était vêtu d'un habit gris, d'une chemise blanche et d'une cravate rouge.

Toute information à ce sujet peut être transmise à la police de Laval au 978-6955.

Le train de Blainville roulera encore au-delà de l'an 2000

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Mis en service pour quelques mois en 1997 pour pallier la fermeture du pont qui relie Laval à Rosemère, le train de banlieue Blainville-gare Jean-Talon demeurerait sur les rails bien après le 15 août 2000.

C'est ce que *La Presse* a appris,

hier, à l'issue d'une conférence de presse à Blainville. L'Agence métropolitaine de transport (AMT) avait organisé cette rencontre pour annoncer de nouveau que ce train de banlieue sera en service jusqu'au 15 août 2000 avec six départs le matin de Blainville et huit retours en fin d'après-midi à partir de la gare Jean-Talon.

Mais le président du Conseil intermunicipal de transport (CIT) des Basses-Laurentides et maire de Sainte-Thérèse, Élie Fallu, a déclaré à *La Presse* que le train resterait sur les rails après cette date et qu'il fallait maintenant décider jusqu'où il se rendrait à Montréal et s'il y aurait d'autres arrêts du côté nord.

« On songe déjà à le rendre jusqu'à la gare Windsor », a-t-il dit.

La prochaine étape, soit pour le 15 août 1999, est d'amener le train jusqu'à Saint-Jérôme, soutient M. Fallu. Il a tenu à préciser que la navette durant l'été du CIT des Bases-Laurentides ne sera pas interrompue.

Au cours des prochains mois, les municipalités de Blainville, Sainte-Thérèse, Rosemère et Laval vont améliorer leur stationnement et leur gare afin d'en faciliter l'accès.

Selon une statistique de l'AMT, quelque 1500 personnes prennent ce train chaque matin; 76 % d'entre elles se rendaient auparavant en automobile dans l'île de Montréal.

Le Congrès juif invité à défendre l'unité nationale

d'après PC WINNIPEG

Le Congrès juif canadien a déjà dans le passé contribué à faire mordre la poussière aux souverainistes québécois et doit être prêt à recommencer pour défendre l'unité du pays, a déclaré hier l'avocat montréalais Max Bernard, présent à l'assemblée annuelle de l'organisme.

« Si on élit à nouveau un gouvernement séparatiste au Québec, il y aura un autre référendum peu de temps après. Pour le Congrès juif canadien, ce n'est pas le temps de laisser tomber la cause », a-t-il lancé aux participants à l'événement, qui se tient pour la première fois en dehors du Québec ou de l'Ontario.

Il a soutenu que l'ex-premier ministre du Québec Jacques Parizeau avait déclaré que le Congrès juif canadien (et ses alliés italiens et grecs du Québec) était responsable de l'échec du référendum sur la souveraineté d'octobre 1995.

« Je crois que nous devrions être fiers d'avoir sauvé le Canada, car il n'y a pas de doute dans mon esprit que c'est exactement ce que nous avons fait », a ajouté M. Bernard, devant les 400 délégués présents à l'assemblée.

« Nous avons alors acquis une image très forte d'un organisme de défense du fédéralisme », a dit le président du comité sur l'unité du Congrès juif canadien.

Selon M. Bernard, les commentaires de M. Parizeau le soir du référendum sur « l'argent et le vote ethnique » ont été répétés en faisant directement référence au Congrès juif canadien.

« Il a répété exactement la même chose quelques mois plus tard à Edmonton, pointant du doigt notre organisme », a-t-il dit.

Il y a peu de risque que cet organisme se désintéresse de la question de l'unité nationale.

Son nouveau président, Moshe Ronen, né en Israël, est prêt à se battre pour garder le pays uni.

QX4

DE PLUS EN PLUS DIFFICILE DE RÉSISTER À L'APPEL DE LA NATURE, N'EST-CE PAS ?

5500\$ d'acompte. Un montant tout à fait raisonnable, comme l'acquisition du QX4 d'ailleurs, conçu pour enflammer l'aventurier en vous et non pas le freiner.

36 mois. Pourquoi attendre 48 mois ? Avec notre offre, vous serez au volant d'un luxueux QX4 flambant neuf, prêt à foncer sur l'autoroute de l'aventure, un an avant certains de nos concurrents.

495\$ par mois. Vos fins de mois ne seront plus semées d'embûches. De quoi faire réfléchir la concurrence et envoyer promener (très, très loin) leurs quatre roues motrices de luxe.

Technologie avancée pour coins reculés. Le QX4 comprend :

- sièges avant chauffants en cuir, radiocassette Bose[®] MA/MF stéréo avec lecteur CD de 150 watts, climatiseur avec régulateur automatique de l'air ambiant, servodirection et servofreins, toit ouvrant électrique et le système de quatre roues motrices « tout mode », un des plus évolués qui soit. Pas de frais de transport et de préparation et aucun dépôt de sécurité.
- À quoi bon résister plus longtemps ?



INFINITI LAVAL
305, boul. St-Martin Est, Laval
(514) 382-8550

MÉRIDIEN INFINITI
4000, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
(514) 731-7977



495\$ par mois
location de 36 mois

*Sujet à l'approbation du crédit. Location ferme. Transport et préparation inclus. Pas de dépôt de sécurité. Les taxes et immatriculation sont en sus. Location-bail de 36 mois. D'autres taxes et termes peuvent être offerts. Veuillez noter que l'offre d'une durée limitée ne s'applique qu'au nouveau modèle QX4 Infiniti 1998. Détails du contrat de location de l'offre complète Infiniti: versement initial ou échange équivalent de 5 500\$. Limite de 20 000 km/année. 0,08\$ du kilomètre excédentaire. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

avis Nouvelle autorisation

Conformément aux dispositions de l'article 423 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le Directeur général des élections donne avis qu'il a autorisé à compter du 4 mai 1998 le Parti Équipe Montréal / Montréal Team de la municipalité de Montréal. Monsieur Pierre Paiement agit comme représentant officiel de ce parti.

Le Directeur général des élections du Québec
François Casgrain, avocat

Pour plus de renseignements, composez sans frais : 1 800 461-0422

avis Nouvelle autorisation

Conformément aux dispositions de l'article 423 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le Directeur général des élections donne avis qu'il a autorisé à compter du 27 avril 1998 le Parti nouveau Montréal de la municipalité de Montréal. Monsieur Jean-Pierre Allaire agit comme représentant officiel de ce parti.

Le Directeur général des élections du Québec
François Casgrain, avocat

Pour plus de renseignements, composez sans frais : 1 800 461-0422

POUR UNE 11^e ANNÉE

avec 200 comédiens et près de 500 000 spectateurs

Bonne idée pour les vacances!

La Fabuleuse
Histoire d'un Royaume

Du 26 juin au 15 août
au Théâtre du Palais municipal de Ville de La Baie


Procurez-vous votre Brochure forfaits vacances
ATR Gaspé/Lac-Saint-Jean
1-877-BLEUETS

RÉSERVATIONS
SANS FRAIS :
1-877-FABULEUSE

La Presse

L'événement zéro sur toute la ligne.

Pour un temps limité, aucun comptant ni dépôt de sécurité sur tous nos modèles, chez vos concessionnaires Chevrolet Oldsmobile.

Cavalier Z22
 **228\$**
 Location 36 mois



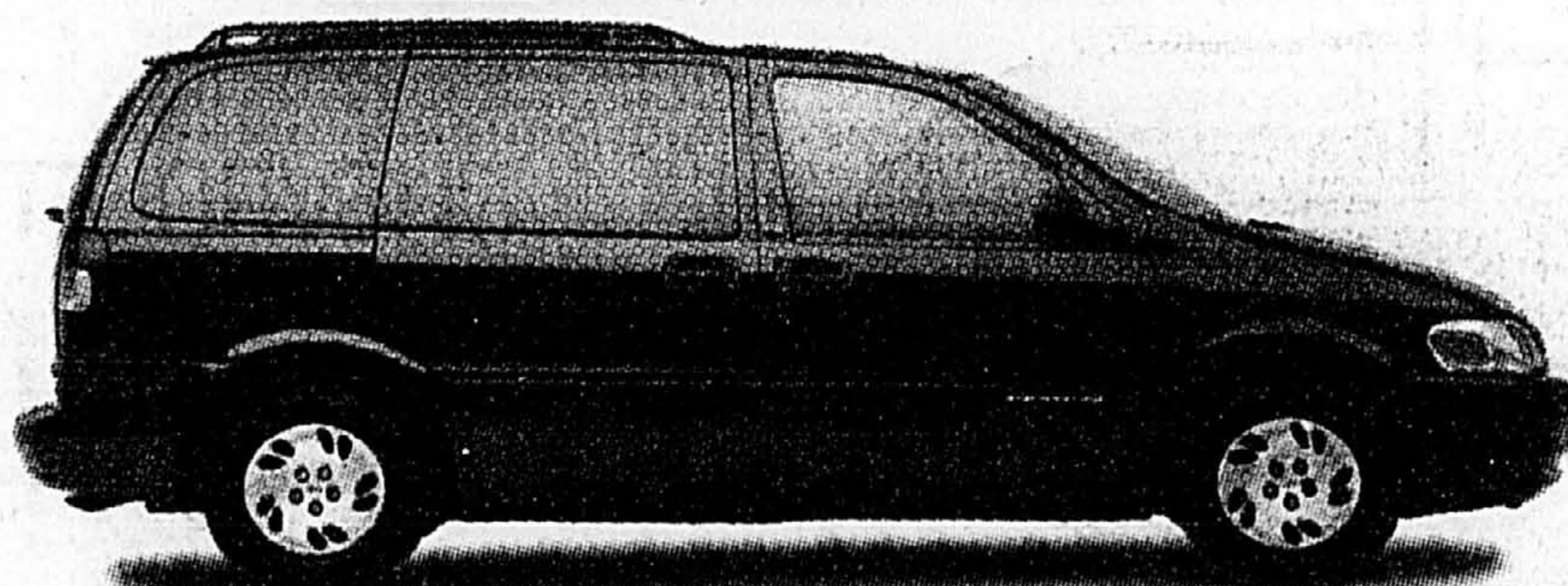
- Moteur 2,2 litres
- Aileron arrière
- Freins antiblocage aux 4 roues

Pick-up CK
 **298\$**
 Location 24 mois

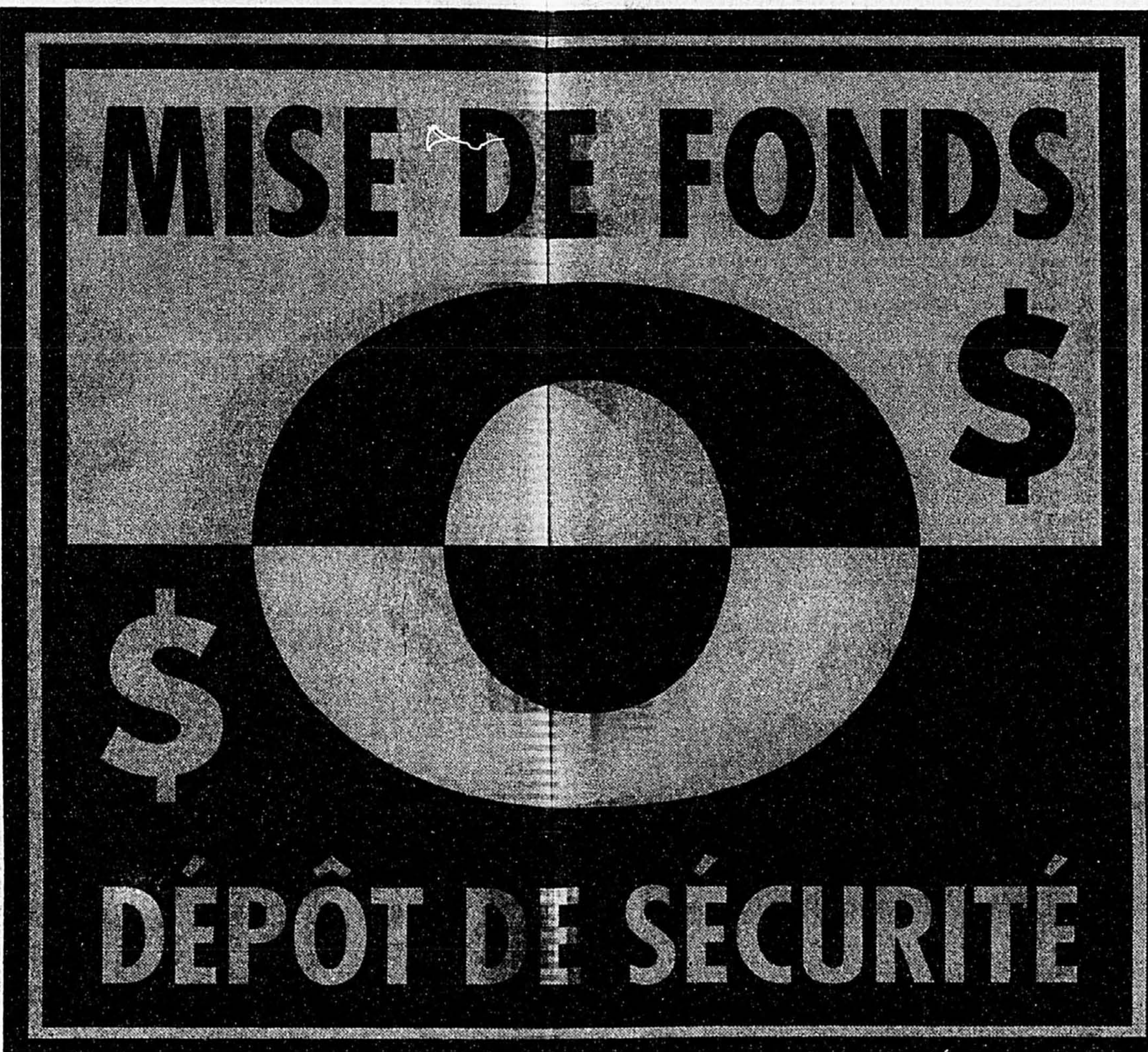



- Moteur V6 4300 de 200 chevaux
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage aux 4 roues

Venture
 **328\$**
 Location 36 mois



- Moteur V6 3,4 litres de 180 chevaux
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Sacs gonflables latéraux

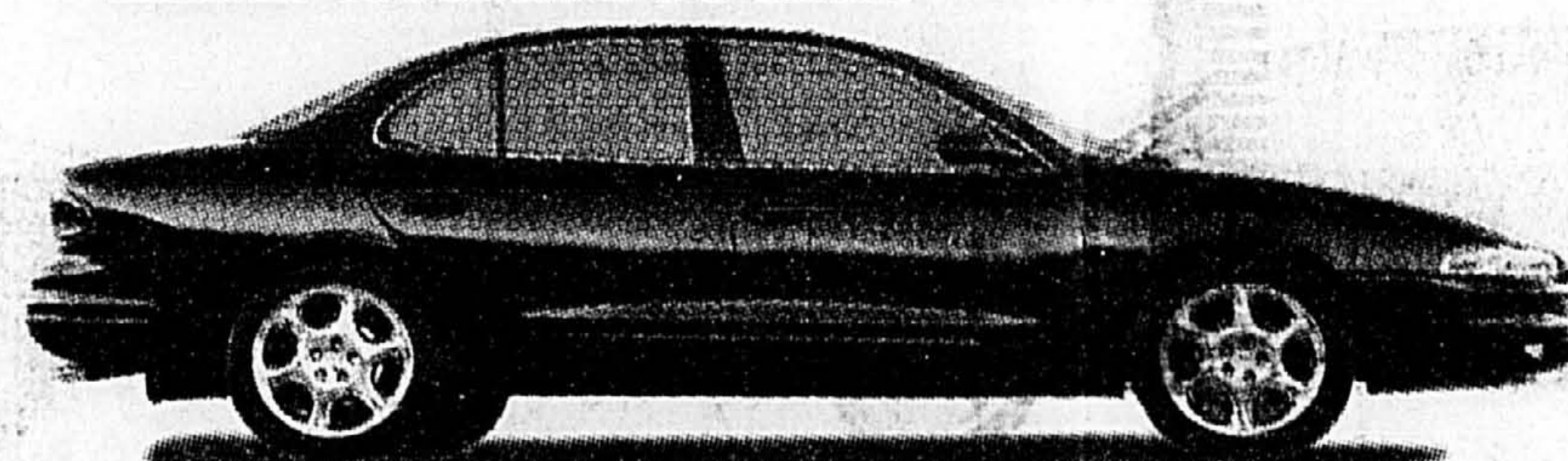


Cavalier 4 portes
 **228\$**
 Location 36 mois



- Moteur 2,2 litres
- Banquette arrière repliable
- Freins antiblocage aux 4 roues

Intrigue
 **398\$**
 Location 36 mois



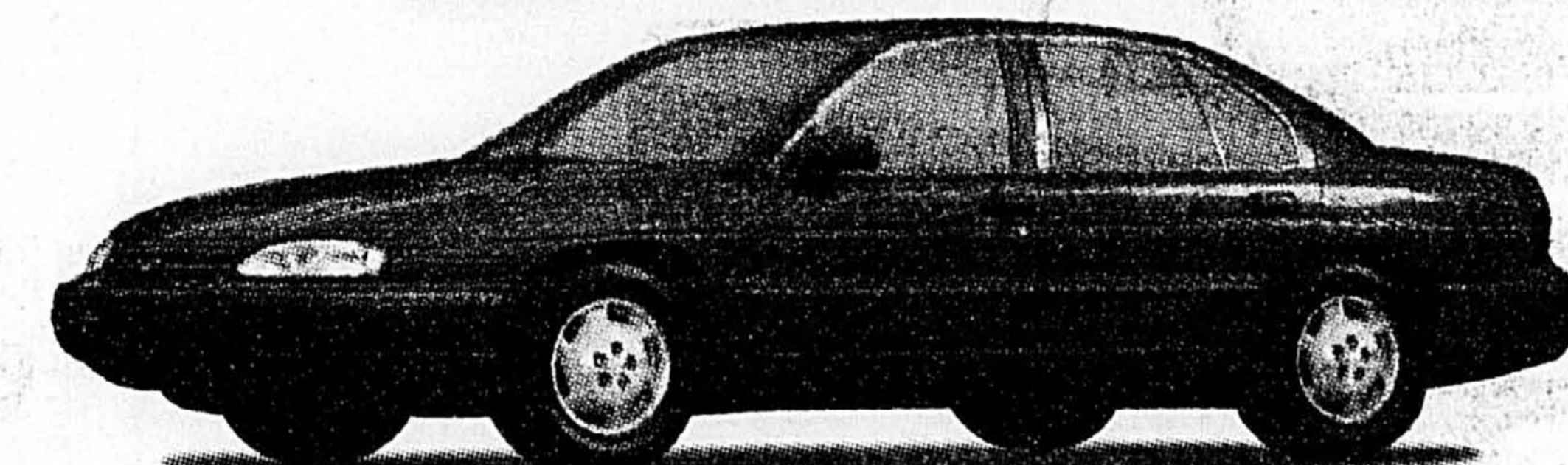
- Moteur V6 3800 Série II
- Climatiseur
- Vitres, portes, miroirs et coffre à commande électrique

Malibu
 **298\$**
 Location 36 mois



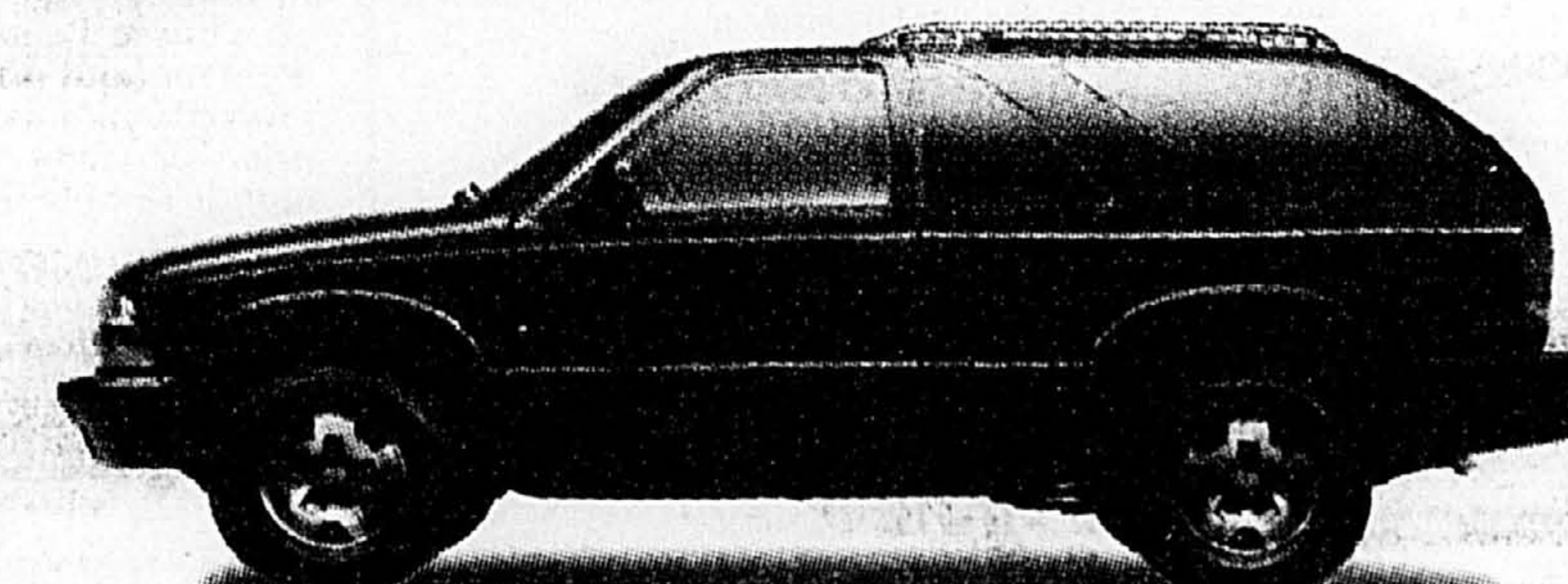
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Radiocassette AM/FM stéréo

Lumina
 **328\$**
 Location 36 mois



- Moteur V6 de 3,1 litres
- Climatiseur
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports

Blazer 4 x 4
 **368\$**
 Location 36 mois



- Moteur V6 4300 de 190 chevaux
- Roues en aluminium
- Climatiseur



Transport inclus. Financement à partir de 1,9% également disponible**

L'Association des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec

La Carte GM. Assistance TOTAL. *Mise de fonds initiale. Offres d'une durée limitée s'appliquant aux véhicules neufs 1998 en stock comprenant les équipements mentionnés ci-haut. Sujet à l'approbation du crédit. Premier versement mensuel payable à la livraison. Préparation incluse. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ le kilomètre après 60 000 km et après 40 000 km pour le Pick-up CK. **Financement disponible à partir de 1,9% sur certains modèles (jusqu'à 48 mois à l'achat ou jusqu'à 36 mois à la location). L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur les véhicules GM neufs 1998 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ™ Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Un aveu d'Otis, sur vidéo de la SQ, rejeté à son procès

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Dans une partie de la déclaration enregistrée sur vidéo que la juge Ginette Piché a interdit de produire en preuve au procès, et dont le jury qui délibère présentement n'a donc pu prendre connaissance, Michel Otis dit avoir donné des coups de poing dans le ventre de la petite Kristina Blain-Dufour le 24 juillet, ce qui lui a causé des bleus. Il reconnaît aussi l'avoir brassée et lui avoir fait « pas mal de mal pour rien ».

Otis, 28 ans, est accusé du meurtre non prémédité de la petite fille, battue à mort et dont le corps meurtri a été découvert sans vie, le 25 juillet, à Saint-Colomban.

À 18 h hier, les sept hommes et cinq femmes qui composent le jury ont décidé de suspendre leur délibération jusqu'à 9h ce matin. Ils sont séquestrés depuis jeudi soir.

Toute la déclaration a été enregistrée sur vidéo au quartier général de la Sûreté du Québec peu après minuit le 26 juillet, quelques heures après la découverte du petit corps.

La partie de la déclaration refusée est plus incriminante pour Otis que celle qui a été présentée au jury, où on l'entend dire notamment qu'il n'est pas le seul à avoir brassé Kristina.

Il affirme que la mère de Kristina, Isabelle Blain, accusée elle aussi de ce meurtre, est aussi coupable que lui.

Dans la partie de la déclaration rejetée, il déclare également avoir demandé à Isabelle Blain de le poignarder.

Alors qu'il est toujours interrogé de façon très posée par l'agent Jacques Saint-Pierre, de l'escouade des crimes contre la personne de la SQ, Otis mentionne, dans la partie non déposée, qu'« elle (Kristina) braillait et qu'elle ne voulait rien savoir, on a perdu patience ».

Il dit aussi : « Ce soir-là, ce n'est pas moi qui l'ai brassée le plus. C'est Isabelle qui a sauté sur la petite à pieds joints. »

Après ces propos, l'agent Saint-Pierre lui a proposé de subir le test du polygraphe (détecteur de mensonge). Il a alors réagi en disant que « personne n'a sauté sur la petite » et qu'il ne voulait plus rien dire, qu'il voulait voir son avocat.

La juge Piché n'a pas voulu accepter cette partie parce qu'elle en vient à la conclusion qu'elle n'est pas libre et volontaire. Dans sa décision, la juge écrit : « On voit que l'accusé ne suit plus vraiment. Il a l'air perdu et complètement désespéré. Un malaise s'empare de celui qui voit l'accusé devant l'enquêteur. Il y a là un déséquilibre qui dérange l'observateur et qu'on ne peut passer sous silence. »

Selon Mme Piché, Otis, après avoir indiqué à quatre reprises qu'il ne dirait pas plus, ne possédait plus à ce moment « l'esprit conscient ».

La petite Charlene restera encore en famille d'accueil

LILIANNE LACROIX

Abandonnée vendredi par sa mère sur le perron de l'église Notre-Dame-du-Rosaire, dans le quartier Ville-Ray, la petite Charlene passera quelque temps en famille d'accueil. C'est ce que confirmait hier Mme Liza Massicotte, des centres jeunesse de Montréal, et les autorités de la DPJ, qui ont pris en charge la fillette d'environ deux ans.

« Puisque la mère a posé un geste comme celui-là, il semble qu'elle a au moins besoin d'un peu de répit », expliquait la porte-parole. On se souvient que la mère de 18 ans avait contacté les autorités quelque cinq heures plus tard pour dire qu'elle regrettait son geste et désirait reprendre sa fille.

« Pour la suite des événements, les intervenants rencontreront cette jeune mère et évalueront la situation, a déclaré Mme Massicotte. À partir d'ici, laissons la DPJ faire son travail. »

Rappelons que la petite était visiblement en bonne santé et très enjouée. N'ignorant sans doute pas que sa fille serait bientôt prise en charge, la mère avait profité de la journée d'achalandage à la banque alimentaire pour la laisser sur la pelouse de l'église. La petite était équipée d'un papier disant : « Je m'appelle Charlene et j'ai besoin de vous. »

« Ce geste fut peut-être plus spectaculaire qu'à l'habitude, mais il faut se rendre compte que les cas d'abandon ne sont pas inusités. Des jeunes mères dépassées par la situation, il y en a beaucoup », souligne Mme Massicotte.

Les abandons constituaient 2 % des 3513 signalements retenus l'an dernier. Au total, 6740 signalements étaient dirigés à la DPJ en 97-98. « On a une augmentation sensible de 16 % tant des signalements reçus que retenus », explique Mme Massicotte qui souligne que les allégations de négligence et les mauvais traitements constituent le gros de cette hausse.

« Comment peut-on expliquer cela ? Il semble que la société soit plus à fleur de peau depuis l'affaire de Beaumont, depuis l'affaire Kristina Blain. Car, quand on pousse l'analyse, on réalise qu'il n'y a pas plus d'enfants qui ont véritablement besoin de mesures de protection. Mais il semble que les gens, policiers compris, signalent beaucoup plus rapidement. Tout le monde semble beaucoup plus sensibilisé. »

Le corps retrouvé près de Québec identifié

Presse Canadienne
QUÉBEC

C'est bel et bien Jean-René Poirier, l'homme qui avait toute la confiance du chef des Hell's Angels de Québec, Marc « Tom » Pelletier, qui a été repêché sur la rive à Beaumont, vendredi soir. Un « cellulaire » et surtout une montre trouvée sur le poignet du cadavre en état de décomposition permettent déjà de conclure au meurtre de Poirier.

Libéré de prison pour motif humanitaire, sa femme devant accoucher, Poirier était dans l'attente de sa sentence dans une histoire de trafic de cocaïne et de possession de biens obtenus de manière criminelle. Il est disparu de la circulation au début du mois d'avril. Il s'était engagé à se présenter chaque semaine à un bureau de la Gendarmerie royale du Canada pour certifier le respect de ses engagements.

La Sûreté du Québec se refuse à confirmer que le cadavre retrouvé sur la plage du camping Vincenne est bien celui de Poirier tant que l'autopsie qui sera pratiquée aujourd'hui ne l'aura pas confirmé.

Votre avenir, c'est à l'UQAM, dès maintenant!

Inscrivez-vous avant le 1^{er} juin!

Quelques places sont encore disponibles dans plusieurs de nos programmes. Travaillez dès aujourd'hui à votre emploi de demain, en nous faisant parvenir le plus tôt possible votre dossier de demande d'admission.

Pour envoyer votre demande d'admission

Par la poste:
Université du Québec à Montréal,
Service de l'admission C.P. 6190,
Succ. Centre-ville,
Montréal, QC H3C 4N6

En personne:
Registrariat
870, rue de Maisonneuve Est,
3^e étage, local T-3600

Pour tout renseignement additionnel:
Téléphone: 514 987-3132,
Télécopieur: 514 987-8932,
Courriel électronique: admission@uqam.ca
Site internet: http://www.regis.uqam.ca

Baccalauréats

Actuariat
Animation culturelle⁴
Biochimie
Biologie
Chimie
Économique
Enseignement en formation professionnelle⁴
Études littéraires⁴
Géographie
Géologie
Gestion et design de la mode
Histoire
Histoire de l'art⁴
Histoire - mineure en gestion des archives
Mathématiques
Microélectronique
Philosophie
Physique
Sciences politiques
Sciences des religions
Science, technologie et société
Sciences du langage⁴
Sociologie
Urbanisme

Certificats

Administration
Administration de services
Administration des services publics
Allemand⁵
Analyse chimique
Analyse financière
Animation culturelle⁴
Assurance et intervention financière
Commerce international
Comptabilité générale
Création littéraire⁴
Développement de logiciels
Droit social et du travail⁴
Écologie
Économique
Éducation interculturelle
Éducation morale⁴
Enseignement en formation professionnelle⁴
Espagnol⁵
Formateurs d'adultes en milieu scolaire⁴
Formateurs en milieu de travail⁴
Français écrit⁴
Français écrit pour non-francophones⁵
Géologie appliquée
Gérontologie sociale
Gestion des documents administratifs et des archives
Gestion des ressources humaines I (Fondements)
Gestion des services municipaux
Gestion informatisée
Immigration et relations interethniques
Informatique
Intervention éducative en milieu familial et communautaire⁴
Marketing
Méthodes quantitatives
Microprocesseurs
Perfectionnement en gestion⁴
Scénarisation cinématographique⁴
Sciences comptables
Sciences de l'environnement
Sciences immobilières
Sciences sociales
Télécommunications

Programmes courts de 1^{er} cycle

Allemand⁵
Anglais⁵
Animation et travail en équipe
Espagnol⁵
Gestion du transport routier des marchandises⁴
Italien⁵
Linguistique appliquée à l'étude de la grammaire⁴

Utilisation pédagogique des nouvelles technologies et du multimédia dans la salle de classe⁴

Maîtrises

Adm. des affaires (M.B.A.) (temps partiel)⁷
Adm. des affaires (sans mémoire) (M.B.A.) (temps complet)⁷
Adm. des affaires (avec mémoire) (M.B.A.) (temps complet)⁷
Adm. des affaires (M.B.A.) (services financiers) (temps partiel)⁷
Analyse et gestion urbaines (M.A.)¹
Biologie (M.Sc.)²
Chimie (M.Sc.)
Danse (M.A.)
Droit (LL.M.)
* conc. droit social et du travail (avec mémoire)
* conc. droit social et du travail (sans mémoire)
* conc. droit international
Économique (M.Sc.)
Génie logiciel (M.Sc.A.)
Gestion de projet (M.Sc.) (temps partiel)²
Gestion et planification du tourisme (M.Sc.)⁶
Informatique (M.Sc.)
* conc. en génie logiciel (M.Sc.)¹
* conc. informatique système (M.Sc.)¹
* conc. informatique théorique (M.Sc.)¹
* ingénierie de la connaissance (M.Sc.)¹
Informatique de gestion
* profil sans mémoire (M.Sc.A.)
* profil avec mémoire (M.Sc.)
Intervention sociale (M.A.)
Kinanthropologie (M.Sc.)
Linguistique (M.A.)
Mathématiques (M.Sc.)
* conc. mathématiques fondamentale
* conc. statistiques
* option informatique mathématique
* option informatique système
* conc. didactique des mathématiques
Philosophie (M.A.)
Sciences comptables (sans mémoire) (M.P.A.)
Sciences comptables (avec mémoire) (M.Sc.)
Sciences de la terre (M.Sc.)
Sciences de l'atmosphère (M.Sc.)⁷
Sciences des religions (M.A.)

Doctorats

Biochimie (Ph.D.)⁷
Biologie (Ph.D.)⁷
Économique (Ph.D.)
Linguistique (Ph.D.)
Mathématiques (Ph.D.)
Météorologie (extensionné de McGill)⁷
Philosophie (Ph.D.)
Ressources minérales (Ph.D.)
Sciences de l'environnement (Ph.D.)⁷
Sciences des religions (Ph.D.)

Diplômes

Conseil en management³
Enseignement du français
Finance
Gestion durable des ressources forestières
Mesure et évaluation en ergonomie
Météorologie⁷
Sciences comptables
Technologie de l'information

Programmes courts de 2^e cycle

Activités motrices et éducation préscolaire et primaire
Actuariat⁴
Didactique de l'activité physique et de la santé
Études sur la mort
Gestion de projet (temps partiel)²
Mesure et évaluation en ergonomie
Pédagogie de l'enseignement⁴

1 date limite: 15 juin 1998
2 date limite: 26 juin 1998
3 date limite: 30 juin 1998
4 date limite: 1^{er} août 1998
5 date limite: 1^{er} septembre 1998
6 date limite: 4 septembre 1998
7 admission continue

L'UQAM offre plusieurs programmes de certificat de premier cycle et même un programme de MBA pour cadres à temps partiel aux endroits suivants:
Laval 682-1343, région de Lanaudière (Repentigny) 654-8768, région de la Montérégie 349-6755
La Fondation de l'UQAM offre des bourses d'études de 1,000\$ à 10,000\$

UQAM
L'AVENIR EST ICI



EN BREF

Plus de Viagra pour les Israéliens

■ Après l'annonce de six décès liés à l'utilisation de la pilule contre l'impuissance, le ministère israélien de la Santé a ordonné hier aux médecins de l'État hébreu de ne plus prescrire de Viagra. Le laboratoire Pfizer, qui commercialise cette pilule miracle favorisant l'érection masculine, n'a pas encore demandé l'approbation du ministère israélien de la Santé depuis l'entrée du médicament sur le marché il y a quelques semaines. Mais la pilule était déjà disponible sur prescription, selon le ministère de la Santé.

Démission du juge qui enquêtait sur les jumelles Dionne

■ Le juge Gregory Evans, qui était chargé d'enquêter sur le sort qui avait été réservé aux jumelles Dionne lorsqu'elles étaient enfants, a dû démissionner hier, une semaine seulement après le début des travaux, parce qu'il avait discuté en public du dossier. On devrait lui trouver un remplaçant au cours des prochains jours. Le juge Evans, âgé de 84 ans, a tenu la semaine dernière des propos controversés, à la suite des résultats préliminaires de son enquête. Il avait déclaré que les trois survivantes des célèbres quintuplées avaient été « bien payées » par le gouvernement Harris, qui leur a versé la somme de 4 millions.

17 feux de forêt

■ Dix-sept incendies de forêt faisaient rage hier au Québec, dont 13 ont été causés par des activités humaines. Une centaine de personnes s'affairaient entre autres à stopper la progression d'un incendie situé à 40 kilomètres au sud-est de Chibougamau, qui a déjà ravagé 3000 hectares de forêt, soit 30 kilomètres carrés. Les autres secteurs touchés par des incendies de forêt sont principalement situés au nord de Lebel-sur-Quévillon, à l'est du réservoir Gouin, au Témiscamingue et dans la réserve de la Vérendrye. Il y a toujours une interdiction de faire des feux à ciel ouvert dans les secteurs qui se situent au nord du fleuve Saint-Laurent.

Séisme mortel

■ Le tremblement de terre qui a frappé vendredi dernier le centre de la Bolivie a fait au moins 124 morts, 107 blessés, 15 000 sinistrés et a détruit quelque 1500 habitations dans une vingtaine de villages, selon le dernier bilan officiel diffusé lundi à La Paz. Le séisme, de magnitude 6,6 sur l'échelle ouverte de Richter, a été ressenti dans un rayon de 500 km. Dans la localité la plus touchée, Aiquile, 54 corps ont été découverts selon la Protection civile et dans le village voisin, Totorá, 39 victimes ont été dénombrées.

Dioxines dans la viande

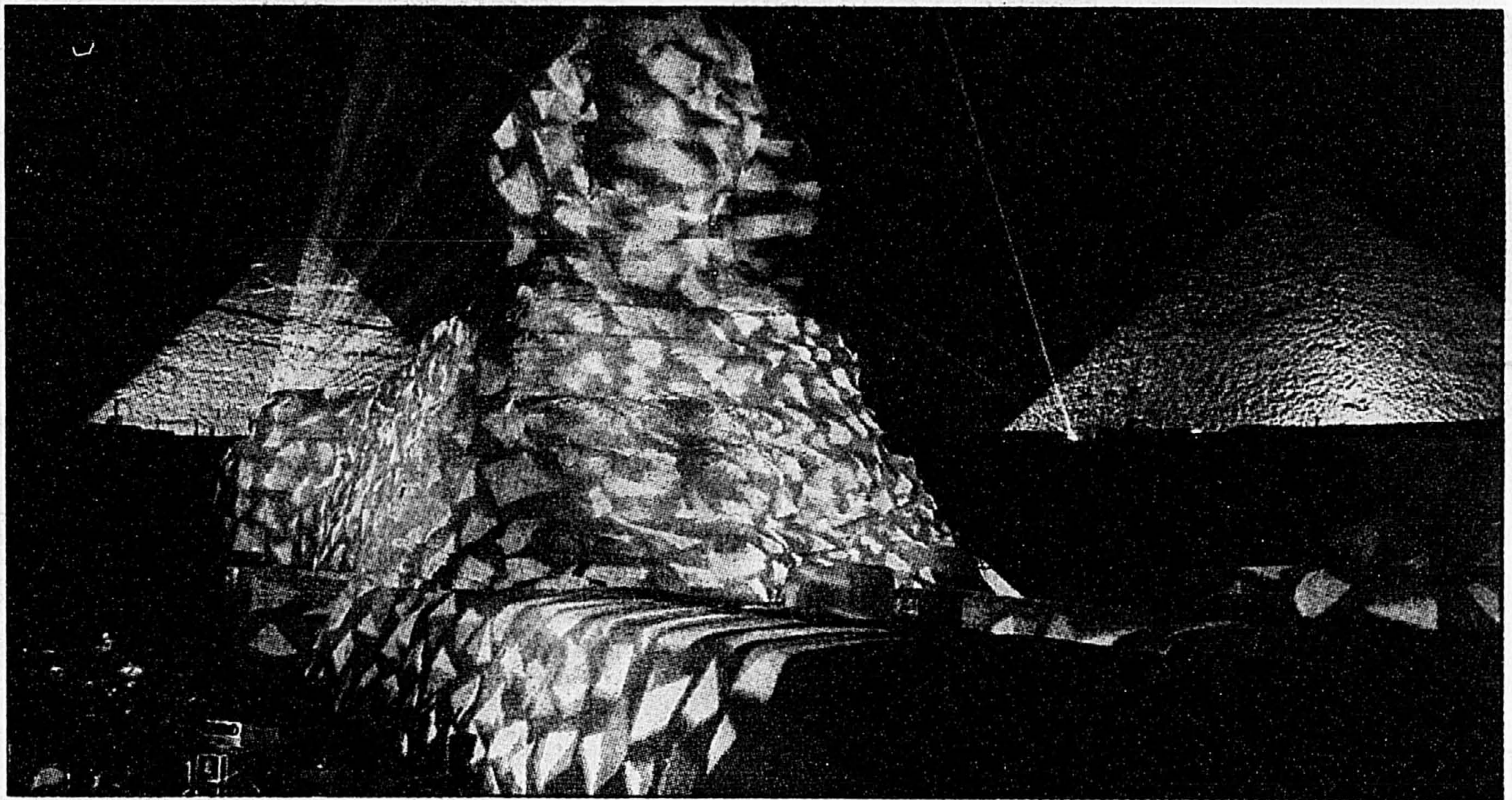
■ La découverte de dioxines dans des échantillons de viande française vendue en supermarché met une fois de plus en accusation les usines d'incinération d'ordures et la sidérurgie-métallurgie, qui émettent cette substance, très toxique à des doses infimes. Des analyses commandées par un organisme indépendant ont en effet mis en évidence hier des taux relativement élevés de dioxines dans cinq échantillons de boeuf et de veau. C'est la première fois que de telles analyses sont effectuées sur de la viande produite en France, mais celles déjà réalisées aux Pays-Bas et en Allemagne ont abouti au même constat.

Insolite

■ Les douanes philippines ont mis au pilon hier plus d'une tonne de magazines pornographiques... dont le papier sera recyclé pour imprimer des bibles. Les magazines, en provenance pour la plupart des États-Unis et du Japon, ont été saisis au cours des derniers mois à l'aéroport international de Manille. « Au lieu d'être une source d'immoralité, ils pourront maintenant être utilisés pour transmettre les enseignements de Dieu », a commenté le chef des douanes Guillermo Parayno.

New York interdit les vendeurs ambulants

■ Le maire de New York, Rudolph Giuliani, veut débarrasser une partie de sa ville des vendeurs de nourriture ambulants pour améliorer la sécurité et la circulation automobile. M. Giuliani a annoncé que les vendeurs ambulants n'auront plus droit de cité dans de nombreux quartiers, notamment à Wall Street et dans le centre de Manhattan, durant la journée. Cette mesure devrait entrer en vigueur dans deux mois. Au moins 350 vendeurs sont concernés, soit 10 % de la profession à New York. La vente ambulante de nourriture constitue depuis des générations un moyen pour les nouveaux immigrants de se lancer dans les affaires et parfois de faire fortune. « Pourquoi fait-il cela ? Nous ne créons pas de problème, et nous devons subvenir aux besoins de nos familles », souligne Abdul Fatah Mohammed, un vendeur égyptien de 44 ans.



Le Sphinx baignait littéralement dans la lumière, hier, lorsqu'on a dévoilé la nouvelle toilette du monument. Les pyramides de Gizeh avaient également été illuminées pour l'occasion.

Spectacle son et lumière pour célébrer la nouvelle jeunesse du Sphinx

Associated Press
LE CAIRE

Un spectacle son et lumière a marqué hier soir, sur le site de Gizeh, près du Caire, l'inauguration officielle du Sphinx restauré : 90 minutes de musique et de rayons laser pour saluer ce monument vieux de 4500 ans, dont dix de travaux lui offrant une nouvelle jeunesse.

Les festivités ont commencé après la projection sur grand écran d'un film retraçant le long processus de restauration de ce trésor du patrimoine mondial : les efforts d'une armée d'archéologues et

d'experts pour lutter contre les effets de l'érosion, le transport de 12 244 blocs de pierres calcaires, la consolidation des pattes et de l'estomac de la statue. Un projet entièrement égyptien au coût total avoisinant les 5 millions de dollars.

Sur le signal d'un homme revêtu d'un costume de prêtre, la toile blanche recouvrant la sculpture géante au corps de lion et à la tête d'homme, censée représenter le pharaon Chephren, a soudain été tirée, dévoilant la « magnifique restauration » du Sphinx, « symbole de notre avenir commun à l'aube du nouveau millénaire »,

selon les termes du secrétaire général de l'Unesco, Federico Mayor, l'un des invités d'honneur de cette cérémonie.

En présence du président Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne, un déchainement de musique et de lumière s'est alors abattu sur la créature voisine des célèbres pyramides : tandis que des rayons laser rouges et bleus donnaient l'illusion d'un sourire sur son visage, les chanteurs d'opéra Reda el-Wakil et Iman Mostafa apportaient à la fête une note lyrique.

Endommagée par les ans et les eaux des systèmes d'évacuation installés aux alentours, la statue n'a jamais récupéré sa barbe, dont

des fragments se trouvent dans des musées britannique et égyptien, ni son nez, perdu au XIV^e siècle.

Le Sphinx de Gizeh avait été restauré une première fois voilà 3400 ans. D'autres restaurations ont été réalisées à l'époque romaine et vers 1920. Depuis, d'énormes blocs de pierre chutaient de l'animal mythique, qui s'effritait par endroits.

Les autorités égyptiennes comptent sur ces retentissants travaux pour attirer les visiteurs et relancer une industrie mise à mal par les violences islamistes, notamment par le terrible attentat de Louxor, qui avait coûté la vie à 58 touristes, en novembre dernier.



CIBC  AeroHypothèque^{MC}

La première hypothèque qui vous fera faire la fiesta aux Bahamas.

Voici l'AeroHypothèque^{MC} CIBC. Le seul prêt hypothécaire qui vous rapporte des milles Aéroplan^{MD} d'Air Canada chaque fois que vous faites un versement.

Désormais, contracter une hypothèque n'est plus synonyme de la fin des vacances en famille ou des projets de voyage. En fait, la nouvelle AeroHypothèque CIBC vous permet de réaliser vos projets de voyage.

C'est simple, rapide et facile. Chaque dollar payé en intérêt sur vos versements hypothécaires habituels vous rapporte automatiquement un mille Aéroplan. Vous obtenez aussi un BONI additionnel de 5 000 MILLES AÉROPLAN lorsque vous souscrivez votre prêt hypothécaire.

VOUS DEVEZ REMBOURSER VOTRE PRÊT DE TOUTE FAÇON. Maintenant, grâce à l'AeroHypothèque CIBC, vous pouvez faire la fiesta aux Bahamas.

Boni de souscription de
5 000 milles Aéroplan

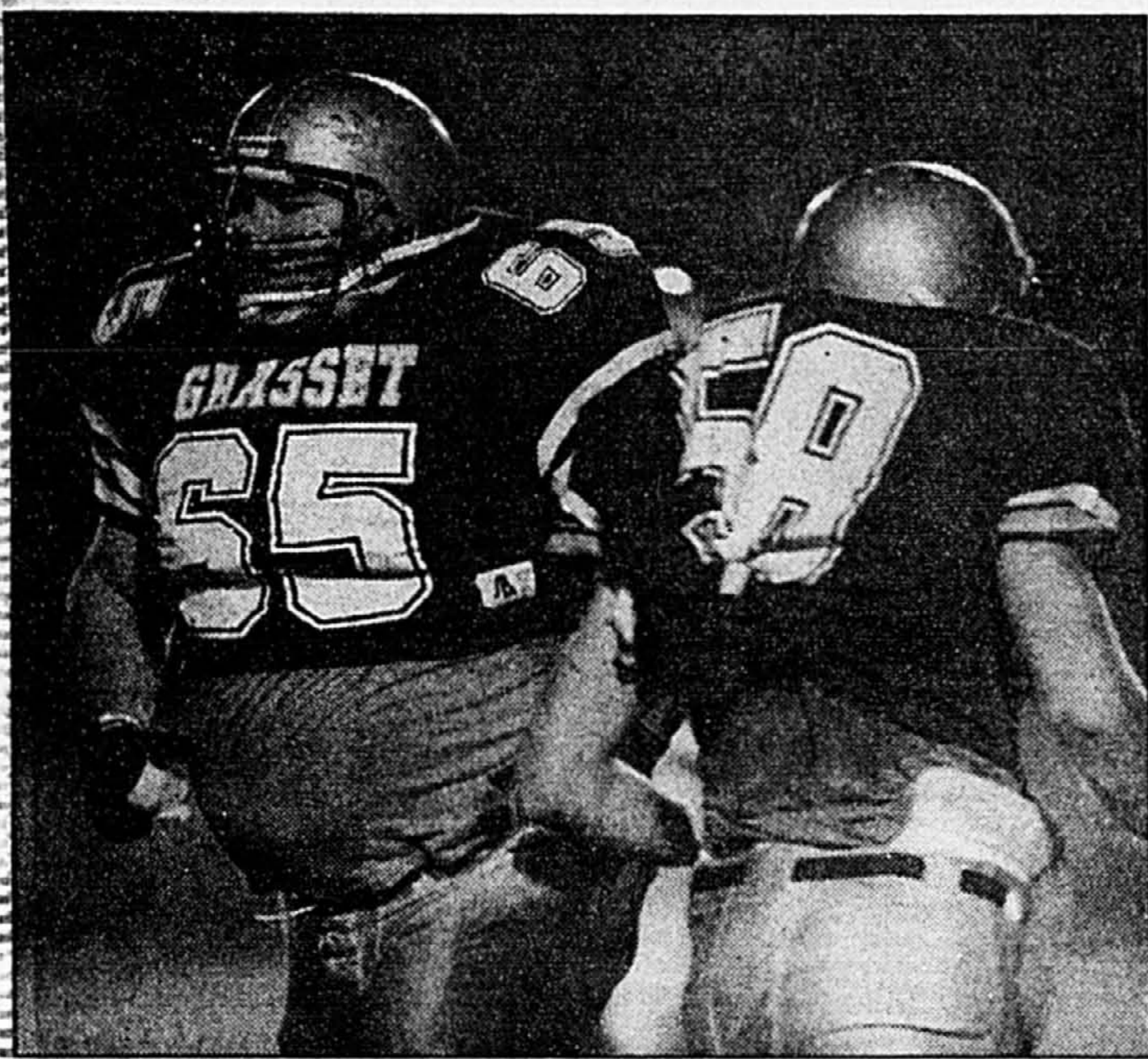
APPELEZ 1 888 381-6111
www.cibc.com/francais/
ou passez à votre centre bancaire CIBC.

AIR CANADA 

HYPOTHÈQUES
CIBC

VOIR LOIN... UNE TRADITIONSM

^{MC} AeroHypothèque est une marque de Commerce d'Air Canada. ^{MD} Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Banque CIBC et Services Hypothécaires CIBC Inc. : titulaires de licence de ces marques. Les prêts hypothécaires sont offerts au Québec par Services Hypothécaires CIBC Inc. et ailleurs au pays par Hypothèques CIBC Inc. Les demandeurs et la propriété doivent répondre aux critères habituels en matière d'octroi de crédit. Les milles Aéroplan ne seront octroyés que si le prêt hypothécaire est en règle. Offre s'appliquant uniquement aux prêts hypothécaires grevant un immeuble résidentiel unifamilial. Certaines restrictions s'appliquent. SM Marque de commerce de la Banque CIBC. Les milles Aéroplan ne sont pas des milles réels, mais des points échangeables contre des vols gratuits. Services Hypothécaires CIBC Inc. se réserve le droit d'annuler le programme AeroHypothèque CIBC à tout moment. Les taxes, de même que les droits d'atterrissage et de départ, peuvent être appliqués aux primes-voyages Aéroplan.

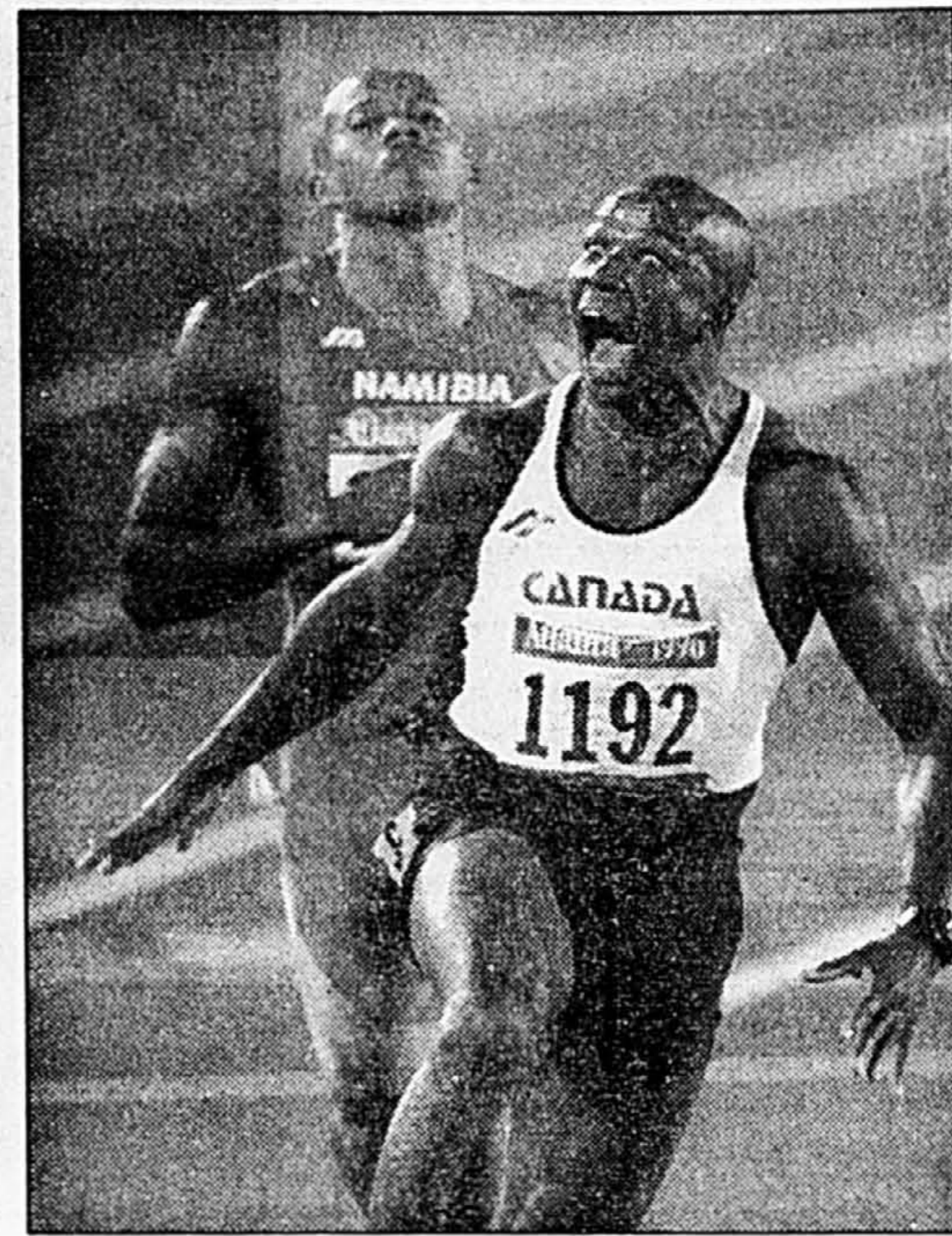
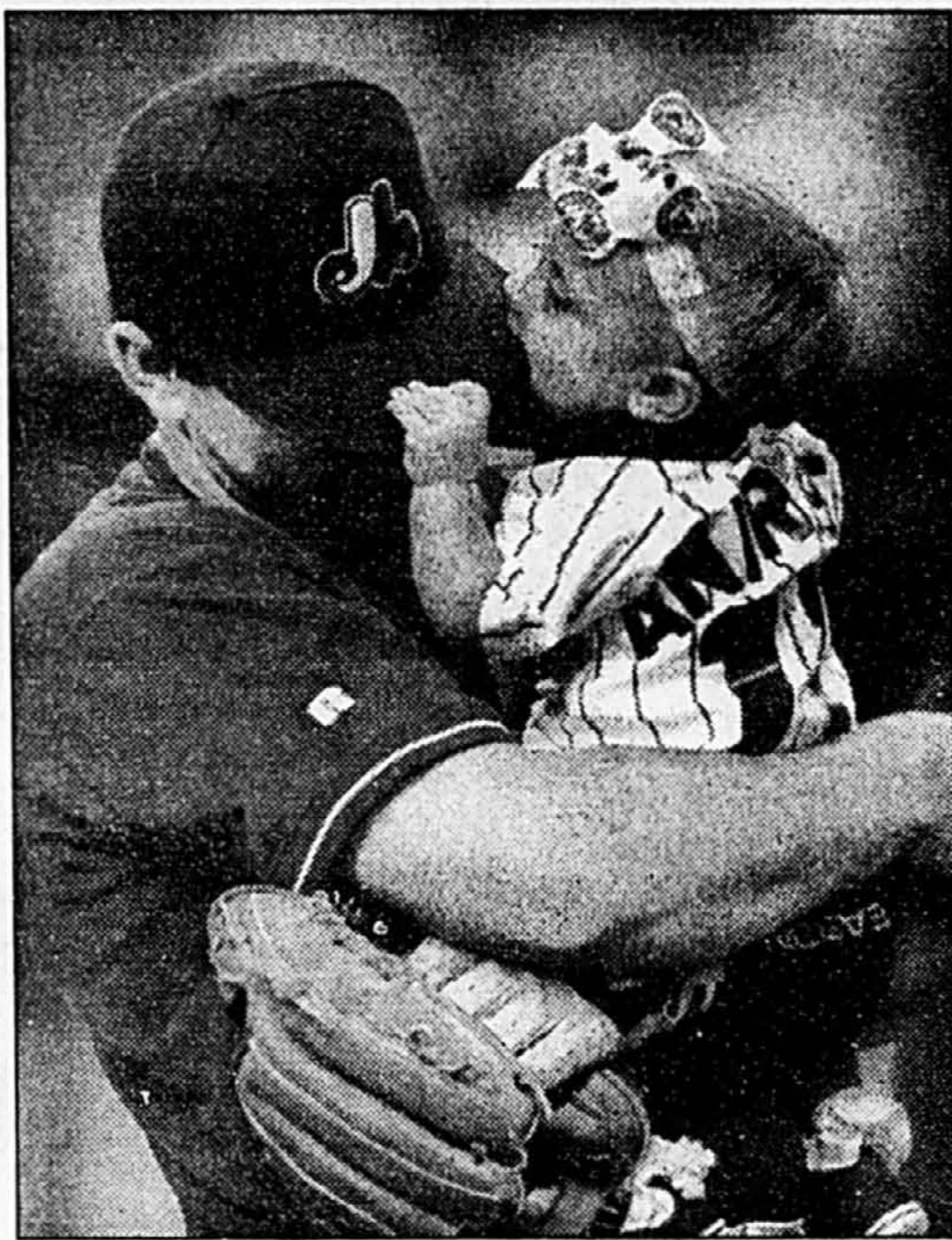


Des photos de Bernard Braut primées en Espagne et au Japon

Le photographe de *La Presse*, Bernard Braut, a mérité les honneurs lors de deux concours différents de photographies sportives qui se tenaient récemment en Espagne et au Japon. Le photographe s'est vu décerner deux médailles d'argent et

deux de bronze, lors de la 15^e Biennale internationale de photographie sportive qui se tenait à Reus, en Espagne. Au Japon, lors du Concours mondial des photos de sports SSF-1998, Bernard Braut a vu trois de ses photos, présentées

ici, choisies sur plus de 12 000 inscriptions venant de 50 pays. Ces photos feront partie d'une exposition itinérante qui se tiendra à Tokyo, Kanagawa et Osaka, ainsi que dans d'autres villes du Japon.



Journée Nikon® Chez Simon

Apportez votre Nikon®

Apportez-nous votre caméra NIKON et profitez d'une vérification gratuite par un technicien NIKON.

Le samedi 30 mai de 10 h à 16 h

Le Nikon F5... un appareil incroyable qui donne des résultats incroyables.



En magasin maintenant.

Capable de faire la mise au point à huit images/seconde avec une précision inégalée, le seul appareil à mesure matricielle couleur 3D et plusieurs autres caractéristiques perfectionnées, le Nikon F5 est tout simplement l'appareil reflex 35 mm le plus avancé à avoir vu le jour!

CAMÉRAS SIMON INC.

11, rue St-Antoine Ouest 861-5401 • Fax : 861-4048

Vente • achat • échange • réparation • location
lun. au ven. de 9 h à 18 h • samedi de 9 h à 17 h
Photo - vidéo - numérique • Depuis 1930



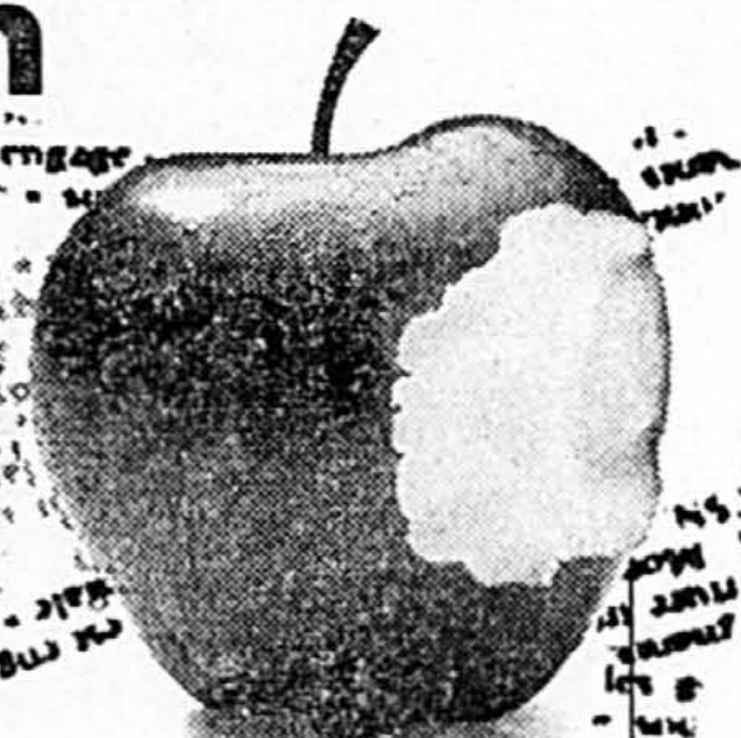
Pour une consultation GRATUITE

NE MANQUEZ PAS LE CAHIER

Santé

CHAQUE DIMANCHE DANS

La Presse



DOUBLE ZÉRO SUR L'ELANTRA

ELANTRA GL BERLINE

à partir de **198\$*** /mois/48 mois

Pour 20 \$ de plus par mois

ELANTRA ÉDITION SPÉCIALE

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION



0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

- Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
- Allèges arrière de couleur assortie • Phares antibrouillards à l'avant
- Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
- Télécommande d'ouverture du coffre arrière
- Et encore davantage

Des voitures débordantes d'équipements spéciaux qui s'ajoutent à une longue liste d'équipements de série.

ELANTRA

familiale GL

à partir de **218\$**** /mois/48 mois

Pour 20 \$ de plus par mois

ELANTRA familiale ÉDITION SPÉCIALE

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION



0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

- Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
- Console centrale de luxe avec appui-bras et rangement
- Volant et pommeau de levier de vitesses gainés de cuir
- Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
- Porte-bagages au toit
- Télécommande du volet de réservoir • Et encore davantage



L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants)
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 80 000 km standard) Incluant : livraison d'essence
• changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. Selon les programmes de location de Hyundai Crédit Canada. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour ELANTRA GL BERLINE 98 à partir de 198 \$/mois et ELANTRA ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 218 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 9 504 \$ et de 10 464 \$, 850 \$ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour ELANTRA FAMILIALE GL 98 à partir de 218 \$/mois et ELANTRA FAMILIALE ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 238 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 464 \$ et de 11 424 \$, 850 \$ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 8 c par kilomètre supplémentaire. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 mai 1998.

HYUNDAI
Une ère nouvelle

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD	EST	CENTRE	QUEST	SUD
CHOMEDEY HYUNDAI 682-6000	HOULE ET FRÈRES HYUNDAI Terrebonne 471-4647	HYUNDAI GABRIEL Anjou 329-7777	COITELUX HYUNDAI Montréal 521-3201	HYUNDAI CASAVANT St-Hyacinthe 774-6344 / 861-5028
DESMEULES HYUNDAI Laval 668-6393	HYUNDAI AUTO St-JÉRÔME St-Antoine 432-4252	HYUNDAI REPENTIGNY Montréal 856-7794	HYUNDAI VAUDREUIL 455-3677	LES AUTOMOBILES CLOGINOR INC. St-Jean-sur-Richelieu 348-6817
HAMEL HYUNDAI St-Eustache 974-0440	HYUNDAI BLAINVILLE 434-5484	MÉTRO HYUNDAI Montréal 485-0001	VALLEYFIELD HYUNDAI 370-3330	LONGUEUIL HYUNDAI 670-2080
				SERAY AUTO INC. Chambly 875-1959



Besoin d'aide?
Composez l'un de ces numéros d'urgence

24 hrs \ 7 jrs	S.O.S. Violence conjugale	873-9010 (Ext.: 1-800-363-9010)
24 hrs \ 7 jrs	Urgence sociale	896-3300 ou 896-3100
8 - 24 hrs \ 7 jrs	Déprimés anonymes	278-2130
24 hrs \ 7 jrs	Drogue : aide et référence	527-2626
24 hrs \ 7 jrs	Parents anonymes	288-5555 (Ext.: 1-800-361-5085)
24 hrs \ 7 jrs	Suicide-Action Montréal	723-4000
24 hrs \ 7 jrs	Tel-Jeunes	288-2266 (Ext.: 1-800-263-2266)
24 hrs \ 7 jrs	Tel-Aide	935-1101
5 jours \ sem.	Centre de référence du Grand Montréal	527-1375
24 hrs \ 7 jrs	Agression sexuelle (centre pour victimes)	934-4504
24 hrs \ 7 jrs	Jeunesse J'écoute	1-800-668-6868
24 hrs \ 7 jrs	Jeu: aide et référence	527-0140 (Ext.: 1-800-461-0140)
5 jours \ sem.	CLSC de votre quartier ou votre région	
24 hrs \ 7 jrs	CLSC Info-Santé de votre quartier ou votre région	

330 000 \$ d'amende pour évasion fiscale

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Une entreprise d'aménagement paysager de Saint-Jean-sur-Richelieu et son président viennent d'écooper près de 330 000 \$ d'amende pour avoir éludé de l'impôt en 1991, 1992 et 1993.

Président de Paysagiste Laplante, Serge Laplante avait mis au point un système lui permettant de cacher au fisc environ 50 % des revenus de la compagnie, qui faisait également de la sous-traitance dans le domaine de la construction routière.

Il demandait en effet à certains de ses clients de faire leurs paiements à l'ordre de Serge Laplante Location de Mini-Loader, une raison sociale bidon. L'argent aboutissait en fait dans les comptes personnels de Laplante et de son ex-épouse, Danielle Benoit.

Les revenus cachés de l'entreprise se sont élevés à 783 779 \$ en trois ans (sur environ 1,5 million de revenus totaux) et l'impôt ainsi éludé à 137 704 \$. Quant à Laplante, il aurait dû payer 189 598 \$ en impôt pour les 742 493 \$ qu'il a empêchés à même les revenus non dévoilés de sa compagnie.

Devant le juge Jacques Rancourt, de la Cour du Québec, Laplante et la compagnie ont plaidé coupable, hier, à des accusations d'évasion fiscale. Ils ont été condamnés à payer des amendes d'un montant égal à celui de l'impôt éludé, qu'ils sont également tenus de payer, sans parler des intérêts et pénalités, qui se chiffrent à environ 200 000 \$, a indiqué Nicole Lessard, porte-parole de Revenu Canada.

M. Laplante, qui est maintenant camionneur, a un an pour s'acquitter de l'amende, à défaut de quoi ses biens seront saisis.

WINDSTAR 1998



DERNIÈRE CHANCE !

159\$ / mois*
24 mois
OU FINANCEMENT 0%

- Groupe 350B comprend :**
- V-6, 3 litres
 - Automatique, 4 rapports
 - 7 passagers
 - Miroirs électriques
 - Vitres électriques
 - Climatiseur

C'est vrai
C'EST DONC PAS PAREIL

* Comptant 2 997 \$ ou échange équivalent. Rabais Ford inclus. Premier versement et dépôt de sécurité exigés. 15 000 km par année alloués : 06 ¢ du km excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. T.T.P. en sus.

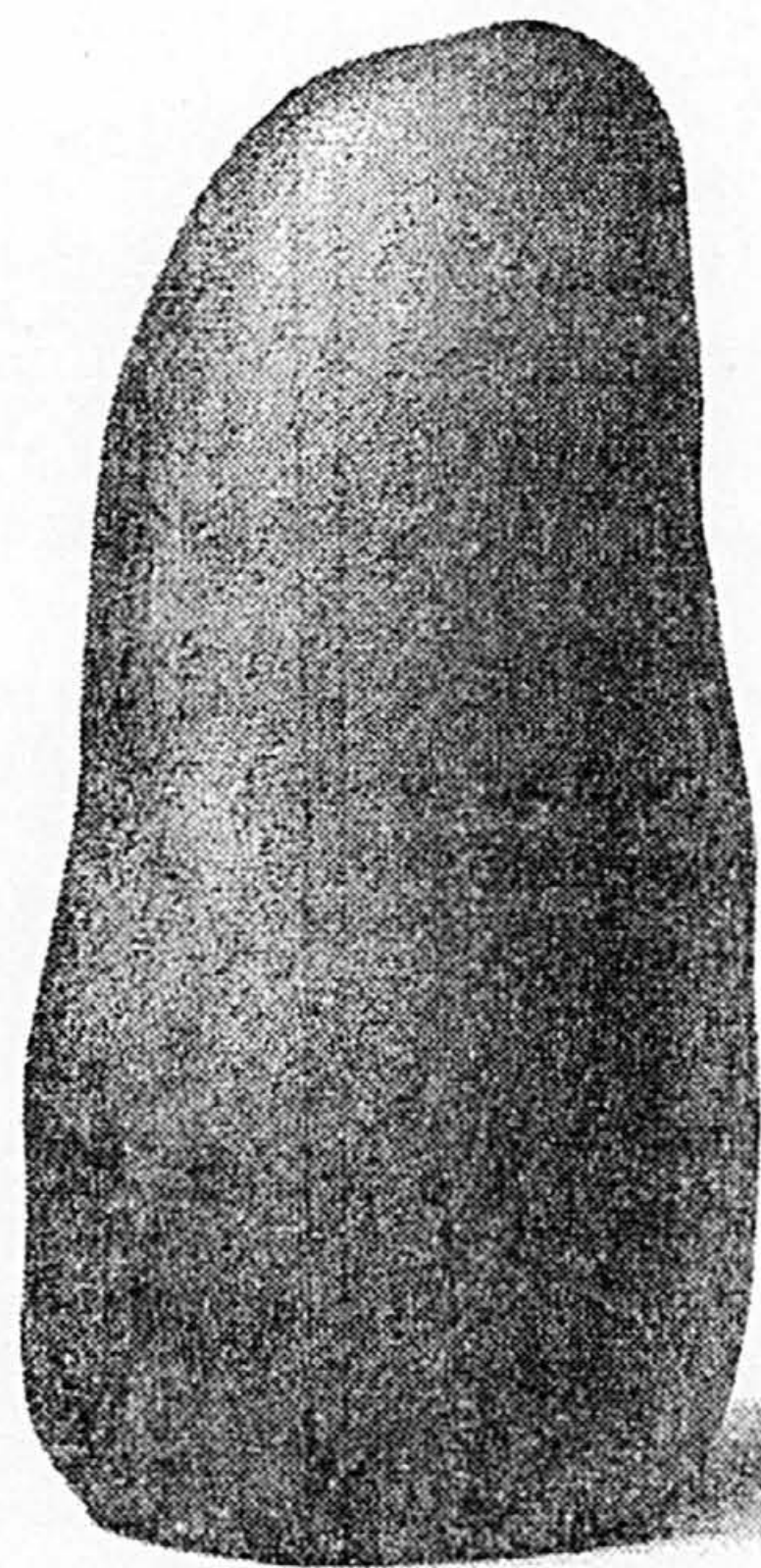


688-9200

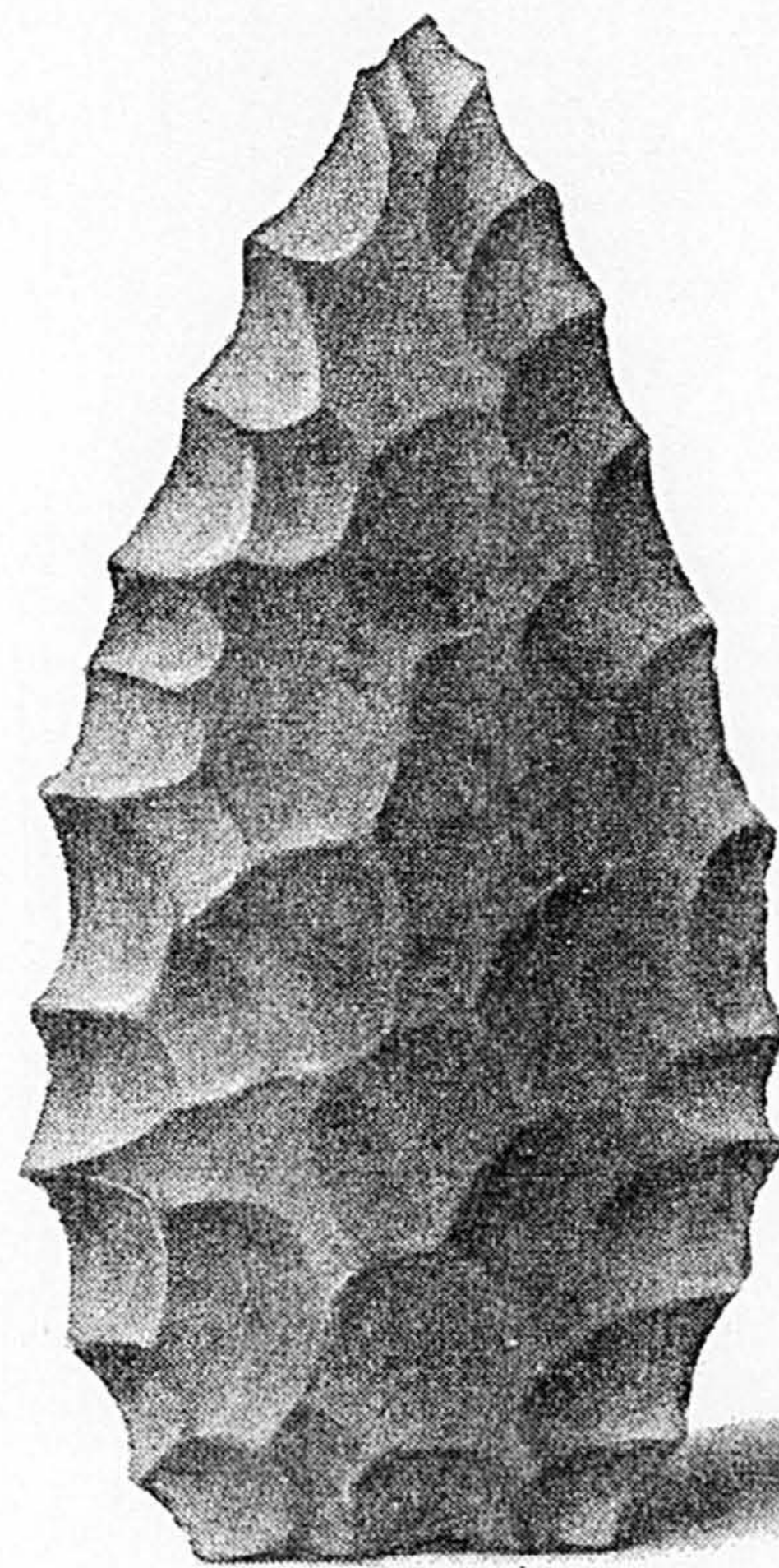
Mtl : 332-9756

<http://www.chomeyford.com>

2455, Curé-Labelle, Laval (au sud de l'autoroute 440)



Téléphone



Vista 350

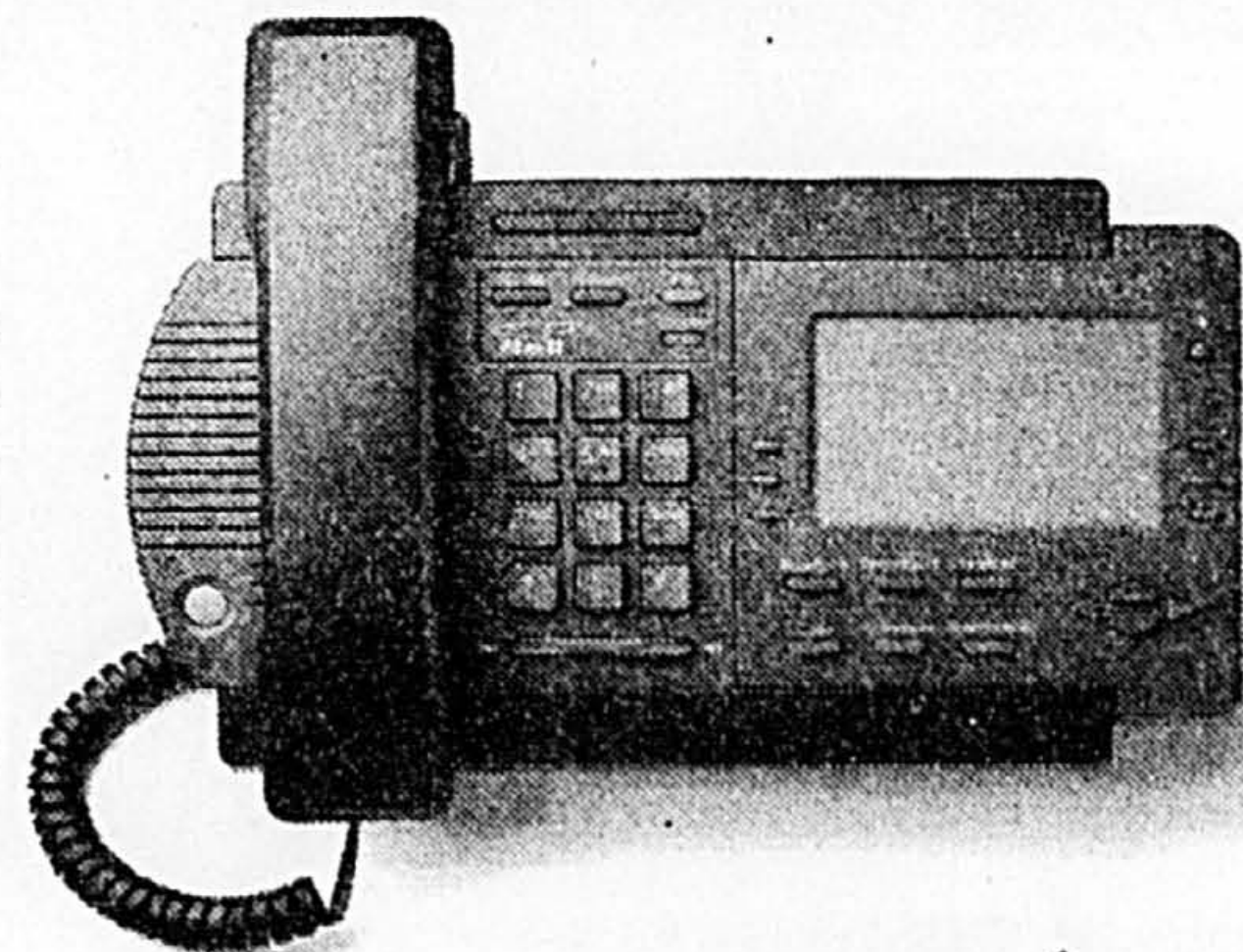
Le Vista⁺ 350 est le téléphone le plus évolué qui soit. Un outil simple et polyvalent, conçu pour s'adapter à tous les services de Bell. Par exemple, avec son voyant lumineux qui vous indique si vous avez des messages, c'est le complément idéal du service *TéléRéponse*^{MC} Bell. Mettez la main dès aujourd'hui sur le Vista 350. Il est taillé sur mesure pour qui veut ce qui se fait de mieux, sans avoir à se casser la tête.

EN MAI, FAITES D'UNE PIERRE DEUX COUPS.

PROFITEZ DE L'OFFRE DU PLAN D'ENTRETIEN PROLONGÉ À L'ACHAT DU VISTA 350, LE PLUS ÉVOLUÉ DES TÉLÉPHONES.

OBTENEZ UN MOIS GRATUIT EN VOUS ABONNANT AU SERVICE *TÉLÉRÉPONSE*^{MC}, LE PLUS ÉVOLUÉ DES RÉPONDEURS.

Faites le 1 888 702-6363 ou passez dans un magasin *Téléboutique*^{MC} Bell avant le 31 mai.



Communiquez comme personne

*Marque de commerce de Northern Telecom. *Offert là où la technologie le permet.

Bois-Francis
Asbestos
Bois-Francis
Electronique inc.
561, 1^{re} Avenue
Drummondville
Les Promenades
Drummondville
Victoriaville
Victoriaville Photo
136, rue Notre-Dame Est
Estrie
Granby
Les Galeries Granby
Sherbrooke
Carrefour de l'Estrie

Magog
Dumoulin Magog
1739, rue Sherbrooke Est
Sherbrooke
Cellulaire +
785, rue King Est
Lanaudière
Joliette
Les Galeries Joliette
Repentigny
Les Galeries Rive-Nord
Laurentides
Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Sainte-Agathe-des-Monts
Photo Côté inc.
8, rue de l'Hôtel-de-Ville
Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Montérégie
Brossard
Mail Champlain
Châteauguay
Centre d'achats régional
de Châteauguay
Delson
Les Entreprises NBM inc.
69, boul. Georges-Gagné

Sorel
Papeterie Richelleu inc.
72, rue du Roi
Longueuil
Place Longueuil
Saint-Jean-sur-Richelieu
Carrefour Richelleu
Saint-Bruno
Les Promenades
Saint-Bruno
Saint-Hyacinthe
Les Galeries de
Saint-Hyacinthe
Valleyfield
Centre d'achats de
Valleyfield

Beloil
Cellulaire +
559, boul.
Wilfrid-Laurier
Montréal
Place Alexis-Nihon
Complexe Desjardins
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon
Place Dupuis
Place Versailles
Anjou
Les Galeries d'Anjou

Saint-Léonard
Centre commercial
Le Boulevard
Pointe-Claire
Centre Fairview
Pointe-Claire
LaSalle
Carrefour Angrignon
Montréal-Nord
6000, boul.
Henri-Bourassa Est
Saint-Laurent
Place Vertu
Pointe-aux-Trembles
Communication Idéale
12530, rue Sherbrooke Est

Saint-Laurent
J.C. Communication Itée
245, chemin de
la Côte-Vertu
Pincourt
Radio St-Hubert
Faubourg de l'île
101, boul. du
Cardinal-Léger
Mont-Royal
Total Com.
2305, chemin Rockland
Lachute
Centre Luminaire
575, rue Principale

Outaouais
Gatineau
Les Promenades de
l'Outaouais
Hull
Village Place Cartier
Aylmer
Papeterie Thibo inc.
181, rue Principale
Rive-Nord
Saint-Eustache
Place Saint-Eustache
Rosemère
Place Rosemère
Terrebonne
Les Galeries Terrebonne

Les chauves gardent vraiment la tête froide

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

La calvitie n'est ni une maladie ni une tare, mais joue au contraire un rôle physiologique fondamental, estiment deux médecins qui ont présenté leurs recherches sur la question au cours du récent congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à Québec.

Il y a dix ans, les docteurs Michel Cabanac et Heiner Brinnel, qui pratiquaient alors à Lyon, ont réalisé diverses mesures sur le visage d'une centaine de sujets choisis au hasard. Ils ont constaté qu'en moyenne, plus un homme avait une surface pileuse importante au visage, rasée ou pas, plus son crâne

était dégarni. Les chercheurs ont refait ces mesures récemment sur les 39 sujets qu'ils ont pu retracer. (1) Le même rapport barbe-calvitie est ressorti : « Chez tous les sujets — tous ! — la surface de barbe a augmenté et la surface de calvitie a augmenté également », a fait savoir M. Cabanac au cours d'une entrevue avec *La Presse*.

Comment expliquer que plus un homme est poilu au menton, moins il l'est sur la tête ? La calvitie, ont conclu Cabanac et Brinnel, permet le « refroidissement sélectif du cerveau », un mécanisme essentiel servant à prévenir les coups de chaleur et qui est ralenti par la présence de barbe au visage. Un être humain peut mourir si la température de son cerveau dépasse 42 degrés centigrades. « Tout le monde se posait la question : à quoi peut bien servir la calvitie ? Sans le refroidissement sélectif du cerveau, (ce rap-

port barbe-calvitie) n'a pas de sens », estime Michel Cabanac.

Selon le médecin, qui enseigne aujourd'hui au département de physiologie de l'Université Laval, la calvitie est probablement née dans les temps préhistoriques, avant l'invention du rasoir : « C'est parce que ce mécanisme chez nos lointains ancêtres, il y a cinquante mille ans, s'est révélé utile qu'il a été sélectionné et qu'il s'est fixé (dans les gènes). »

Ce trait est devenu beaucoup moins nécessaire quand l'homme a commencé à se raser, mais notre code génétique est resté inchangé. Cette thèse expliquerait pourquoi les femmes, les enfants et les Asiatiques sont rarement chauves : sauf exception, ils sont imberbes. **Quelles barbes !**

Farfelu, tout ça ? Cabanac et son collègue ont mesuré la transpiration sur diverses parties de la tête

de quelques-uns de leurs sujets après dix minutes d'exercice. Ils ont constaté que les parties recouvertes de poils transpiraient systématiquement moins que les parties imberbes. Cela confirme que les parties poilues de la tête sont moins en mesure que les parties glabres de contribuer au refroidissement du cerveau.

Les chercheurs ont aussi découvert que même chez les individus imberbes, la plus grande partie de la transpiration se faisait au front. Recouverts de barbe ou non, le menton et les joues jouent un rôle relativement modeste dans le refroidissement du cerveau. Tout accroissement de la surface barbue peut donc être compensé par une augmentation moins importante de la surface chauve. En outre il se peut, mais Cabanac et son collègue ne l'ont pas vérifié, que la densité de la barbe soit reliée à la calvitie.

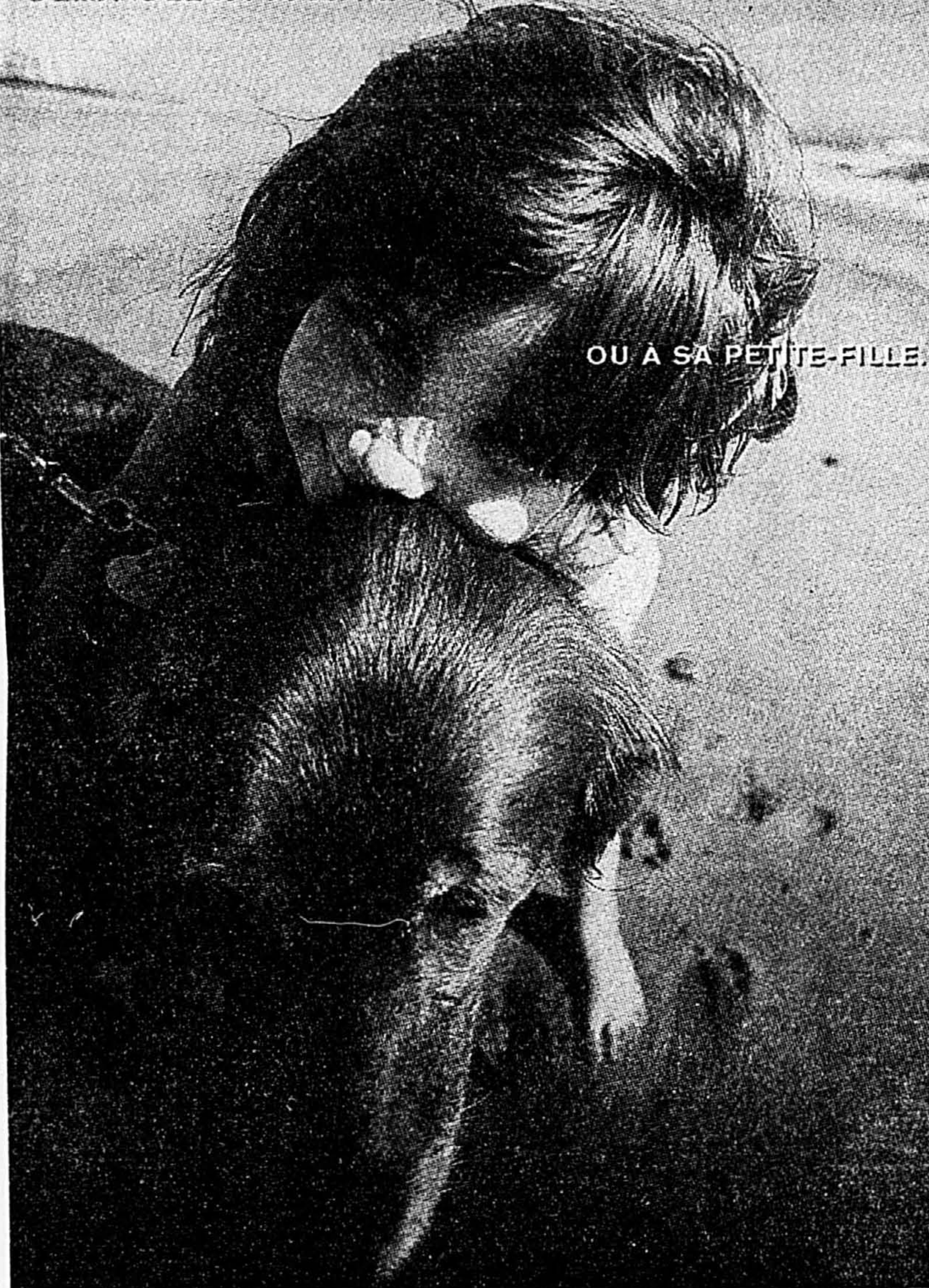
« Les hommes chauves ont de superbes barbes », fait remarquer le docteur Cabanac.

Cela dit, les hommes d'aujourd'hui qui portent une perruque ou des cheveux greffés mettent-ils leur vie en danger en perturbant le refroidissement de leur cerveau ? Non, répond le chercheur de l'Université Laval : « La société moderne nous permet de lutter contre la chaleur par toutes sortes de moyens, les climatiseurs par exemple. Et on ne va plus dans les champs à la pioche, c'est fini ça. L'agriculteur est sur son tracteur, donc produit moins de chaleur et est moins menacé d'hyperthermie que celui qui devait travailler à la faux. »

(1) Résumé d'une communication présentée au 66e congrès de l'ACFAS, mai 1998. Voir aussi Cabanac, M. & Brinnel, H. BEARDS, BALDNESS, AND SWEAT SECRETION, *European Journal of Applied Physiology*, 1988, vol. 58.

POURQUOI NOTRE PLANIFICATION FISCALE EST-ELLE DIFFÉRENTE ?

DEMANDEZ A JOCELYNE ROY



Les étés à la plage ont toujours été très précieux pour Jocelyne Roy. C'est pourquoi nous aidons Jocelyne à s'assurer qu'elle et sa famille jouissent d'une réelle quiétude financière.

Nos représentants

Comme l'a découvert Jocelyne Roy, nous prenons le temps qu'il faut pour bien comprendre ce qui compte vraiment dans votre vie. Notre représentant travaille main dans la main avec vous afin de mettre sur pied un programme financier diversifié à long terme qui tient compte non seulement de vos besoins et de vos objectifs, mais aussi de votre planification fiscale. Des fonds de placement en passant par les prêts hypothécaires jusqu'aux assurances personnelles, tout est pensé.

Nos solutions

Pour Jocelyne, cela se traduit par un FERR et un plan successoral fait sur mesure en fonction de ses besoins. Ainsi, elle pourra laisser à sa petite-fille préférée un château de sable qui résistera aux marées tout au long de l'été.

Téléphonez-nous sans frais au 1 888 746-6344 ou visitez notre site Internet au www.investorsgroup.com.

IG Groupe Investors
Les Services Investors Limitée.

** Marque de commerce de Groupe Investors Inc. Droit de conseil en conseil à ses clients agréés.

Danger pour les fumeurs passifs

Agence France-Press
WASHINGTON

Des non-fumeurs placés pendant une demi-heure dans une salle enfumée par les cigarettes perdent de leurs réserves d'anti-oxydants, des substances protégeant contre les maladies cardiaques, indique une étude publiée dans la dernière livraison de *Circulation*, le journal de l'Association américaine de cardiologie.

« Cette étude démontre comment le fait de fumer passivement peut accroître le risque de maladies coronariennes, une cause majeure de crise cardiaque », écrit le principal auteur de l'étude, le Pr Timo Kuusi, de l'hôpital de l'Université d'Helsinki.

Les anti-oxydants, comme la vitamine C, neutralisent certains radicaux libres, des molécules se trouvant dans la fumée du tabac et qui peuvent se combiner avec le cholestérol contenu dans le sang et l'oxyder.

Ce « mauvais » cholestérol oxydé peut alors se fixer sur les parois des vaisseaux sanguins, créant des plaques qui risquent de les bloquer, ou bien de créer des caillots de sang provoquant une attaque cardiaque ou une congestion cérébrale.

HONDA

Chez Spinelli Honda à LaSalle
Le seul concessionnaire à vous offrir la

Location tout inclus!

A partir de 4,8%

de financement jusqu'à 60 mois

Transport et préparation inclus ✓

Garantie prolongée Honda plus inclus ✓

Changement d'huile pour la durée du bail inclus ✓

Réservoir plein à la livraison inclus ✓

Prime fidélité Spinelli inclus ✓

Service de navette inclus ✓

Véhicule de courtoisie disponible*

0 \$ comptant à la location disponible

Spinelli Honda vous garantit toujours le meilleur prix!!!

* Certaines conditions s'appliquent.

L'ÉQUIPE SPINELLI

SPINELLI HONDA

1050, rue Lapiere, LaSalle (coin Laverendrye)
366-6565
1(888)275-6565

Une escapade chaque fin de semaine... avec Avis.



1000 KILOMÈTRES GRATUITS

Tarif pour une fin de semaine de 4 jours

89,99\$

Véhicule intermédiaire

Demandez le code tarifaire XB

15¢ par km additionnel

Location Avis, c'est une équipe, et elle met du cœur à faire toujours mieux. Rendez votre fin de semaine aussi mémorable que possible en louant un véhicule de catégorie intermédiaire, comme une spacieuse Chevrolet Malibu, pendant 4 jours pour 89,99 \$*, et profitez de 1000 kilomètres GRATUITS. Cueillez votre véhicule en tout temps à partir de midi le jeudi et retournez-le le lundi. Nous vous remettons en plus 2 coupons GRATUITS échangeables contre 2 billets pour toute partie à domicile des Expos en 1998. Le tarif spécial et les coupons en prime sont offerts dans les succursales participantes à Montréal.*

Optez donc pour Avis! On vous en donnera plus pour votre argent et vous voyagerez en toute tranquillité d'esprit grâce au service personnalisé et chaleureux de Avis, qui comprend : les «Petites attentions»SM, l'assistance routière 24 heures sur 24, le service PreferredSM et le service Roving Rapid ReturnSM. Voyez par vous-même ce qu'on entend lorsqu'on dit que Location Avis, c'est une équipe, et elle met du cœur à faire toujours mieux. Appelez 1 800 321-3652 pour obtenir de plus amples détails ou pour réserver, ou encore, visitez notre site Web au www.avis.com.

Obtenez 2 billets GRATUITS pour toute partie à domicile des Expos en 1998

Réservez une location Avis de deux jours, y compris une location de fin de semaine de 4 jours dans le cadre de notre offre spéciale, et recevez 2 coupons échangeables contre 2 billets pour une partie à domicile des Expos lors de la saison estivale 1998. Les deux billets d'estrades populaires sont situés au village olympique de 1998. Les coupons et les billets sont fonction de la disponibilité. Avis est fière d'être la compagnie officielle de location de voitures des Expos en 1998.

LE WEEK-END AVIS

Adhérer au Club Le Week-end Avis dès aujourd'hui et gagner des journées de location de véhicules GRATUITS.

L'équipe de Avis vous permet de planifier vos déplacements en toute tranquillité grâce à ses tarifs spéciaux de fin de semaine. Profitez de ces tarifs réduits en réservant votre location de fin de semaine avec Avis et profitez de tarifs réduits dans les hôtels Holiday Inns et Travelodge.

AVIS

On y met du cœur.

*RENDEZ-VOUS À L'UNE DES SUCCURSALES AVIS SUIVANTES : • Montréal : 1225, rue Metcalfe 866-7906 • 505, de Maisonneuve Est 288-9334 • Aéroport de Dorval 636-1902 • Aéroport de Mirabel 476-3481 • Pointe-Claire : 215, boul. Hymus 697-1813 • Longueuil : 100, Place Charles-Lemoyne, bureau 104 646-4636

*Tarif offert dans les succursales participantes à Montréal. Les véhicules sont fonction de la disponibilité. Deux coupons par contrat de location seulement. Certaines périodes d'interdiction s'appliquent. Tarif en vigueur jusqu'au 17 juillet 1998.

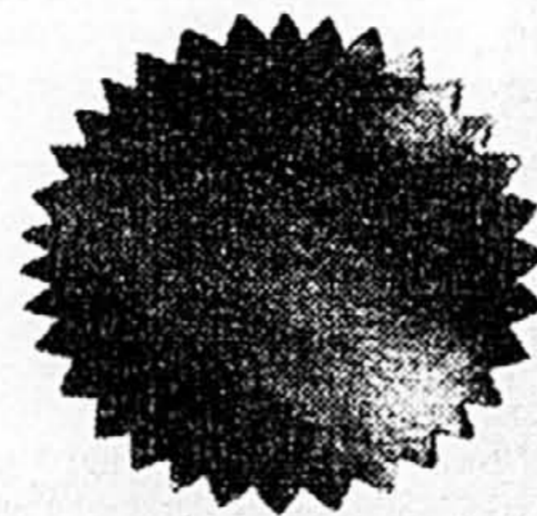
Avis loue des voitures GM. © 1998 Aviscar Inc.

LA Garantie Saturn de remboursement 30 jours

NOUS VOULONS QUE VOTRE SATISFACTION SOIT TOTALE.

Si, pour quelque raison que ce soit, votre Saturn 1998 ne vous donne pas pleine et entière satisfaction, vous pouvez l'échanger contre une autre Saturn ou obtenir le remboursement intégral du prix d'achat. Il suffit de rapporter votre Saturn avant 30 jours ou 2500 kilomètres, selon la première éventualité.

 SATURN



30 jours pour vous demander pourquoi
vous n'avez pas acheté une Saturn plus tôt.

Pour faire tout autrement



Notre garantie de remboursement de 30 jours ou 2 500 kilomètres vous donnera tout le temps voulu pour vous rendre compte sans l'ombre d'un doute que vous auriez dû être propriétaire d'une Saturn depuis bien longtemps. La garantie exclusive de remboursement de 30 jours ou 2 500 kilomètres, c'est la façon Saturn de faire les choses tout autrement.

164 \$/mois*

Bail de 36 mois.
2000 \$ comptant ou 14 643 \$†
(transport et préparation à la route inclus)

La Saturn SL 1998 (Boîte de vitesses manuelle)	
Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
164 \$	2000 \$
194 \$	1000 \$
224 \$	0 \$

Climatiseur 20 \$ de plus par mois



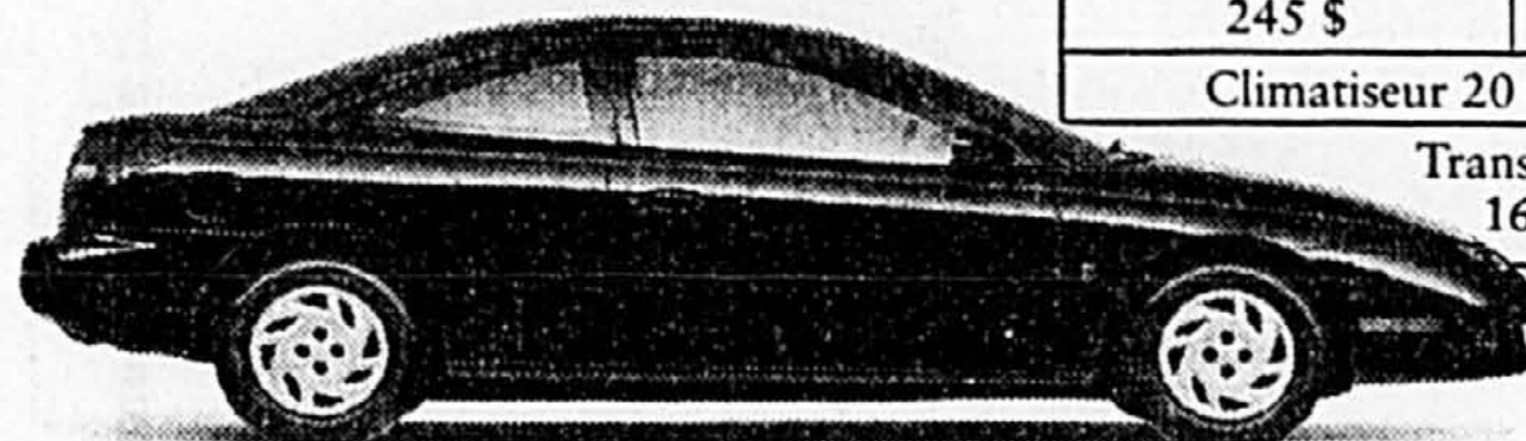
185 \$/mois*

Bail de 36 mois.
2000 \$ comptant ou 16 873 \$†
(transport et préparation à la route inclus)

La Saturn SC1 1998 (Boîte de vitesses manuelle)	
Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
185 \$	2000 \$
215 \$	1000 \$
245 \$	0 \$

Climatiseur 20 \$ de plus par mois

Transmission automatique
16 \$ de plus par mois



*Ces mensualités sont calculées sur un bail de LocationPlus de 36 mois et comprennent le transport (455 \$) et la préparation à la route. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement plus taxes vous sera demandé. Par ailleurs, le versement initial à payer sera selon l'option choisie. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents (basé sur un programme de bas kilométrage). Voyez votre détaillant Saturn pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et des mensualités convenant à votre budget. † PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Pour tous les détails, communiquez avec le détaillant Saturn le plus près ou composez le 1 888 4SATURN.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
437-6317

West Island Saturn Saab Isuzu
10333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
684-3161
(Entre des Sources et Aut. 13)

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
672-2500

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
342-2222
(Angle Van Horne)

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
964-1374

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
861-2000
(Angle Cathcart et McGill College)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
385-9191

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
385-7222
www.mondial-ssi.com

Politique

Le PQ et l'ADQ gonflent la liste de leurs membres, selon le DGE

La contribution moyenne des donateurs ne cesse d'augmenter

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

L'Action démocratique du Québec soutient avoir 10 000 membres, mais seulement 2000 personnes ont payé une adhésion au parti de Mario Dumont en 1997.

Au Parti Québécois, 86 000 personnes ont payé une carte de membre, bien moins que le chiffre officiel de 200 000 membres pour le parti de Lucien Bouchard.

C'est ce qui ressort du dernier rapport annuel du directeur général des élections, Me François Casgrain. Pour l'année 1997, seul le Parti libéral a des recettes d'adhésion qui correspondent au nombre de membres qu'il prétendait avoir l'an passé, soit 60 000.

À l'ADQ comme au PQ, on soutient que le nombre des adhésions dans une année ne tient pas compte des membres qui ont acheté une carte pour plus d'un an.

En outre, soulignent MM. Jacques Hébert, de l'ADQ, et Michel Léveillé, du PQ, un membre n'est pas automatiquement radié des lis-

tes quand sa carte de membre vient à échéance — une période de « balottage » de 90 jours est prévue.

Mais, pour Me Casgrain, sans être d'une précision absolue, le nombre des adhésions dans un an « donne quand même une idée du nombre de membres parce que les premiers 5 \$ (de contribution) va toujours pour l'adhésion ». Pour Octavio Soares, son adjoint au financement, le nombre de membres qui prennent une carte de membre pour plus d'un an est toujours marginal dans un parti politique, car le renouvellement annuel fait partie de la stratégie de financement.

Selon le rapport du DGE, le parti Égalité a recueilli 5800 \$ en adhésions en 1997, soit un peu plus de 1000 membres à 5 \$.

Le rapport du DGE montre aussi que la contribution moyenne des donateurs augmente sans cesse. En 1997 les sympathisants péquistes donnaient 100 \$ en moyenne — 38 337 dons pour 3,8 millions de dollars amassés. L'année précédente, la moyenne était de 83 \$ et de 77 \$ en 1995.

Pour le PLQ, la contribution moyenne est de 146 \$: 17 000 donateurs ont contribué pour 2,4 millions en 1997. Le parti alors dirigé

par Daniel Johnson voyait le nombre de ses donateurs diminuer d'année en année depuis les élections de 1994. Ils étaient 27 000 en 1995, 20 000 en 1996 et 17 000 l'an passé.

Entre 1996 et 1997, les contributions de plus de 200 \$ au PLQ avaient diminué du quart, passant de 3800 à 2800. Pour le PQ, le nombre de ces donateurs avait augmenté passant de 2900 à 3300.

Au bilan, le Parti québécois a deux millions de dollars d'actifs, en tenant compte des caisses dans les comités. Le PLQ a 2,7 millions, largement centralisés. L'Action démocratique est de 27 000 \$ dans le rouge.

Le Parti libéral fait toujours beaucoup de réunions au prix d'entrée élevé. Le PQ a renoncé à cette pratique avec laquelle il avait flirté peu avant les élections de 1994. Les libéraux ont tenu six événements dont le prix d'entrée était de plus de 1000 \$ et neuf entre 500 \$ et 1000 \$. Le PQ a tenu un seul cocktail à plus de 500 \$.

Les trois partis représentés à l'Assemblée nationale se partagent 95 % des revenus et 94 % des dépenses des 17 partis politiques reconnus par le DGE.

Élections scolaires: 28 commissions scolaires n'ont toujours pas de candidats

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne, QUÉBEC

Les élections scolaires du 14 juin prochain sont loin de soulever l'enthousiasme des électeurs québécois.

Seulement 763 personnes ont soumis leur candidature jusqu'ici, alors qu'il y a 1306 postes à combler, a révélé hier le directeur des élections, Me François Casgrain.

Il ne reste qu'une semaine pour se porter candidat puisque la date limite pour la présentation des candidatures est le 31 mai.

Si les élections scolaires avaient lieu aujourd'hui, il n'y aurait aucun scrutin ni même élection par acclamation dans 28 des 69 commissions scolaires, a indiqué Me Casgrain. Ces 28 commissions scolaires sans candidats actuellement connus comprennent trois commissions scolaires anglophones.

Dans les cas où aucune candidature ne se serait manifestée, la loi prévoit que c'est la ministre de l'Éducation qui comblera le poste 30 jours plus tard en nommant elle-même un commissaire.

Notons que dans le passé, les élections scolaires ne suscitaient pas beaucoup d'intérêt chez les électeurs. En 1994, seulement 14,8 pour cent des électeurs inscrits se sont présentés aux urnes à la Commission scolaire de Montréal.

Par ailleurs, Me Casgrain a répliqué à la plupart des critiques qui lui ont été adressées dans les médias d'information anglophones au sujet de l'organisation des élections scolaires du 14 juin.

Par exemple, des électeurs prétendaient avoir de la difficulté à apporter des modifications à leur inscription sur la liste électorale.

Il y a pourtant deux fois plus de bureaux de révision ouverts, soit 1400 bureaux, que lors d'une élection provinciale, a fait valoir Me Casgrain.

Le DGE a rappelé que les électeurs pouvaient procéder par le poste s'ils désiraient s'inscrire pour voter à une commission scolaire anglophone.

Des dépliants personnalisés ont été transmis à plus de trois millions de foyers québécois au sujet des élections scolaires.

De plus, le directeur des élections n'a pas été capable de fournir la liste des électeurs aux candidats 40 jours avant le scrutin. Cette liste leur a été fournie avec une semaine de retard.

Mais c'est amplement suffisant pour ne pas brimer les droits des candidats, si on considère que lors des élections scolaires précédentes, les candidats n'étaient saisis de la liste électorale que 20 jours avant le scrutin. Ce délai est de 28 jours lors des élections provinciales et de 27 jours aux élections municipales.

PROFITEZ DE L'OFFRE MICROTEC ET OBTENEZ UN SCP FIDO GRATUIT*!

LE MOIS DE LA PRÉVENTION MICROTEC

RABAIS DE 400\$
JUSQU'AU 31 MAI

SEULEMENT **199⁹⁵\$**
VENDU ET INSTALLÉ



COMPREND TOUTES CES COMPOSANTES :

- 1 panneau de contrôle 6 zones • 1 détecteur infrarouge haute-technologie
- 2 contacts encastrés pour porte ou fenêtre • 1 clavier avec piezo intégré
- 1 sirène 15 watts murale • 1 batterie 12 volts, 7 ampères • 1 transformateur
- 1 antineutralisateur type CA38A • 7 autocollants de prévention

Basée sur un contrat de télésurveillance de 60 mois à 19,95 \$ par mois. Marché résidentiel seulement. FRAIS SUPPLÉMENTAIRES POUR MARCHÉ COMMERCIAL.



GRATUIT! fi do
Nokia 2190 avec puce incluse.
Quantité limitée.

*Certaines conditions s'appliquent.

SERVICE DE PRÉVENTION MICROTEC

CHEF DE FILE EN SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

Commandez maintenant **1 800 459-0911**

Nos téléphonistes prendront vos appels tous les jours, entre 9 h et 21 h.

Disponible également :

CENTRE DE DOMOTIQUE



Promenades St-Bruno

TOYOTA
LES JOURS ÉTIQUETTE ROUGE SE TERMINERONT BIENTÔT!

La toute nouvelle **Corolla VE '98**



199\$ /mois 48 mois 1299\$ acompte
229\$ /mois 48 mois 0\$ acompte
5 Vitesses - Dir. Assistée - 4 portes - AM/FM Radio Cass. - et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

Camry CE '98



259\$ /mois 48 mois 2999\$ acompte
279\$ /mois 48 mois 1999\$ acompte
4 cyl. - Auto. - Groupe élec. - Rég. de vitesses et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

Avalon XLS '98



419\$ /mois 48 mois 4999\$ acompte
439\$ /mois 48 mois 3999\$ acompte
V6 - 4 portes - 200 cv. - Intérieur de cuir - A/C - AM/FM Radio Cass. + DC - Freins ABS - et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

La toute nouvelle **Sienna '98**



279\$ /mois 48 mois 3799\$ acompte
299\$ /mois 48 mois 2799\$ acompte
V6 - 194 ch. - Freins ABS - A/C - 7 Passagers - AM/FM Cass. - et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

Rav 4 '98



269\$ /mois 48 mois 1299\$ acompte
299\$ /mois 48 mois 0\$ acompte
4 portes - 127 ch. - 5 vitesses - 4x4 - 2 coussins gonflables - AM/FM Radio Cass. - et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

4 Runner SR5 '98



359\$ /mois 48 mois 4999\$ acompte
379\$ /mois 48 mois 3999\$ acompte
6 cyl. - 183 cv. - 5 vit. - Groupe élec. - Pneus 16 pouces - AM/FM Radio Cass. 4 h.p. - et beaucoup plus...
Trans. et prép. inclus

* Les baux sans obligation d'achat sont conçus de façon à s'ajuster à vos besoins spécifiques. Vous pouvez réduire vos paiements mensuels ou utiliser votre véhicule en échange.

* Ce que vous devez savoir: L'immatriculation, les taxes et l'assurance ne sont pas comprises. Cette offre s'adresse aux particuliers accrédités. Dépôt de sécurité requis. Vous pouvez aussi louer sans paiement initial. Offre valide sur véhicules en inventaire seulement.

1000\$
de remise à tous les acheteurs qui louent les modèles conventionnels à 12000\$

L'ÉQUIPE SPINELLI

SPINELLI TOYOTA

561, boul. St-Joseph Lachine
634-7171
1 800 352-6111

FAIRVIEW TOYOTA

10, Auto Plaza, Pointe-Claire
694-1510
1 800 326-1510

www.spinelliauto.com

Politique

Carrefour jeunesse-emploi a aidé 11 000 jeunes à trouver un emploi

Presse Canadienne

L'heure est au bilan pour Carrefours jeunesse-emploi, le premier depuis la création, il y a plus de deux ans, de ce service d'aide à l'intégration sociale et professionnelle destiné aux jeunes de 16 à 35 ans.

Pour l'occasion, leur titulaire, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Louise Harel, a annoncé, hier, que 16 autres Carrefours s'ajouteront aux 83 déjà existants qui seront prochainement reliés par Internet.

Depuis décembre 1997, Carrefours jeunesse-emploi a bénéficié d'un soutien gouvernemental de près de 30 millions. Pour la seule année 1998-1999, le gouvernement du Québec entend fournir 27,7 millions.

Pas moins de 35 000 jeunes de toutes les régions du Québec ont utilisé les services d'un des Carrefours pour reprendre confiance en eux, retourner aux études, s'insérer au marché du travail, partir une entreprise ou simplement apprendre à se trouver un emploi.

De ce nombre, 11 000 jeunes ont trouvé un emploi, parfois saisonnier, à temps partiel ou à temps complet pendant que 5000

autres ont opté pour un retour aux études.

La ministre Harel a souligné la mise à contribution d'enseignants retraités qui ont accepté de parrainer des jeunes pour les encourager à demeurer aux études, la production de journaux, de pièces de théâtre et de vidéos.

Pour sa part, M. Richard Desjardins, du Carrefour de Matawanie-Montcalm, a expliqué qu'un des gages de succès de ce groupe est de demeurer branché sur le milieu de façon à s'adapter rapidement aux besoins des jeunes.

Ainsi, le carrefour a mis en place une entreprise d'insertion dans la restauration après avoir appris qu'une école primaire de la région n'avait reçu aucune soumission pour son service de cafétéria.

Dans la région d'Abitibi, des jeunes ont développé une entreprise de production vidéo au service d'entreprises, d'autres jeunes, fous d'informatique, ont appris à développer un service de recherche sur Internet pour les entreprises.

Pour savoir comment joindre le Carrefour jeunesse-emploi de sa région, il suffit de communiquer avec Communication-Québec.

Goldbloom place beaucoup d'espoir dans la gestion scolaire des francophones

JULES RICHER

de la Presse Canadienne, OTTAWA

En traçant le bilan de son septennat, le commissaire aux langues officielles Victor Goldbloom, qui tire sa révérence dans quelques semaines, affiche un optimisme renouvelé face à l'avenir des francophones hors Québec.

Son optimisme prend source dans des victoires importantes ces dernières années: l'obtention par les francophones de la gestion de leurs écoles dans plusieurs provinces.

« Je suis plus optimiste aujourd'hui qu'il y a sept ans. J'ai assisté et, j'ose dire, participé à la mise en place de ressources importantes, soit la gestion scolaire », a-t-il expliqué, hier, après avoir témoigné pour la dernière fois probablement comme commissaire devant le comité mixte, Chambre des communes et Sénat, des langues officielles.

Le mandat de sept ans de M. Goldbloom à la tête du Commissariat aux langues officielles se termi-

ne à la fin juin. Malgré son désir de continuer à occuper le poste, il ne s'attend pas à ce qu'on requiert à nouveau ses services. « Les rumeurs veulent que le Parlement soit appelé à prendre en considération une nomination qui ne sera pas la mienne », a-t-il indiqué.

Forcées par des décisions de la Cour suprême du Canada, plusieurs provinces (Manitoba, Saskatchewan, Alberta) ont dû accorder ces dernières années aux francophones la gestion de leurs écoles. Il s'agit d'une victoire importante, de l'avis de M. Goldbloom.

« Nous sommes en meilleure posture. Nous pouvons répondre de façon utile (aux parents) qui ont hésité à envoyer leurs enfants à une école de langue française, jugeant peut-être que, les décisions étant prises par un conseil scolaire à majorité anglophone (...), cela ne correspondait pas à leurs objectifs pour leurs enfants », a-t-il expliqué.

M. Goldbloom s'attend à ce que les chiffres du prochain recensement, celui de 2001, soient un peu plus encourageants pour les francophones hors Québec, grâce aux effets de l'obtention de la gestion scolaire.

À l'heure actuelle, il est clair que l'assimilation guette plus que jamais les francophones, a-t-il admis devant le comité mixte sur les langues officielles. Le phénomène est là et visible à chaque recensement.

D'autres éléments pourraient militer également en faveur des francophones, a noté M. Goldbloom.

Ainsi, rappelle-t-il, le nombre de centres communautaires francophones est passé de 5 à 15 depuis le début des années 90. Autre point positif: l'Association des radios communautaires (ARC) francophones vient tout juste de s'organiser en réseau, ce qui lui permettra d'améliorer les conditions de diffusion de ses membres.

Pour sa part, le député bloquiste Louis Plamondon, un des membres du comité mixte, a tenu à affirmer que M. Goldbloom est plus optimiste que réaliste. Selon lui, les chiffres ne mentent pas: le renouvellement des générations chez les francophones hors Québec ne se fait pas. Il s'agit d'une population qui vieillit de plus en plus.

Contrairement à M. Goldbloom, le député bloquiste ne voit pas comment la situation pourrait se rétablir.

PASSEZ EN TÊTE!

CETTE OFFRE PREND FIN LE 31 MAI.

BERLINE ACCORD 1998

2688\$*

par mois, location 48 mois
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



GARANTIE 5 ANS • 100 000 KM

- Air climatisé
- Transmission automatique
- Régulateur de vitesse
- Radio AM/FM stéréo cassette
- Antivol immobilisateur
- Et bien plus...

ou **5,8%****

SUR FINANCEMENT D'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS SUR TOUTES LES BERLINES ACCORD 4 CYLINDRES NEUVES.

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Accord DX 1998 (modèle CF864W) neuve. Échange ou comptant de 1 950 \$, la première mensualité et un dépôt de garantie de 325 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. **Programme de financement de H.C.F.I. à 5,8 % offert à l'achat de tous les modèles berlines Accord DX, LX et EX 4 cylindres 1998 neufs pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Photo à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION.



Cyberpresse

LUNDI

Courrier

MARDI

Silicon Valley

MERCREDI

Internet

JEUDI

Logiciels

VENDREDI

Technologie

Fry's : le plus mauvais service aux clients, mais...



Martyne Pagé

collaboration spéciale

Les gens qui rêvent de voir Silicon Valley et qui s'y rendent enfin doivent souvent constater qu'il n'y a en fait pas grand chose à voir. Ils repartent déçus avec le sentiment d'avoir passé tout droit, comme si l'endroit dont on parle si souvent dans les médias n'avait pas d'existence physique réelle. Pour saisir véritablement l'esprit de la Vallée, ses contradictions et son originalité, une simple visite à l'un des quatre magasins d'équipement informatique Fry's de la région devrait suffire.

Créée en 1985 par les trois fils d'un épiciers californien millionnaire,

la chaîne des Fry's Electronics Superstore est une institution incontournable dans la Vallée, et les autobus de touristes s'y arrêtent maintenant à la dizaine. Haut lieu du kitsch et de la surabondance à l'américaine, chaque magasin Fry's affiche son propre thème dans une esthétique qui n'est pas sans rappeler celle des hôtels de Las Vegas : temple Maya, saloon western, station spatiale et le tout nouveau « musée de l'histoire de l'électronique à Silicon Valley » ouvert récemment à Sunnyvale, avec photos de célébrités de la Vallée et équipement informatique obsolète recouvrant le peu d'espace laissé par la marchandise à vendre.

Et de la marchandise, il y en a partout. Aux disques durs, câbles optiques, lecteurs de cédérom et logiciels se mêle tout ce qui est essentiel pour la vie des nerds de la Vallée : boisson gazeuse, junk food, crème à raser, magazines informatiques et pornographiques et disques compacts. Les stationnements sont remplis à toute heure du jour et les immenses allées sont envahies par les maniaques d'équipement informatique qui doivent se pousser du coude pour pouvoir jeter un coup d'oeil sur la marchandise. Il n'est

pas facile de trouver ce qu'on cherche chez Fry's, encore moins d'y obtenir l'aide d'un commis, et quand on a enfin trouvé ce que l'on désire, on doit souvent attendre de 30 à 40 minutes à l'une des nombreuses caisses afin de pouvoir enfin acheter sa marchandise. Et ce n'est que le début de l'aventure.

Fry's est réputé pour ses bas prix, pour la variété de produits disponibles, mais aussi pour la mauvaise qualité de son service à la clientèle. La réputation d'incompétence et d'impolitesse du personnel du magasin prend des proportions telles que Yahoo consacre une section de son guide Internet aux sites Web relatant les expériences de clients frustrés par Fry's⁽¹⁾. Fait intéressant et révélateur, la chaîne Fry's n'a pas encore créé son propre site Web, et taper www.frys.com sur un fureteur génère un message d'erreur standard, sans plus de détails, une expérience qui somme toute s'apparente à celle de l'interaction avec leur service à la clientèle.

Les sites consacrés à Fry's décrivent des expériences de consommateurs qui tiennent du burlesque. Le vol de marchandise par les employés des magasins d'équipement

électronique est un phénomène connu et Fry's prend tous les moyens pour éviter les pertes de revenus qui y sont attachées en créant un véritable état policier dont sont souvent victimes les clients eux-mêmes. On doit souvent présenter deux cartes d'identité en plus de sa carte de crédit pour un achat de plus de 200 \$. Des caméras de surveillance veillent sur les lieux et les reçus sont vérifiés une deuxième fois à la sortie. S'il est quelquefois difficile d'effectuer un achat, les retours de marchandise constituent une véritable épreuve de patience, souvent gagnée par le personnel de Fry's.

Fry's ignore toutes les règles de base du service aux consommateurs et ne cherche ni à s'excuser ni à se justifier et les dirigeants de la chaîne refusent tout bonnement de s'adresser à la presse. Pourquoi changer une formule quand elle est gagnante ? Même ceux qui ont créé des sites Web pour se plaindre de Fry's l'avouent avec honte : ils y retournent malgré tout pour faire le plein d'emplètes informatique à bon prix. La moyenne du chiffre d'affaires des 16 magasins fut de 85 millions l'an dernier, ce qui fait de Fry's un des vendeurs les plus im-

portants dans son domaine aux États-Unis.

Qu'est-ce qui pousse ces branches de l'informatique à retourner dans une telle chaîne qui leur offre une variante sado-masochiste de la vente au détail ? Certains ont émis l'hypothèse que le succès de Fry's tient à la culture des technophiles de Silicon Valley qui s'enorgueillissent du fait qu'un tel concept de magasin ne pourrait survivre que dans leur milieu, là où le client en sait toujours davantage que n'importe quel commis, même si chez Fry's, ultimement, ce même client n'a jamais raison.

(1) Les expériences des clients de Fry's : sfbay.yahoo.com/Community/Cyberculture/Fry_s_Electronics_Fun/index.html

On peut joindre Martyne Pagé à : martyne@hotmail.com



Les articles de Cyberpresse sont maintenant archivés tous les lundis sur le site de l'émission *Cl@ir et Net* de la radio de Radio-Canada, www.radio-canada.com/radio/clairnet

CYBER EXPRESS

Nouvelle encyclopédie

Après sept années de recherche, de rédaction et de création multimédia, la maison Hachette a finalement accouché de son bébé. Abondamment illustré, multimédia oblige, on trouve dans ce cédérom encyclopédique des photos et gravures (6000), une centaine d'images animées, des extraits sonores, etc. De plus, on a regroupé 100 000 articles dont 37 000 encyclopédiques, et un dictionnaire avec 63 000 définitions. Tous les mots sont des hyperliens et plusieurs mènent à des thèmes associés ou à

des sites Internet complétant l'information. L'encyclopédie entend mener un dur combat à *Encarta* de Microsoft et *Découvertes* de Liris Interactive. On la trouve au Québec depuis le week-end.

ENCYCLOPÉDIE HACHETTE MULTIMÉDIA, de Hachette. Pour Mac et PC. Prix : 120 \$

Pour tout savoir sur l'inforoute

Une autre encyclopédie, celle-ci faite au Québec, a été présentée par Concept-Action Multimédia. *L'Encyclopédie de l'inforoute* est un produit sérieux qui n'a rien des ouvrages légers qui apprennent à manipuler la souris ou le clavier. Ici, on décor-

te les outils (comment se servir d'un fureteur, du courrier électronique ou faire de la recherche sur le Web), mais on fait également la lumière sur les dessous des inforoutes. Le tout, avec la voix de Charles Tisseyre en sourdine et l'apport des journalistes des émissions *Branché* et *Découverte*. L'ouvrage devrait plaire à des institutions scolaires ou des entreprises qui veulent donner à leurs employés tous les moyens de se familiariser avec les inforoutes. Il est aussi exportable, ce qui servira sans doute à rentabiliser les 200 000 \$ accordés par le Fonds de l'autoroute de l'information.

L'ENCYCLOPÉDIE DE L'INFO-

ROUTE, de Concept-Action Multimédia. Pour PC. Prix : 70 \$

Internet pour les profs

Les enseignants, qui cherchent des ressources sur Internet, ne sont pas en manque. Des dizaines d'entreprises, d'organismes et de profs intentionnés ont publié des ouvrages guidant vers des applications pédagogiques à partir du grand Net. Mais au-delà des questions pratiques reliées au branchement et à la découverte d'outils pertinents, quelles seront les conséquences sur l'apprentissage ? Un nouvel ouvrage traduit de l'anglais vient de paraître grâce à une collaboration de Vidéotron et Beauchemin. On tente de répondre à cette question et aux

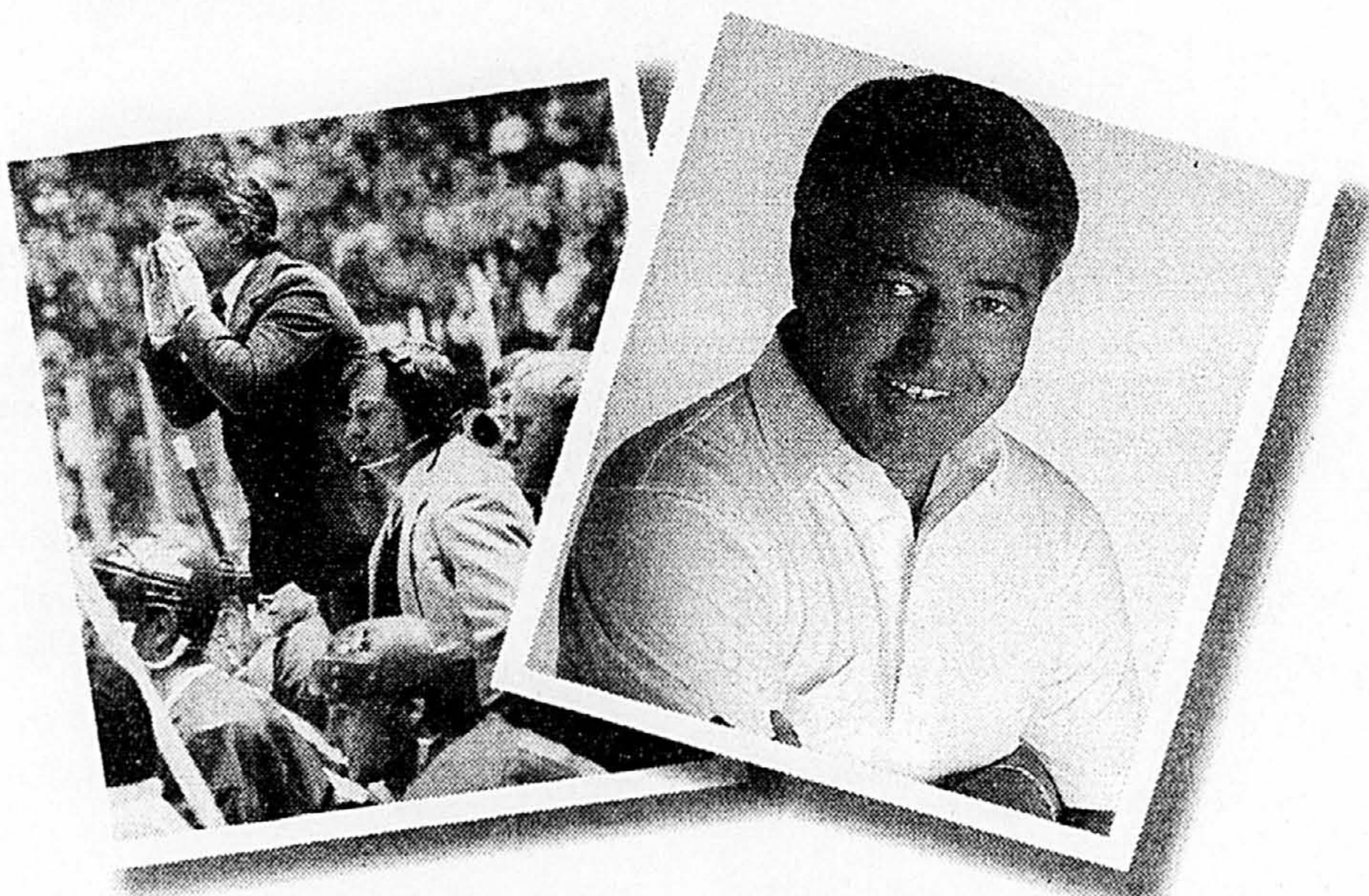
autres d'ordre pratique qui préoccupent les enseignants qui n'ont pas encore pris le virage Internet. Le livre, dont la préface est signée par Marcel Labelle, une sommité en la matière transplanté de la CECM chez Vidéotron il y a deux ans, offre des pistes aux non-branchés comme ceux qui veulent bonifier le réseau. L'ouvrage est plutôt sérieux et ne regorge pas d'illustrations. Mais il guidera les enseignants vers une classe résolument tournée vers Internet.

INTERNET POUR LES PROFS, de Ann Heide et Linda Stilborne, 24,95 \$

Marie-Andrée Amiot technologie@lapresse.ca

MICHEL BERGERON

s'y connaît en matière de risques de crise cardiaque...
Vous devriez vous y connaître aussi!



Jamais il n'a pensé qu'il serait victime d'une crise cardiaque à 44 ans. Maintenant, en connaissant le risque auquel l'expose l'hypercholestérolémie, Michel prend les mesures nécessaires pour prévenir une deuxième crise cardiaque.

Une personne sur trois succombe à une première crise cardiaque sans avoir su qu'elle était exposée à un risque.

Un médicament en particulier, associé à une bonne alimentation et un mode de vie sain, peut réduire le risque d'une première crise cardiaque de 31 %, et celui d'une deuxième de 62 %.

Téléphonez dès maintenant... si vous ne le faites pas pour vous, faites-le pour votre famille!

Évaluation GRATUITE de votre risque de subir une crise cardiaque
Parlez-en à une infirmière compétente

1-888-545-RISK
(7475)

Ligne de prévention



des crises cardiaques

Centre pour le cœur
Bristol-Myers Squibb

www.yourheart.com

L'infirmière virtuelle maintenant sur le Web

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a franchi hier un pas dans le cyberspace par le lancement de *L'infirmière virtuelle en téléconsultation* (www.infirmiere.net). Comme premier volet de ce site d'enseignement en français sur les soins infirmiers, l'Ordre a choisi les chirurgies d'un jour ou de court séjour en attendant de développer d'autres champs cliniques.

L'infirmière virtuelle cherche à reproduire la relation infirmière-patient. Elle sécurise, soutient et prévient les questions qu'il est susceptible de se poser sur, par exemple, la préparation à effectuer en vue d'une chirurgie d'un jour, les soins à se donner au retour à la maison, les signes de complications et les ressources à consulter. « Elle offre à la population un accès nouveau et complémentaire à des soins infirmiers grâce à l'inforoute », affirme Gyslaine Desrosiers, présidente de l'OIIQ.

Les programmes de chirurgies d'un jour présentent beaucoup d'avantages. La personne est admise à l'hôpital le matin, subit son opération et rentre chez elle dans les heures qui suivent. Cependant, ils sont synonymes de nouvelles règles du jeu : prendre en main sa santé et ses soins plutôt que d'être pris en charge par le système de santé.

Or, il n'est pas rare de voir s'écouler plusieurs mois avant que la date de l'opération soit fixée. L'enseignement est loin, le moment venu, et certains hôpitaux ne sont pas en mesure d'offrir de visite préopératoire. L'infirmière virtuelle renseigne la population sur plus d'une soixantaine de chirurgies d'un jour.

SUPER VENTE

DE FIN D'ANNÉE
DÉMONSTRATEURS

APPAREILS USAGÉS

PORTATIFS

PC COMPATIBLES

APPLE

IMPRIMANTES

Tout doit être vendu

LES 28 ET 29 MAI 98
DE 10H À 21H

COOPSCO
COOP UQAM

280, Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1L4
Sur marchandises sélectionnées

EN BREF

Bourses du millénaire: le bâillon

Le gouvernement a imposé hier le bâillon pour limiter le débat sur le projet de loi C-36 qui met en oeuvre plusieurs mesures budgétaires, dont la création de la Fondation des bourses du millénaire. Les partis d'opposition ont mal accueilli ce geste mais le leader du gouvernement en Chambre, Don Boudria, estime qu'il devait être mis un terme au débat puisqu'il ne menait nulle part. « On a fait trois jours de débat à la deuxième lecture, le projet de loi a été étudié pendant plusieurs jours en comité parlementaire, le Reform Party a quitté la pièce sans considérer le projet de loi et le Bloc n'a pas présenté d'amendements », a-t-il expliqué. « Maintenant on en propose 106 à l'étape du rapport. Pas besoin d'être un génie en procédure parlementaire pour savoir que c'est un filibuster, ce n'est pas un débat. »

Stratégie contre le sida

Le gouvernement fédéral dévoilera cette semaine sa nouvelle stratégie nationale contre le sida, revue et corrigée pour mieux refléter le visage changeant de la maladie. Des groupes de pression disent avoir appris que le nouveau programme devrait davantage privilégier la prévention et la recherche que le traitement des patients, avec plus de fonds dirigés vers la compréhension des causes sociales responsables de la propagation du virus. « Je crois que les nouveaux objectifs de la stratégie constituent une approche plus globale du sida », a déclaré le directeur de la Société canadienne du sida, Russell Armstrong. Les libéraux fédéraux avaient promis, lors des élections de 1997, de verser 42,2 millions pour chacune des cinq années subséquentes dans le cadre d'une nouvelle stratégie destinée à remplacer le programme ayant pris fin au mois de mars dernier.

Loi antitabac

Une vingtaine de mémoires seront présentés devant la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi antitabac du ministre de la Santé, Jean Rochon. Les audiences publiques se tiendront demain, jeudi et vendredi au Salon rouge de l'Assemblée nationale. Des organismes comme le Festival international de jazz de Montréal, le Festival d'été de Québec et les Grands Prix de Montréal et de Trois-Rivières y seront entendus. Rappelons que la législation propose entre autres l'interdiction d'ici cinq ans de la commandite du sport automobile par les compagnies de tabac, un délai qui est réduit à deux ans pour tous les autres événements culturels. La commission parlementaire aura un impact déterminant sur le moment où la nouvelle législation pourra entrer en vigueur. Si Québec rencontre trop d'opposition à sa politique antitabac, l'adoption du projet de loi pourrait être reportée à l'automne.

McLellan nie tout complot

Il n'y a aucun complot gouvernemental visant à discréditer l'enquête sur les événements survenus en Somalie ou à présenter une défense moins qu'adéquante de ses conclusions en cour, a affirmé hier la ministre fédérale de la Justice, Anne McLellan. « Je rejette l'allégation de conspiration du revers de la main », a déclaré Mme McLellan en réponse au juge Gilles Létourneau, qui a présidé l'enquête et qui s'est plaint au sous-ministre de la Justice, George Thomson, que les avocats du gouvernement n'avaient pas correctement défendu le rapport final. La ministre affirme que son ministère a « défendu loyalement, rigoureusement et avec ferveur » la commission contre l'objection d'un officier qui avait été critiqué dans le rapport final. Mme McLellan s'est également inquiétée du fait que le juge Létourneau, qui siège à la Cour fédérale d'appel, ait écrit à un haut fonctionnaire du ministère de la Justice pour lui suggérer de choisir sa cour pour traiter l'appel. Elle a toutefois ajouté que « ce n'est pas une question que je désire débattre immédiatement ».

La Roumanie veut une entente de financement pour son nouveau réacteur Candu

Presse Canadienne OTTAWA

Le président roumain Emil Constantinescu veut une meilleure entente de financement avec le Canada avant de compléter la construction d'un deuxième réacteur nucléaire Candu dans son pays.

« Nous avons eu des discussions très franches et ouvertes sur la question », a déclaré M. Constantinescu, par l'entremise d'un interprète, après une rencontre avec le premier ministre Jean Chrétien, hier, à Ottawa.

« Les arrangements financiers ne sont pas à la satisfaction de la Roumanie. J'ai demandé une entente de financement plus favorable à mon pays », a-t-il ajouté.

M. Constantinescu n'a pas voulu entrer dans les détails, expliquant cependant que son gouvernement n'avait pas à offrir une garantie à 100 pour cent pour tout emprunt relié au projet.

La Roumanie veut également étaler les remboursements sur une plus longue période que celle proposée par le Canada.

Le ministre roumain de l'Industrie, Radu Berceanu, a déclaré que son pays exigeait un emprunt de 30 ans, avec une période de grâce de 10 ans, ainsi qu'une participation plus grande de la Roumanie dans les prises de décision et l'administration du projet.

Le premier ministre Chrétien semblait optimiste à la fin de la réunion, rappelant qu'il avait inauguré en personne le premier réacteur Candu entré en opération en Roumanie en 1996. Il s'agit en fait du seul réacteur de conception occidentale en Europe de l'Est.

« Je pense que cela nous encourage à poursuivre notre collaboration pour la construction du deuxième réacteur, a dit M. Chrétien. Et il pourrait y en avoir un troisième, un quatrième ou un cinquième, qui sait ? »

Énergie atomique du Canada espère vendre cinq Candus à la Roumanie, en vertu d'une entente signée avec l'ancien régime communiste de Nicolae Ceausescu, il y a une vingtaine d'années.

Après la chute des Ceausescu en 1989, la Roumanie avait exigé, et obtenu, des conditions de financement plus favorables du gouvernement conservateur de Brian Mulroney.

Au moment de l'entrée en service du premier réacteur, il y a deux ans, on estimait que le gouvernement canadien avait investi 1 milliard dans l'entreprise. De leur côté, les compagnies canadiennes avaient exporté pour 500 millions en matériaux.

Presque tout l'emprunt pour ce premier réacteur a été remboursé, mais pour finir le deuxième réacteur, complété à 40 pour cent, la Roumanie a besoin de 750 millions.

La grille du mois

La Presse et DICTIONNAIRES LE ROBERT

vous présentent la Supergrille du mois de **mai** 100 gagnants

mériteront le « Dictionnaire Étymologique du français », de la série Les Usuels du Robert et le fameux t-shirt « J'ai réussi ».

À surveiller dimanche

2637221

CE PRINTEMPS, LA MODE EST AUX PORTEFEUILLES QUE VOUS POUVEZ AGENCER À VOTRE GUISE. ET VOICI TROIS « MUSTS » OFFERTS POUR UN TEMPS LIMITÉ.

Le versatile Épargne rachetable

Souple et encaissable en tout temps, sa simplicité en fait un complément idéal pour pallier les imprévus qui peuvent survenir au quotidien. À ranger assurément au titre des placements pratiques.

Le style Épargne à terme 3 ans

Classique par définition, il vous donne l'assurance d'un placement garanti et d'un rendement supérieur aux différents types d'épargnes rachetables offerts sur le marché. Avec son option de rachat, c'est quasiment une obligation pour les gens qui souhaitent en obtenir plus pour leur argent.

Le chic Épargne à terme à rendement boursier

Très « in » pour la saison, ce portefeuille allie tout le potentiel de la bourse à la sécurité d'un capital garanti. Diversification oblige, il est offert pour des termes de 2 ans et plus en fonction des indices boursiers TSE 35, américain ou international.

Rendement annuel composé du TSE 35* depuis 2 ans, au 30 avril 1998 = **25,1%***

Pour les nouvelles tendances en placement, bienvenue à la caisse.

www.desjardins.com



*TSE 35 Index est une marque de commerce du Toronto Stock Exchange (TSE) et tous ses droits sont réservés. Le TSE n'est pas lié au produit Épargne à terme à rendement boursier Desjardins ni à tout autre produit financier offert par les caisses Desjardins, ni ne le recommande de quelque manière que ce soit. *Cette donnée se rapporte à un rendement antérieur et n'est pas garante du rendement futur.

loto-québec résultats

BANCO Tirage du 98-05-25
8 11 12 17 30
32 34 35 37 39
40 41 46 50 55
57 59 61 67 70

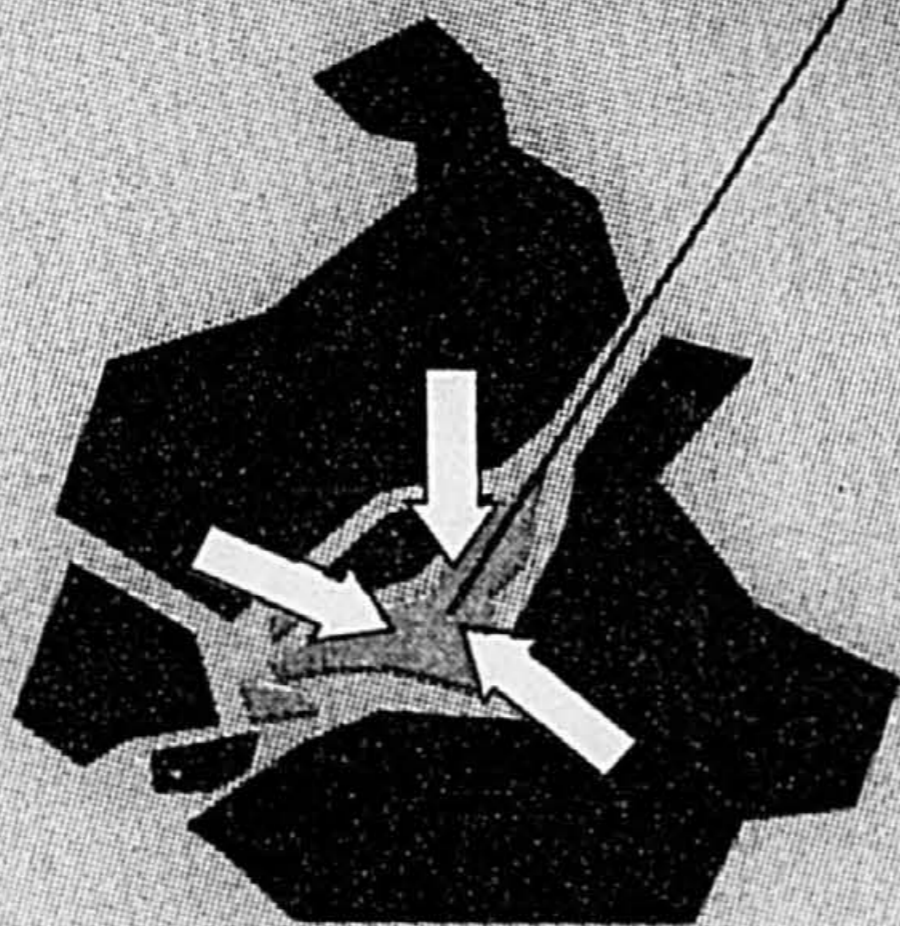
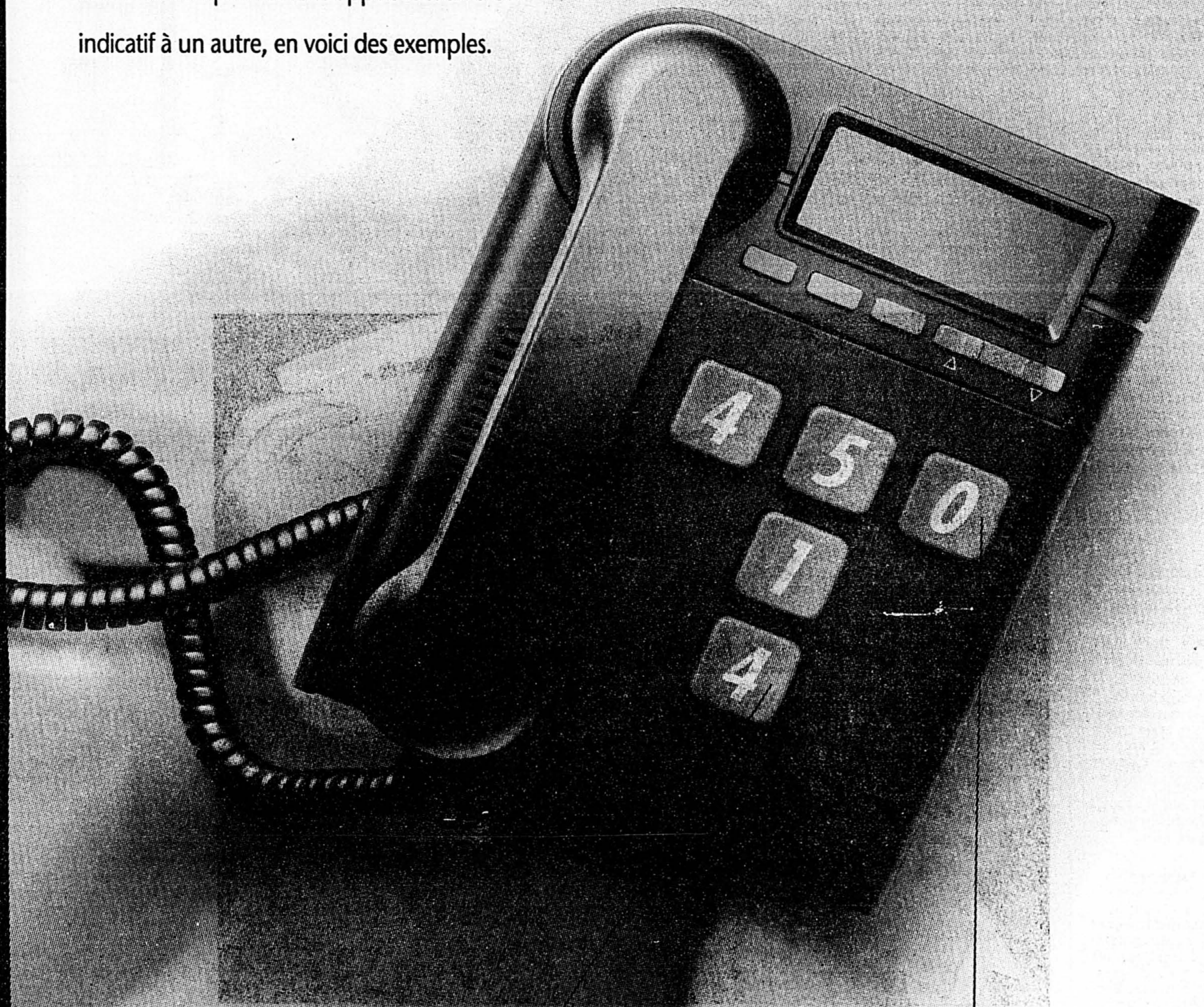
Quintissime Tirage du 98-05-25
3 4
458 2371

Extra Tirage du 98-05-25
NUMÉRO: 671765

T.V.A. LE RESEAU DES TIRAGES
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Mode d'emploi

Dès le 13 juin 1998, le nouvel indicatif 450 remplacera le 514 dans les régions de Laval, des Laurentides, de la Rive-Nord, de Lanaudière, de la Montérégie, de l'Estrie, de la Rive-Sud, du Haut-Richelieu et de la Haute-Yamaska. Ce changement modifiera le mode de composition des appels locaux d'un indicatif à un autre, en voici des exemples.

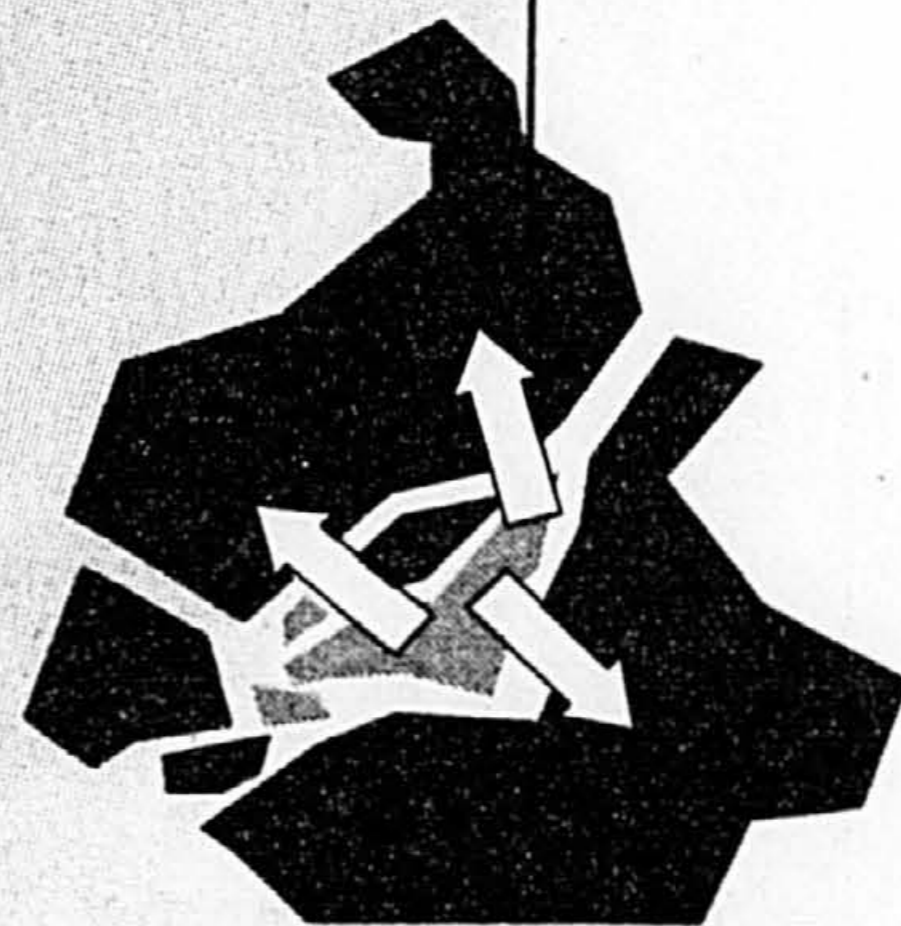


Composition du 514

Exemple : si vous appelez de Longueuil à Montréal, composez le **514 + le numéro.**

Ne faites pas le 1.

Les appels qui étaient locaux restent locaux.



Composition du 450

Exemple : si vous appelez de Montréal à Laval, composez le **450 + le numéro.**

Ne faites pas le 1.

Les appels qui étaient locaux restent locaux.